



RAPPORT AUX ACTIONNAIRES



Banque Royale du Canada | Deuxième trimestre de 2013

La Banque Royale du Canada déclare ses résultats pour le deuxième trimestre de 2013

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*.

TORONTO, le 30 mai 2013 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 1 936 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2013, en hausse de 26 % par rapport à 1 533 millions à l'exercice précédent.

En excluant certains éléments, le bénéfice net s'est établi à 1 967 millions de dollars⁽¹⁾, soit une hausse de 232 millions, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent, qui tient à la solide croissance du bénéfice de tous les secteurs d'exploitation, des résultats particulièrement élevés ayant été enregistrés dans notre secteur Services bancaires canadiens, dans nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement ainsi que dans nos services de gestion d'actifs.

« Nous avons accru le bénéfice de chacun de nos secteurs d'exploitation ce trimestre, par rapport à l'exercice précédent, en raison de la solidité et de la diversification de nos activités », a déclaré M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction de RBC. « Nous continuons d'accroître notre position de chef de file en exécutant avec succès notre stratégie et en effectuant des investissements ciblés afin d'assurer une valeur à long terme pour les actionnaires. »

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012

- Bénéfice net de 1 936 millions de dollars (en hausse de 26 % par rapport à 1 533 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,27 \$ (en hausse de 0,28 \$ par rapport à 0,99 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 18,5 % (en hausse par rapport à 16,1 %)
- Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie de 9,1 %, calculé en vertu de l'accord de Bâle III

Résultats excluant certains éléments notables⁽¹⁾ : Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012

- Bénéfice net de 1 967 millions de dollars (en hausse de 13 % par rapport à 1 735 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,29 \$ (en hausse de 0,16 \$ par rapport à 1,13 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 18,8 % (en hausse par rapport à 18,4 %)

Cumul annuel pour 2013 par rapport au cumul annuel pour 2012

- Bénéfice net de 4 006 millions de dollars (en hausse de 18 % par rapport à 3 388 millions)
- Bénéfice dilué par action de 2,62 \$ (en hausse de 0,41 \$ par rapport à 2,21 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19,1 % (en hausse par rapport à 17,9 %)

Résultats excluant certains éléments notables⁽¹⁾ : Cumul annuel pour 2013 par rapport au cumul annuel pour 2012

- Bénéfice net de 4 037 millions de dollars (en hausse de 12 % par rapport à 3 590 millions)
- Bénéfice dilué par action de 2,64 \$ (en hausse de 0,29 \$ par rapport à 2,35 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19,2 % (en hausse par rapport à 19,1 %)

Les résultats excluant une charge de restructuration de 31 millions de dollars (44 millions avant impôt) liée à l'intégration de RBC Services aux investisseurs comptabilisée au cours de la période considérée et une perte de 202 millions (212 millions avant impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia Investor Services, renommée RBC Services aux investisseurs, comptabilisée à l'exercice précédent sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails sur les résultats excluant ces éléments, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(1) Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport.

Table des matières

1	Faits saillants du deuxième trimestre				
2	Rapport de gestion				
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives				
2	Vue d'ensemble				
2	Aperçu de la Banque Royale du Canada	9	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	31	Rendement au chapitre de la qualité du crédit
3	Faits saillants financiers et autres	13	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	33	Risque de marché
4	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	15	Gestion de patrimoine	35	Gestion des liquidités et du financement
4	Principaux événements de 2013	16	Assurances	41	Gestion du capital
5	Rendement financier	17	Services aux investisseurs et trésorerie	45	Information financière supplémentaire
5	Vue générale	18	Marchés des Capitaux	45	Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés
9	Résultats des secteurs d'exploitation	19	Services de soutien généraux	46	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
9	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	20	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	47	Transactions entre parties liées
		21	Résultats par secteur géographique	48	États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
		22	Situation financière	54	Notes annexes (non audité)
		22	Bilans résumés	82	Renseignements à l'intention des actionnaires
		23	Arrangements hors bilan		
		26	Gestion du risque		
		26	Risque de crédit		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats opérationnels et notre situation financière au 30 avril 2013 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 janvier 2013. Le présent rapport de gestion, daté du 29 mai 2013, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 30 avril 2013 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2012. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*.

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2012, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2013, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'au contexte de gestion des risques, y compris la gestion des liquidités et du financement. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats opérationnels aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques inhérents qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prédire les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, les risques liés à l'environnement réglementaire et juridique, à l'assurance, à la réputation et aux stratégies, ainsi que d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2012 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2013; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris ceux liés à la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act et aux règlements édictés aux termes de cette loi et ceux qui seront édictés, aux normes mondiales du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) liées à la réforme visant le capital et les liquidités, à la réforme concernant les dérivés hors cote, au système de paiements au Canada, aux mesures de protection des consommateurs et aux réformes réglementaires au Royaume-Uni et en Europe; la conjoncture commerciale et économique générale et les conditions du marché financier au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités, y compris l'incidence de la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe et les niveaux d'endettement élevés des ménages canadiens; la cybersécurité; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales fiscales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; notre capacité à attirer des employés et à les maintenir en poste; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et nos contreparties; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution ainsi que l'incidence des questions d'ordre environnemental.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2013 sont présentées à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, sous la rubrique Perspectives et priorités de notre rapport annuel 2012, et sont mises à jour à la rubrique Vue d'ensemble du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2013. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2012, ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2013.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Vue d'ensemble

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. Elle est la plus importante banque au Canada au chapitre de l'actif et de la capitalisation boursière et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services aux investisseurs et des services bancaires de gros. Nous comptons environ 80 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de plus de 15 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 44 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2013	31 janvier 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)					
Activités poursuivies					
Total des revenus	7 769 \$	7 910 \$	6 924 \$	15 679 \$	14 498 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	288	349	348	637	615
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	938	705	640	1 643	1 851
Frais autres que d'intérêt	4 011	4 051	3 857	8 062	7 528
Bénéfice net avant impôt	2 532	2 805	2 079	5 337	4 504
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 936	2 070	1 563	4 006	3 439
Perte nette liée aux activités abandonnées	-	-	(30)	-	(51)
Bénéfice net	1 936 \$	2 070 \$	1 533 \$	4 006 \$	3 388 \$
Secteurs – bénéfice net (perte nette) lié aux activités poursuivies					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 057 \$	1 120 \$	940 \$	2 177 \$	1 952 \$
Gestion de patrimoine	225	233	212	458	400
Assurances	166	164	151	330	341
Services aux investisseurs et trésorerie	67	80	(121)	147	(38)
Marchés des Capitaux	386	464	371	850	742
Services de soutien généraux	35	9	10	44	42
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 936 \$	2 070 \$	1 563 \$	4 006 \$	3 439 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	1,28 \$	1,37 \$	1,00 \$	2,65 \$	2,23 \$
– dilué	1,27	1,36	0,99	2,62	2,21
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	18,5 %	19,6 %	16,1 %	19,1 %	17,9 %
Données financières sommaires liées aux activités poursuivies					
Bénéfice par action – de base	1,28 \$	1,37 \$	1,02 \$	2,65 \$	2,26 \$
– dilué	1,27	1,36	1,01	2,62	2,24
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	18,5 %	19,6 %	16,5 %	19,1 %	18,2 %
Dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,29 %	0,35 %	0,39 %	0,31 %	0,34 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	0,54 %	0,54 %	0,63 %	0,54 %	0,63 %
Ratios de capital et coefficients (3)					
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie (3)	9,1 %	9,3 %	s.o.(3)	9,1 %	s.o.(3)
Ratio du capital de première catégorie	11,2 %	11,5 %	13,2 %	11,2 %	13,2 %
Ratio du capital total	14,0 %	14,3 %	15,2 %	14,0 %	15,2 %
Coefficient actif-capital (4)	16,6 X	16,2 X	16,8 X	16,6 X	16,8 X
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	867 530 \$	837 585 \$	800 371 \$	867 530 \$	800 371 \$
Valeurs mobilières	176 329	169 225	164 442	176 329	164 442
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	396 603	380 984	362 719	396 603	362 719
Actifs liés aux dérivés	93 693	87 243	87 863	93 693	87 863
Dépôts	531 247	514 661	495 875	531 247	495 875
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	41 438	40 500	36 625	41 438	36 625
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	41 000	40 000	36 400	40 500	36 000
Actif pondéré en fonction du risque	311 437	303 128	267 138	311 437	267 138
Biens sous gestion	373 100	356 900	325 400	373 100	325 400
Biens administrés – RBC (5)	799 800	784 200	741 400	799 800	741 400
– RBC Services aux investisseurs (6)	3 112 300	2 995 600	2 808 800	3 112 300	2 808 800
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 445 238	1 445 489	1 441 761	1 445 366	1 440 493
– moyenne (diluée)	1 468 008	1 469 330	1 467 063	1 468 686	1 467 182
– à la fin	1 444 372	1 446 267	1 442 843	1 444 372	1 442 843
Dividendes déclarés par action	0,63 \$	0,60 \$	0,57 \$	1,23 \$	1,11 \$
Rendement de l'action (7)	4,1 %	4,1 %	4,1 %	4,1 %	4,3 %
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX)	60,78 \$	62,12 \$	57,09 \$	60,78 \$	57,09 \$
Capitalisation boursière (TSX)	87 789	89 842	82 372	87 789	82 372
Renseignements généraux liés aux activités poursuivies					
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein)	74 600	74 434	68 201	74 600	68 201
Nombre de succursales	1 368	1 363	1 351	1 368	1 351
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	5 114	5 096	4 819	5 114	4 819
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (8)	0,982 \$	1,005 \$	1,008 \$	0,993 \$	0,998 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,993 \$	1,003 \$	1,012 \$	0,993 \$	1,012 \$

- (1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (2) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, nous calculons les ratios de capital et le coefficient actif-capital en vertu du cadre de l'accord de Bâle III. Les ratios de capital sont calculés selon la méthode « tout compris ». Les ratios de capital et le coefficient actif-capital pour la période précédente ont été calculés en vertu du cadre de l'accord de Bâle II. L'accord de Bâle III et l'accord de Bâle II ne peuvent pas être comparés directement. Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie est une nouvelle mesure réglementaire prévue par le cadre de l'accord de Bâle III. Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie est sans objet (s.o.) pour les périodes précédentes, car l'accord de Bâle III a été adopté de façon prospective, avec prise d'effet au premier trimestre de 2013. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du capital.
- (4) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, le coefficient actif-capital est calculé sur une base transitoire, conformément aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) sur les normes de fonds propres.
- (5) Les montants relatifs aux biens administrés par RBC pour les périodes antérieures ont été révisés par rapport aux résultats présentés précédemment. Les biens administrés comprennent un montant de 35,8 milliards de dollars (37,1 milliards au 31 janvier 2013; 36,5 milliards au 30 avril 2012) en prêts hypothécaires et prêts sur cartes de crédit titrisés.
- (6) Les biens administrés par RBC Services aux investisseurs, auparavant RBC Dexia Investor Services Limited (RBC Dexia), représentent le total des biens administrés de l'entité dans laquelle nous détenions une participation de 50 % avant le 27 juillet 2012.
- (7) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- (8) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours de change au comptant à la fin du mois pour la période.
- s.o. sans objet

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – Données en date du 29 mai 2013**Canada**

Le taux de croissance estimatif de l'économie canadienne au premier trimestre civil de 2013 s'est établi à 2,3 % et découle du niveau modéré des dépenses de consommation et des investissements effectués par les entreprises, ainsi que de la forte augmentation des exportations nettes tenant en grande partie à une reprise de l'économie américaine. Le taux de chômage a augmenté pour s'établir à 7,2 % en avril 2013, par rapport à 7,0 % en janvier 2013, en raison de la réaction tardive au faible rythme de la croissance économique au deuxième semestre de 2012. Les activités sur le marché de l'habitation se sont améliorées légèrement en mars et en avril 2013, après avoir subi des pressions à la baisse plus tôt au cours de l'année, et l'inflation est demeurée faible. La croissance du crédit aux ménages a ralenti, et on s'attend à ce qu'elle corresponde à la croissance du marché de l'habitation, lequel est en voie de devenir plus stable. Pour 2013, nous prévoyons une croissance de l'économie d'environ 1,8 %, en baisse légèrement par rapport à notre estimation précédente de 2 %. Comme nous l'avions prévu, la Banque du Canada a maintenu son taux de financement à un jour à 1 % en mai 2013, et nous nous attendons à ce qu'elle maintienne ce taux jusqu'au deuxième semestre de 2014.

États-Unis

Le taux de croissance estimatif de l'économie américaine au premier trimestre civil de 2013 s'est établi à 2,5 %, résultat qui reflète un accroissement de l'activité des consommateurs, la reprise continue du marché de l'habitation et la reconstitution des stocks. Les efforts du gouvernement visant à réduire les déficits ont freiné la croissance de l'économie au premier trimestre civil de 2013, et nous prévoyons une croissance de l'économie de 2,1 % au cours de l'année civile 2013, ce qui est conforme à nos prévisions antérieures. La Réserve fédérale a maintenu les taux d'intérêt à des planchers historiques, la fourchette des fonds fédéraux étant de 0,0 % à 0,25 %, et elle a continué d'acheter des titres publics américains et des titres adossés à des créances hypothécaires. En raison de l'amélioration graduelle de l'économie et du taux de chômage élevé, qui est de 7,5 %, nous ne nous attendons pas à ce que la Réserve fédérale modifie ses taux au cours de l'année civile 2013.

Europe

L'économie dans la zone euro a subi une contraction au premier trimestre civil de 2013, le taux de croissance estimatif s'étant établi à (0,2) %, en raison des mesures d'austérité budgétaire, de la faible confiance des investisseurs et de la demande de crédit limitée. De façon générale, pour l'année civile 2013, nous nous attendons à une contraction de l'économie dans la zone euro de (0,5) %, car les restrictions budgétaires limitent la croissance. On s'attend à ce que la Banque centrale européenne maintienne son taux d'intérêt à 0,50 % pour l'année civile 2013, et à ce qu'elle prenne d'autres mesures non traditionnelles pour assurer le fonctionnement du système financier et l'assouplissement approprié des normes de prêt, si cela est justifié.

Marchés financiers

Les marchés financiers au Canada et aux États-Unis ont affiché une amélioration graduelle au cours de notre deuxième trimestre de 2013, la confiance des marchés s'étant accrue en raison de la réduction des risques liés à la politique budgétaire des États-Unis et à la politique monétaire expansionniste. Bien que les taux de rendement des obligations d'État à long terme demeurent faibles, les marchés des actions se sont améliorés, principalement aux États-Unis. De plus, les marchés du crédit aux grandes entreprises demeurent solides, et les écarts de taux se sont stabilisés près des récents planchers records enregistrés. Cependant, les investisseurs sont demeurés prudents en ce qui a trait à l'Europe et à l'économie mondiale, en raison du maintien des préoccupations liées à la durabilité de la reprise de l'économie mondiale et à la crise de l'endettement d'États souverains en Europe, ce qui a entraîné des conditions du marché difficiles. Les perceptions au sujet du marché européen ont continué de se détériorer en raison de plusieurs facteurs, y compris le ralentissement de la conjoncture économique, et les difficultés d'ordre politique et financier qu'éprouve la région. Nos revenus tirés des activités de négociation ont été touchés ce trimestre, en raison de l'instabilité qui persiste.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de réglementation et de nous y préparer, et nous nous efforçons de faire en sorte que toute répercussion possible d'ordre commercial ou économique soit réduite au minimum. Les faits nouveaux susceptibles de se répercuter de façon importante sur nos activités comprennent le règlement Volcker en vertu de la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act aux États-Unis, le projet du gouvernement américain concernant les banques étrangères auquel des renseignements plus détaillés sont fournis ci-après, et d'autres initiatives liées à Dodd-Frank, la loi intitulée U.S. Foreign Account Tax Compliance Act, les modifications des exigences concernant le capital et les liquidités en vertu des normes mondiales élaborées par le CBCB (accord de Bâle III), et les réformes concernant les dérivés hors cote. En octobre 2012, le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du Conseil de stabilité financière a publié ses recommandations visant la divulgation accrue, par les banques et d'autres institutions financières, de renseignements concernant les risques. Nous continuons d'accroître les informations que nous présentons dans le présent rapport en réponse à ces recommandations. En décembre 2012, la Réserve fédérale américaine a publié les règles proposées concernant une supervision renforcée des banques étrangères exerçant des activités aux États-Unis, conformément aux articles 165 et 166 de la loi Dodd-Frank. Ces règles comprennent une obligation de créer une société de portefeuille intermédiaire américaine capitalisée séparément qui détiendrait toutes les filiales bancaires et non bancaires américaines auxquelles les règles de prudence renforcées s'appliqueraient. Ces règles comprennent des exigences supplémentaires en matière de capital, de liquidités et de levier financier ainsi que d'autres normes de supervision renforcée à l'égard de la gestion des risques, des simulations de crise et des plafonds relativement aux ratios d'endettement et aux risques de crédit liés à une seule entreprise. Même si la plupart des changements proposés s'appliqueraient à la société de portefeuille intermédiaire, certaines exigences devraient également s'appliquer aux activités commerciales exercées au sein des succursales américaines.

Pour plus de détails concernant les facteurs de risque découlant des faits nouveaux en matière de réglementation à l'échelle mondiale qui pourraient se répercuter sur nos activités et sur nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents de notre rapport annuel 2012. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion du risque, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital de notre rapport annuel 2012.

Principaux événements de 2013**Activités canadiennes de financement automobile et de dépôt d'Ally Financial Inc. (Ally Canada)**

Le 1^{er} février 2013, nous avons conclu l'acquisition d'Ally Canada, en contrepartie d'un montant en trésorerie totalisant 3,7 milliards de dollars. Les activités d'Ally Canada fournissent des services financiers, y compris le financement des stocks, directement aux concessionnaires automobiles et elles offrent également du financement aux consommateurs par l'intermédiaire des concessions. Cette acquisition nous permet d'accroître l'envergure de nos activités actuelles de financement automobile aux particuliers et aux entreprises. Pour plus de détails, se reporter à la note 7 de nos états financiers résumés.

Rendement financier**Vue générale****Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012**

Le bénéfice net s'est établi à 1 936 millions de dollars, soit une hausse de 403 millions, ou 26 %, par rapport à l'exercice précédent, qui s'explique principalement par la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une perte de 212 millions (202 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia Investor Services Limited (RBC Dexia), laquelle a depuis lors été renommée RBC Services aux investisseurs. De plus, les résultats de la période considérée tiennent compte d'une charge de restructuration de 44 millions de dollars (31 millions après impôt) liée à l'intégration de RBC Services aux investisseurs, qui touche principalement nos activités en Europe. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,27 \$, en hausse de 0,28 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 18,5 %, en hausse de 240 points de base. Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie s'est établi à 9,1 %.

En excluant les éléments notables dont il est fait mention ci-dessus, le bénéfice net a augmenté de 232 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent, le bénéfice dilué par action s'est accru de 0,16 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a progressé de 40 points de base. Nos résultats reflètent la solide croissance du bénéfice de tous nos secteurs d'exploitation. L'augmentation du bénéfice net tient essentiellement à la forte croissance des volumes de l'ensemble des activités du secteur Services bancaires canadiens, facteur neutralisé en partie par la compression des écarts, ainsi qu'aux résultats à la hausse tirés des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, qui découle des ventes nettes et de l'appréciation du capital, à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux Services bancaires canadiens et à nos portefeuilles dans les Antilles, et à la réduction de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la baisse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, principalement au cours de la deuxième moitié du trimestre, lesquels tiennent aux conditions de marché difficiles découlant de la baisse des volumes de transactions des clients et du rétrécissement des écarts acheteur-vendeur, surtout en Europe. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a augmenté de 40 points de base, même si nous détenons des capitaux propres ordinaires plus élevés, conformément aux exigences en matière de capital prévues par l'accord de Bâle III qui sont entrées en vigueur au premier trimestre de 2013. Ce résultat reflète la solide croissance du bénéfice.

Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2012, nous n'avons plus aucune activité abandonnée, étant donné que la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis a été conclue au deuxième trimestre de 2012. La perte nette liée aux activités abandonnées s'est élevée à 30 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2012 (51 millions pour le semestre clos le 30 avril 2012), et elle était imputable aux pertes opérationnelles liées aux services bancaires de détail régionaux aux États-Unis.

Pour plus de détails sur nos résultats, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation. Pour plus de détails sur notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

Le bénéfice net a diminué de 134 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action a diminué de 0,09 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a subi une baisse de 110 points de base, par rapport au dernier trimestre.

En excluant la charge de restructuration comptabilisée à la période considérée, le bénéfice net a diminué de 103 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action a diminué de 0,07 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a subi une baisse de 80 points de base. La diminution du bénéfice net est principalement imputable aux résultats à la baisse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe du secteur Marchés des Capitaux, principalement au cours de la deuxième moitié du trimestre, lesquels tiennent aux conditions de marché difficiles reflétant une plus faible volatilité et une baisse des volumes de négociation, principalement aux États-Unis et en Europe. Nos résultats ont par ailleurs été touchés de façon défavorable par des facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins et la diminution des volumes de transactions sur cartes de crédit, qui touche principalement nos services bancaires. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la rémunération variable et par la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances touchant, dans les deux cas, le secteur Marchés des Capitaux, et par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. Les résultats du trimestre précédent ont également été touchés de manière positive par le caractère saisonnier des honoraires liés au rendement comptabilisés dans le secteur Gestion de patrimoine.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est établi à 4 006 millions de dollars, en hausse de 618 millions, ou 18 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action semestriel s'est établi à 2,62 \$, en hausse de 0,41 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 19,1 %, en hausse de 120 points de base.

En excluant les éléments notables dont il est fait mention ci-dessus, le bénéfice net s'est accru de 447 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent, le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,29 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 19,2 %, en hausse de 10 points de base. Nos résultats reflètent la forte croissance de la plupart des activités liées aux services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, et la solide croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, qui découle de l'appréciation du capital et des ventes nettes. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation du taux d'imposition effectif, par la réduction des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement du secteur Services aux investisseurs et trésorerie, ainsi que par la réduction des profits nets sur placements du secteur Assurances.

Les résultats excluant certains éléments pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013 et pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Incidence estimative du change sur nos résultats financiers consolidés

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, les frais autres que d'intérêt ainsi que le bénéfice net libellés en devises sont convertis à l'aide du taux de change moyen pour la période.

L'incidence estimative du change sur les principaux éléments du compte de résultat a été négligeable en ce qui a trait aux résultats du deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012 et par rapport au premier trimestre de 2013, et aux résultats du premier semestre de 2013 par rapport au premier semestre de 2012.

Le tableau suivant illustre les variations des taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités :

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2013	le 31 janvier 2013	le 30 avril 2012	le 30 avril 2013	le 30 avril 2012
Dollar américain	0,982	1,005	1,008	0,993	0,998
Livre sterling	0,642	0,626	0,629	0,634	0,629
Euro	0,755	0,758	0,758	0,756	0,754

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide du cours au comptant à la fin du mois pour la période.

Les fluctuations de ces taux de change influent sur les résultats de certains de nos secteurs d'exploitation. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2013	le 31 janvier 2013	le 30 avril 2012	le 30 avril 2013	le 30 avril 2012
Revenu d'intérêt	5 133 \$	5 277 \$	5 100 \$	10 410 \$	10 271 \$
Frais d'intérêt	1 910	1 992	2 069	3 902	4 237
Revenu net d'intérêt	3 223 \$	3 285 \$	3 031 \$	6 508 \$	6 034 \$
Services de placement (1)	1 563 \$	1 524 \$	1 306 \$	3 087 \$	2 589 \$
Activités d'assurance (1)	1 246	1 021	926	2 267	2 476
Activités de négociation	151	356	349	507	745
Services bancaires (1)	1 018	1 069	889	2 087	1 794
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	401	469	386	870	680
Autres (1)	167	186	37	353	180
Revenus autres que d'intérêt	4 546 \$	4 625 \$	3 893 \$	9 171 \$	8 464 \$
Total des revenus	7 769 \$	7 910 \$	6 924 \$	15 679 \$	14 498 \$
Renseignements supplémentaires					
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt	415 \$	438 \$	412 \$	853 \$	800 \$
Revenus autres que d'intérêt	151	356	349	507	745
Total des revenus tirés des activités de négociation	566 \$	794 \$	761 \$	1 360 \$	1 545 \$

(1) Se reporter à la rubrique Rendement financier de notre rapport annuel 2012 pour une définition de ces catégories.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le total des revenus a augmenté de 845 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 192 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la solide croissance des volumes de l'ensemble des activités du secteur Services bancaires canadiens et de la prise en compte de l'acquisition d'Ally Canada. La forte croissance des activités de prêts du secteur Marchés des Capitaux a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts.

Les revenus tirés des activités d'investissement ont augmenté de 257 millions de dollars, ou 20 %, en raison principalement des revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans RBC Services aux investisseurs comptabilisés dans le secteur Services aux investisseurs et trésorerie, et de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, qui tient aux ventes nettes et à l'appréciation du capital.

Les revenus tirés des activités d'assurance se sont accrus de 320 millions de dollars, ou 35 %, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce facteur a été neutralisé en partie par la diminution des primes liées aux polices d'assurance au Canada. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont diminué de 198 millions de dollars. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui se compose des revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt, s'est chiffré à 566 millions de dollars, en baisse de 195 millions, ou 26 %, en raison principalement de la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, principalement au cours de la deuxième moitié du trimestre, qui tient aux conditions de marché difficiles découlant de la réduction des volumes de transactions des clients et du rétrécissement des écarts acheteur-vendeur, surtout en Europe. La diminution est aussi imputable à la réduction des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation reflétant une plus faible volatilité et une baisse des volumes de négociation, principalement aux États-Unis et au Canada.

Les revenus tirés des services bancaires ont augmenté de 129 millions de dollars, ou 15 %, résultat qui découle essentiellement de la forte croissance des activités de syndication de prêts, principalement aux États-Unis, et de l'accroissement des volumes de transactions sur cartes de crédit.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont accrus de 15 millions de dollars, ou 4 %, grâce essentiellement à l'augmentation des activités de montage de prêts, principalement aux États-Unis, et à l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition, principalement au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des activités de montage de titres de participation au Canada.

Les autres revenus ont augmenté de 130 millions de dollars, essentiellement en raison de la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une perte qui représente notre quote-part de la perte liée à l'échange de titres et des pertes de négociation comptabilisées par RBC Dexia, ainsi que d'un ajustement comptable ayant eu une incidence défavorable sur les résultats de l'exercice précédent.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

Le total des revenus a diminué de 141 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, en raison en grande partie des revenus à la baisse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, principalement au cours de la deuxième moitié du trimestre, qui découlent des conditions de marché difficiles reflétant une plus faible volatilité et une baisse des volumes de négociation, principalement aux États-Unis et en Europe. La diminution est aussi imputable à l'incidence défavorable de facteurs saisonniers ayant touché principalement nos services bancaires, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins, ainsi qu'à la réduction des activités de fusion et d'acquisition et des activités de syndication de prêts dans tous nos secteurs géographiques, par rapport aux niveaux élevés enregistrés au dernier trimestre dans le secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. De plus, les résultats du trimestre précédent ont été touchés de façon favorable par la cession des actions de la London Metal Exchange (LME).

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012 (résultats semestriels)

Le total des revenus a augmenté de 1 181 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui tient essentiellement aux revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans RBC Services aux investisseurs, à la forte croissance des volumes de l'ensemble des activités du secteur Services bancaires canadiens, à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes, et à l'accroissement des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine. L'augmentation est aussi attribuable à la forte croissance de la plupart des activités liées à nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les revenus à la baisse tirés des activités de négociation, principalement en ce qui concerne les activités de négociation de titres de participation du secteur Marchés des Capitaux, et par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 60 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la diminution des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit comptabilisées dans le secteur Services bancaires canadiens, et la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts de gros dans les Antilles.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 61 millions de dollars, ou 17 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la réduction des dotations du secteur Marchés des Capitaux. Ce facteur a été neutralisé en partie par la hausse des dotations du secteur Services bancaires canadiens.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012 (résultats semestriels)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 22 millions de dollars, ou 4 %, en raison essentiellement de la hausse des dotations du secteur Marchés des Capitaux, facteur neutralisé en partie par la réduction des dotations du secteur Services bancaires canadiens.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 298 millions de dollars, ou 47 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. L'augmentation est aussi imputable à la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance invalidité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de la réduction des primes liées à nos polices d'assurance au Canada, par les ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses, ainsi que par les résultats techniques favorables au chapitre des polices d'assurance vie. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 233 millions de dollars, ou 33 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. L'augmentation est aussi imputable à la hausse des coûts liés aux sinistres au titre de nos polices d'assurance au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de la réduction des primes liées à nos polices d'assurance au Canada et par la baisse des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012 (résultats semestriels)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 208 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. La diminution tient également à la réduction des primes liées à nos polices d'assurance, à l'incidence des taux d'intérêt et des activités de placement relatives aux obligations au titre des polices d'assurance, ainsi qu'aux ajustements favorables des provisions techniques. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance invalidité au cours de la période considérée.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2013	le 31 janvier 2013	le 30 avril 2012	le 30 avril 2013	le 30 avril 2012
Salaires	1 174 \$	1 131 \$	1 044 \$	2 305 \$	2 104 \$
Rémunération variable	963	1 082	948	2 045	1 859
Avantages du personnel et conservation du personnel	338	338	297	676	608
Rémunération fondée sur des actions	76	81	24	157	71
Ressources humaines	2 551 \$	2 632 \$	2 313 \$	5 183 \$	4 642 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	161	–	161
Autres charges	1 460	1 419	1 383	2 879	2 725
Frais autres que d'intérêt	4 011 \$	4 051 \$	3 857 \$	8 062 \$	7 528 \$

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 154 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui reflète certains éléments notables, y compris la comptabilisation, au cours de la période considérée, d'une charge de restructuration de 44 millions liée à l'intégration de RBC Services aux investisseurs, laquelle a trait principalement à nos activités en Europe, ainsi que la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une perte de valeur liée à notre participation dans RBC Dexia ainsi que d'autres coûts liés à cette acquisition totalisant 176 millions. En excluant ces éléments notables, les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 286 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète essentiellement les coûts supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans RBC Services aux investisseurs. L'augmentation est aussi imputable à la hausse de la rémunération variable du secteur Gestion de patrimoine, qui tient à l'accroissement des revenus, à la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada et à l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux et par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 40 millions de dollars, ou 1 %. En excluant certains éléments notables, les frais autres que d'intérêt ont diminué de 84 millions de dollars, ou 2 %, en raison principalement de la réduction de la rémunération variable, laquelle reflète en grande partie les résultats à la baisse du secteur Marchés des Capitaux. L'incidence de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins, et les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012 (résultats semestriels)

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 534 millions de dollars, ou 7 %. En excluant certains éléments notables, les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 666 millions de dollars, ou 9 %, résultat qui reflète essentiellement les coûts supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans RBC Services aux investisseurs. L'augmentation est aussi imputable à la hausse de la rémunération variable tenant principalement aux résultats améliorés des secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux, et à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts.

Les résultats excluant certains éléments notables pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013 et pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails sur les éléments notables s'étant répercutés sur nos résultats, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2013	le 31 janvier 2013	le 30 avril 2012	le 30 avril 2013	le 30 avril 2012
Bénéfice net avant impôt	2 532 \$	2 805 \$	2 079 \$	5 337 \$	4 504 \$
Impôt sur le résultat	596 \$	735 \$	516 \$	1 331 \$	1 065 \$
Taux d'imposition effectif (1)	23,5 %	26,2 %	24,8 %	24,9 %	23,6 %

(1) Impôt sur le résultat en pourcentage du bénéfice net avant impôt sur le résultat.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012

La charge d'impôt a augmenté de 80 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 23,5 %, en baisse de 130 points de base par rapport à 24,8 %, en raison principalement de la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia, dont une tranche de 176 millions de dollars n'était pas déductible à des fins fiscales. En excluant cette perte, le taux d'imposition effectif a augmenté de 50 points de base par rapport à 23,0 %, résultat qui tient en grande partie à la proportion plus faible du bénéfice provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes). L'augmentation a été neutralisée en partie par la proportion plus faible du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

La charge d'impôt a diminué de 139 millions de dollars, ou 19 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 23,5 %, en baisse de 270 points de base par rapport à 26,2 %, résultat qui tient en grande partie à la baisse du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé et à la proportion plus élevée du bénéfice provenant de sources présentant des avantages fiscaux.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012 (résultats semestriels)

La charge d'impôt a augmenté de 266 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 24,9 %, en hausse de 130 points de base par rapport à 23,6 %. En excluant la perte

liée à l'acquisition dont il est fait mention ci-dessus, le taux d'imposition effectif a augmenté de 210 points de base par rapport à 22,8 %, résultat qui tient en grande partie à la proportion plus faible du bénéfice provenant de sources présentant des avantages fiscaux, et à la hausse du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé.

La charge d'impôt et le taux d'imposition effectif excluant la perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia comptabilisée à l'exercice précédent sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails sur les mesures excluant cet élément, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2012. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2012.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures du rendement

Attribution du capital

La méthode que nous utilisons consiste à attribuer le capital à nos secteurs d'exploitation selon le montant le plus élevé entre le capital économique pleinement diversifié (notre évaluation interne des exigences en matière de capital) et les exigences en matière de capital réglementaire de l'accord de Bâle III. Nous assurons la concordance du taux de conversion du capital avec notre ratio cible des capitaux propres ordinaires de première catégorie, après que ce ratio a été établi dans le cadre de notre processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres et de notre processus de planification du capital. L'attribution du capital à risque fournit une mesure du rendement uniforme. Elle permet l'établissement d'un bénéfice cible minimal au niveau de l'unité fonctionnelle et est liée à notre objectif de rendement global. L'attribution du capital à chaque secteur d'exploitation pourrait varier en raison des changements apportés au cadre réglementaire, tels que le report de la mise en application d'exigences liées aux ajustements de l'évaluation du crédit et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres, y compris le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur, à titre de mesure du rendement du capital investi dans nos secteurs. La mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur est considérée comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2012.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos							le 31 janvier 2013	le 30 avril 2012
	le 30 avril 2013								
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 035 \$	217 \$	164 \$	64 \$	369 \$	(1)\$	1 848 \$	1 980 \$	1 443 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	14 100 \$	5 400 \$	1 450 \$	1 950 \$	10 650 \$	7 450 \$	41 000 \$	40 000 \$	36 400 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	30,1 %	16,4 %	46,0 %	13,4 %	14,2 %	n.s.	18,5 %	19,6 %	16,1 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les semestres clos							le 30 avril 2012
	le 30 avril 2013							
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 134 \$	440 \$	326 \$	141 \$	815 \$	(28)\$	3 828 \$	3 209 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	13 250 \$	5 350 \$	1 450 \$	1 950 \$	10 800 \$	7 700 \$	40 500 \$	36 000 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	32,5 %	16,6 %	44,5 %	14,5 %	15,2 %	n.s.	19,1 %	17,9 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.

(3) Calculé conformément à l'accord de Bâle III, incluant les périodes comparatives. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Bénéfice économique

Le bénéfice économique représente le bénéfice net à l'exclusion de l'incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux, ce qui permet ainsi aux utilisateurs de l'information financière de connaître les contributions relatives de chaque secteur d'exploitation à la valeur pour l'actionnaire. Le bénéfice économique est une mesure hors PCGR qui n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

La charge de capital comprend une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des actions privilégiées. Nous avons révisé le coût des capitaux propres sur une base prospective au premier trimestre de 2013; ce coût, qui était de 9,5 % en 2012, a été ramené à 8,5 %, en raison principalement du maintien de faibles taux d'intérêt.

Le tableau suivant présente un sommaire de notre bénéfice économique :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							le 31 janvier 2013	le 30 avril 2012
	le 30 avril 2013								
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net	1 057 \$	225 \$	166 \$	67 \$	386 \$	35 \$	1 936 \$	2 070 \$	1 533 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	–	(24)	(24)	(25)	(25)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	7	17	–	5	(1)	1	29	27	32
Réduction de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–	–	161
Bénéfice net ajusté	1 064 \$	242 \$	166 \$	72 \$	385 \$	12 \$	1 941 \$	2 072 \$	1 701 \$
Moins : Charge de capital	315	120	33	44	238	164	914	922	915
Bénéfice économique	749 \$	122 \$	133 \$	28 \$	147 \$	(152)\$	1 027 \$	1 150 \$	786 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							le 30 avril 2012
	le 30 avril 2013							
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net	2 177 \$	458 \$	330 \$	147 \$	850 \$	44 \$	4 006 \$	3 388 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(1)	–	–	–	(47)	(49)	(50)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	11	34	–	10	–	1	56	71
Réduction de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–	161
Bénéfice net ajusté	2 187 \$	491 \$	330 \$	157 \$	850 \$	(2)\$	4 013 \$	3 570 \$
Moins : Charge de capital	602	243	67	89	490	345	1 836	1 829
Bénéfice économique	1 585 \$	248 \$	263 \$	68 \$	360 \$	(347)\$	2 177 \$	1 741 \$

Résultats excluant certains éléments liés à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia et aux coûts d'intégration connexes

Nos résultats ont été touchés par la comptabilisation, au cours de la période considérée, d'une charge de restructuration de 44 millions de dollars (31 millions après impôt) liée à l'intégration de RBC Services aux investisseurs, qui touche principalement nos activités en Europe, et par la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une perte de 212 millions (202 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia, comme l'illustrent les tableaux ci-après. La perte se compose d'une perte de valeur liée à notre participation dans RBC Dexia, qui a été comptabilisée dans les frais autres que d'intérêt, et d'autres coûts relatifs à cette acquisition de 176 millions de dollars (avant et après impôt). Elle comprend également une perte de 36 millions de dollars (26 millions après impôt), qui a été comptabilisée dans les revenus et qui représente notre quote-part de la perte comptabilisée par RBC Dexia par suite de l'échange de titres avec le groupe Dexia et des pertes de négociation découlant de la vente de la majorité des titres reçus dans le cadre de l'échange. Nous sommes d'avis que le fait de ne pas tenir compte de ces éléments dans nos résultats donne une mesure plus représentative des résultats opérationnels courants, permet aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance et devrait accroître la comparabilité de la performance financière pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 janvier 2013. Il s'agit de mesures hors PCGR qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et qui ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

Les tableaux suivants présentent les calculs liés à nos résultats et mesures excluant certains éléments :

Résultats consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les trimestres clos					
	le 30 avril 2013			le 30 avril 2012		
	Données présentées	Charge de restructuration	Données ajustées	Données présentées	Perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia (1)	Données ajustées
Activités poursuivies						
Total des revenus	7 769 \$	– \$	7 769 \$	6 924 \$	36 \$	6 960 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	288	–	288	348	–	348
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	938	–	938	640	–	640
Frais autres que d'intérêt	4 011	(44)	3 967	3 857	(176)	3 681
Bénéfice net avant impôt	2 532 \$	44 \$	2 576 \$	2 079 \$	212 \$	2 291 \$
Impôt sur le résultat	596	13	609	516	10	526
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 936 \$	31 \$	1 967 \$	1 563 \$	202 \$	1 765 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	– \$	– \$	– \$	(30) \$	– \$	(30) \$
Bénéfice net	1 936 \$	31 \$	1 967 \$	1 533 \$	202 \$	1 735 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 848 \$	31 \$	1 879 \$	1 443 \$	202 \$	1 645 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 445 238		1 445 238	1 441 761		1 441 761
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,28 \$	0,02 \$	1,30 \$	1,00 \$	0,14 \$	1,14 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,28 \$	0,02 \$	1,30 \$	1,02 \$	0,14 \$	1,16 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 468 008		1 468 008	1 467 063		1 467 063
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,27 \$	0,02 \$	1,29 \$	0,99 \$	0,14 \$	1,13 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,27 \$	0,02 \$	1,29 \$	1,01 \$	0,14 \$	1,15 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	41 000 \$		41 000 \$	36 400 \$		36 400 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	18,5 %		18,8 %	16,1 %		18,4 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies (2)	18,5 %		18,8 %	16,5 %		18,7 %
Taux d'imposition effectif lié aux activités poursuivies	23,5 %		23,6 %	24,8 %		23,0 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les semestres clos					
	le 30 avril 2013			le 30 avril 2012		
	Données présentées	Charge de restructuration	Données ajustées	Données présentées	Perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia (1)	Données ajustées
Activités poursuivies						
Total des revenus	15 679 \$	– \$	15 679 \$	14 498 \$	36 \$	14 534 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	637	–	637	615	–	615
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 643	–	1 643	1 851	–	1 851
Frais autres que d'intérêt	8 062	(44)	8 018	7 528	(176)	7 352
Bénéfice net avant impôt	5 337 \$	44 \$	5 381 \$	4 504 \$	212 \$	4 716 \$
Impôt sur le résultat	1 331	13	1 344	1 065	10	1 075
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	4 006 \$	31 \$	4 037 \$	3 439 \$	202 \$	3 641 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	– \$	– \$	– \$	(51)\$	– \$	(51)\$
Bénéfice net	4 006 \$	31 \$	4 037 \$	3 388 \$	202 \$	3 590 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 828 \$	31 \$	3 859 \$	3 209 \$	202 \$	3 411 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 445 366		1 445 366	1 440 493		1 440 493
Bénéfice de base par action (en dollars)	2,65 \$	0,02 \$	2,67 \$	2,23 \$	0,14 \$	2,37 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	2,65 \$	0,02 \$	2,67 \$	2,26 \$	0,14 \$	2,40 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 468 686		1 468 686	1 467 182		1 467 182
Bénéfice dilué par action (en dollars)	2,62 \$	0,02 \$	2,64 \$	2,21 \$	0,14 \$	2,35 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	2,62 \$	0,02 \$	2,64 \$	2,24 \$	0,14 \$	2,38 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	40 500 \$		40 500 \$	36 000 \$		36 000 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	19,1 %		19,2 %	17,9 %		19,1 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies (2)	19,1 %		19,2 %	18,2 %		19,3 %
Taux d'imposition effectif lié aux activités poursuivies	24,9 %		25,0 %	23,6 %		22,8 %

(1) La perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia comptabilisée à l'exercice précédent se compose d'une perte de valeur de 161 millions de dollars (avant et après impôt), laquelle comprend une réduction de valeur du goodwill et des autres immobilisations incorporelles, d'autres coûts relatifs à l'acquisition de 15 millions (avant et après impôt), ainsi que d'une perte de 36 millions (26 millions après impôt), qui représente notre quote-part de la perte comptabilisée par RBC Dexia par suite de l'échange de titres avec le groupe Dexia et des pertes de négociation découlant de la vente de la majorité des titres reçus dans le cadre de l'échange.

(2) Fondé sur les soldes réels avant leur arrondissement.

Services aux investisseurs et trésorerie

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos						Pour les semestres clos					
	le 30 avril 2013			le 30 avril 2012			le 30 avril 2013			le 30 avril 2012		
	Données présentées	Charge de restructuration	Données ajustées	Données présentées	Perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia (1)	Données ajustées	Données présentées	Charge de restructuration	Données ajustées	Données présentées	Perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia (1)	Données ajustées
Revenus	452 \$	– \$	452 \$	282 \$	36 \$	318 \$	902 \$	– \$	902 \$	607 \$	36 \$	643 \$
Frais autres que d'intérêt	364	(44)	320	378	(176)	202	705	(44)	661	592	(176)	416
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	88 \$	44 \$	132 \$	(96)\$	212 \$	116 \$	197 \$	44 \$	241 \$	15 \$	212 \$	227 \$
Impôt sur le résultat	21	13	34	25	10	35	50	13	63	53	10	63
Bénéfice net (perte nette)	67 \$	31 \$	98 \$	(121)\$	202 \$	81 \$	147 \$	31 \$	178 \$	(38)\$	202 \$	164 \$

(1) La perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia comptabilisée à l'exercice précédent se compose d'une perte de valeur de 161 millions de dollars (avant et après impôt), laquelle comprend une réduction de valeur du goodwill et des autres immobilisations incorporelles, d'autres coûts relatifs à l'acquisition de 15 millions (avant et après impôt), ainsi que d'une perte de 36 millions (26 millions après impôt), qui représente notre quote-part de la perte comptabilisée par RBC Dexia par suite de l'échange de titres avec le groupe Dexia et des pertes de négociation découlant de la vente de la majorité des titres reçus dans le cadre de l'échange.

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour les trimestres clos le			En date du et pour les semestres clos le	
	30 avril 2013	31 janvier 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012
Revenu net d'intérêt	2 272 \$	2 314 \$	2 165 \$	4 586 \$	4 368 \$
Revenus autres que d'intérêt	925	931	863	1 856	1 746
Total des revenus	3 197	3 245	3 028	6 442	6 114
Dotations à la provision pour pertes sur créances	254	241	318	495	569
Frais autres que d'intérêt	1 518	1 493	1 444	3 011	2 898
Bénéfice net avant impôt	1 425	1 511	1 266	2 936	2 647
Bénéfice net	1 057 \$	1 120 \$	940 \$	2 177 \$	1 952 \$
Revenus par division					
Services bancaires canadiens	3 000 \$	3 041 \$	2 817 \$	6 041 \$	5 702 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	197	204	211	401	412
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	30,1 %	35,1 %	29,1 %	32,5 %	29,6 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,74 %	2,80 %	2,82 %	2,77 %	2,83 %
Ratio d'efficacité (2)	47,5 %	46,0 %	47,7 %	46,7 %	47,4 %
Levier d'exploitation	0,5 %	2,5 %	(0,7)%	1,5 %	(2,3)%
Moyenne du total des actifs productifs (3)	339 500 \$	327 600 \$	312 200 \$	333 500 \$	310 400 \$
Moyenne des prêts et des acceptations (3)	337 900	326 300	311 700	332 100	310 000
Moyenne des dépôts	260 800	255 700	240 600	258 100	239 900
Biens administrés (4)	185 800	180 800	172 300	185 800	172 300
Taux d'imposition effectif	25,8 %	25,9 %	25,8 %	25,9 %	26,3 %
Dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,31 %	0,29 %	0,41 %	0,30 %	0,37 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 30 avril 2013, laquelle s'est établie à 46,5 milliards de dollars et à 7,2 milliards, respectivement (44,6 milliards et 7,0 milliards au 31 janvier 2013; 43,0 milliards et 4,9 milliards au 30 avril 2012).

(4) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 28,6 milliards de dollars et de 7,2 milliards, respectivement, au 30 avril 2013 (30,1 milliards et 7,0 milliards au 31 janvier 2013; 31,6 milliards et 4,9 milliards au 30 avril 2012).

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 117 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui reflète la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité au Canada et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, facteurs neutralisés en partie par la compression des écarts.

Le total des revenus s'est accru de 169 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des Services bancaires canadiens ont augmenté de 183 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité et de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts.

Les revenus tirés des services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis ont diminué de 14 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète la réduction des soldes de prêts et la diminution des écarts en raison du maintien d'une conjoncture économique défavorable dans les Antilles.

La marge nette d'intérêt a diminué de 8 points de base, résultat qui tient principalement à la réduction des écarts reflétant le maintien de faibles taux d'intérêt, la volatilité comptable et la concurrence au chapitre des taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 64 millions de dollars, ou 20 %, en raison principalement de la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit au Canada, et de la baisse des dotations liées à notre portefeuille de gros dans les Antilles. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 74 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, principalement au Canada, et de l'augmentation de la charge au titre des régimes de retraite. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

Le bénéfice net a diminué de 63 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de l'incidence défavorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins, de la baisse des volumes de transactions sur cartes de crédit et de la hausse des coûts de marketing. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance continue des volumes dans la plupart des secteurs d'activité au Canada, ainsi que par la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada.

La marge nette d'intérêt a diminué de 6 points de base, résultat qui tient essentiellement au resserrement des écarts reflétant le maintien de faibles taux d'intérêt, à l'incidence des modifications apportées à la composition des produits, et à la concurrence au chapitre des taux.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 225 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui reflète la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité au Canada et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, facteurs neutralisés en partie par la compression des écarts.

Le total des revenus s'est accru de 328 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui reflète essentiellement la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité au Canada et la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, facteurs neutralisés en partie par la compression des écarts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 74 millions de dollars, ou 13 %, en raison principalement de la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux particuliers au Canada.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 113 millions de dollars, ou 4 %, en raison essentiellement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités au Canada, de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada et de la hausse de la charge au titre des régimes de retraite. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts.

Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2013	31 janvier 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012
Revenu net d'intérêt	2 138 \$	2 169 \$	2 017 \$	4 307 \$	4 081 \$
Revenus autres que d'intérêt	862	872	800	1 734	1 621
Total des revenus	3 000	3 041	2 817	6 041	5 702
Dotation à la provision pour pertes sur créances	234	213	271	447	514
Frais autres que d'intérêt	1 351	1 330	1 277	2 681	2 571
Bénéfice net avant impôt	1 415	1 498	1 269	2 913	2 617
Bénéfice net	1 043 \$	1 106 \$	937 \$	2 149 \$	1 931 \$
Revenus par division					
Services financiers aux particuliers	1 677 \$	1 683 \$	1 568 \$	3 360 \$	3 143 \$
Services financiers aux entreprises	721	738	695	1 459	1 416
Solutions cartes et paiements	602	620	554	1 222	1 143
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	36,6 %	43,4 %	36,0 %	39,8 %	36,3 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,68 %	2,73 %	2,72 %	2,70 %	2,73 %
Ratio d'efficacité (2)	45,0 %	43,7 %	45,3 %	44,4 %	45,1 %
Levier d'exploitation	0,7 %	2,6 %	0,0 %	1,7 %	(0,8) %
Moyenne du total des actifs productifs (3)	327 400 \$	315 800 \$	301 700 \$	321 500 \$	300 100 \$
Moyenne des prêts et des acceptations (3)	330 600	319 000	304 200	324 800	302 400
Moyenne des dépôts	246 800	242 100	227 100	244 300	226 300
Biens administrés (4)	177 500	172 900	164 500	177 500	164 500
Taux d'imposition effectif	26,3 %	26,2 %	26,2 %	26,2 %	26,2 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,29 %	0,26 %	0,36 %	0,28 %	0,34 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 30 avril 2013, laquelle s'est établie à 46,5 milliards de dollars et à 7,2 milliards, respectivement (44,6 milliards et 7,0 milliards au 31 janvier 2013; 43,0 milliards et 4,9 milliards au 30 avril 2012).

(4) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 28,6 milliards de dollars et de 7,2 milliards, respectivement, au 30 avril 2013 (30,1 milliards et 7,0 milliards au 31 janvier 2013; 31,6 milliards et 4,9 milliards au 30 avril 2012).

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 106 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui reflète la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts. Notre acquisition d'Ally Canada s'est traduite par une augmentation de 12 millions de dollars du bénéfice net, déduction faite de coûts d'amortissement au titre de l'intégration et des immobilisations incorporelles de 17 millions (12 millions après impôt).

Le total des revenus s'est accru de 183 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent. Notre acquisition d'Ally Canada s'est traduite par une augmentation de 60 millions de dollars, ou 2 %, des revenus, par une hausse de 42 millions des revenus tirés des Services financiers aux particuliers et par une augmentation de 18 millions des revenus tirés des Services financiers aux entreprises.

Les revenus tirés des Services financiers aux particuliers se sont accrus de 109 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète la solide croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels, de dépôts des particuliers et de prêts aux particuliers. L'augmentation est aussi attribuable à la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada et à la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

Les revenus tirés des Services financiers aux entreprises se sont accrus de 26 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui reflète la forte croissance des volumes de dépôts des entreprises et de prêts aux entreprises, ainsi que la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, facteurs neutralisés en grande partie par la réduction des écarts découlant du maintien de faibles taux d'intérêt et des pressions concurrentielles.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements se sont accrus de 48 millions de dollars, ou 9 %, en raison essentiellement de l'accroissement des volumes d'achats et des soldes des prêts.

La marge nette d'intérêt a diminué de 4 points de base, ce qui s'explique principalement par la réduction des écarts reflétant le maintien de faibles taux d'intérêt, la volatilité comptable et la concurrence au chapitre des taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 37 millions de dollars, ou 14 %, en raison essentiellement de la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit. La dotation à la provision pour pertes sur créances reflète également des dotations d'un montant de 4 millions de dollars découlant de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 74 millions de dollars, ou 6 %. Notre acquisition d'Ally Canada représente une tranche de 41 millions de dollars de l'augmentation, montant qui comprend des coûts d'intégration non récurrents de 12 millions et un montant de 3 millions au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles. La tranche résiduelle de l'augmentation reflète la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et l'augmentation de la charge au titre des régimes de retraite, facteurs qui ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

Le bénéfice net a diminué de 63 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'incidence défavorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins, de la baisse des volumes de transactions sur cartes de crédit et de la hausse des coûts de marketing. La diminution est aussi imputable à l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, laquelle reflète essentiellement la hausse des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts de détail. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la solide croissance des volumes dans la plupart des secteurs d'activité, ainsi que par la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada.

La marge nette d'intérêt a diminué de 5 points de base, en raison essentiellement de la réduction des écarts reflétant le maintien de faibles taux d'intérêt, de l'incidence des modifications apportées à la composition des produits, et de la concurrence au chapitre des taux.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 218 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus s'est accru de 339 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète en grande partie la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité et la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, facteurs neutralisés en partie par la compression des écarts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 67 millions de dollars, ou 13 %, en raison essentiellement de la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux particuliers.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 110 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada et de la hausse de la charge au titre des régimes de retraite. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts.

Gestion de patrimoine

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2013	31 janvier 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenu net d'intérêt	93 \$	96 \$	98 \$	189 \$	200 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	835	828	732	1 663	1 453
Revenus tirés des transactions et autres revenus	417	416	389	833	754
Total des revenus	1 345	1 340	1 219	2 685	2 407
Frais autres que d'intérêt	1 032	1 023	940	2 055	1 879
Bénéfice net avant impôt	313	317	279	630	528
Bénéfice net	225 \$	233 \$	212 \$	458 \$	400 \$
Revenus par division					
Gestion de patrimoine – Canada	465 \$	456 \$	434 \$	921 \$	856 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	542	535	508	1 077	994
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains)	532	537	512	1 069	992
Gestion mondiale d'actifs	338	349	277	687	557
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,4 %	16,7 %	16,1 %	16,6 %	14,9 %
Marge avant impôt (1)	23,3 %	23,7 %	22,9 %	23,5 %	21,9 %
Nombre de conseillers (2)	4 415	4 389	4 306	4 415	4 306
Moyenne des prêts et acceptations	11 500	11 000	9 700	11 300	9 600
Moyenne des dépôts	32 000	30 400	29 200	31 200	29 100
Biens administrés	604 500 \$	593 300 \$	560 100 \$	604 500 \$	560 100 \$
Biens sous gestion	369 500	353 400	322 300	369 500	322 300
Moyenne des biens administrés	607 500	585 800	557 100	596 700	544 500
Moyenne des biens sous gestion	367 100	347 600	321 500	357 300	316 600

(1) La marge avant impôt s'entend du bénéfice net avant impôt, divisé par le total des revenus.

(2) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 13 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui tient principalement à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et à l'accroissement des volumes de transactions.

Le total des revenus a augmenté de 126 millions de dollars, ou 10 %.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – Canada ont augmenté de 31 millions de dollars, ou 7 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant des ventes nettes et de l'appréciation du capital, ainsi que des volumes de transactions à la hausse.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – États-Unis et International ont augmenté de 34 millions de dollars, ou 7 %. Libellés en dollars américains, les revenus se sont accrus de 20 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs ont augmenté de 61 millions de dollars, ou 22 %, résultat qui tient principalement à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant des ventes nettes et de l'appréciation du capital.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 92 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement de l'augmentation de la rémunération variable découlant de la hausse des revenus et de l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

Le bénéfice net a diminué de 8 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui tient au fait que l'incidence de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients ce trimestre a été en grande partie neutralisée par le caractère saisonnier des honoraires liés au rendement comptabilisés principalement aux premier et troisième trimestres.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 58 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, à l'augmentation des honoraires liés au rendement et à l'accroissement des volumes de transactions.

Le total des revenus a augmenté de 278 millions de dollars, ou 12 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes, de l'augmentation des volumes de transactions, ainsi que de la hausse des honoraires liés au rendement.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 176 millions de dollars, ou 9 %, résultat qui s'explique en grande partie par la hausse de la rémunération variable tenant à l'augmentation des revenus, ainsi que par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Assurances

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2013	31 janvier 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	894 \$	913 \$	932 \$	1 807 \$	1 889 \$
Revenu de placement (1)	291	39	(59)	330	473
Honoraires	61	69	53	130	114
Total des revenus	1 246	1 021	926	2 267	2 476
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	821	587	495	1 408	1 560
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	117	118	145	235	291
Frais autres que d'intérêt	134	135	126	269	255
Bénéfice net avant impôt	174	181	160	355	370
Bénéfice net	166 \$	164 \$	151 \$	330 \$	341 \$
Revenus par division					
Assurances – Canada	790 \$	537 \$	449 \$	1 327 \$	1 503 \$
Assurances – International	456	484	477	940	973
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	46,0 %	43,1 %	40,6 %	44,5 %	44,6 %
Primes et dépôts (2)	1 177 \$	1 195 \$	1 189 \$	2 372 \$	2 421 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance (1)	170	(80)	(196)	90	189

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 15 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la variation favorable des ajustements des provisions techniques, des résultats techniques favorables au chapitre des polices d'assurance vie et des profits nets sur placements. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance invalidité. Nos résultats de l'exercice précédent tenaient compte de la hausse du bénéfice tiré des contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni, laquelle tient à l'incidence d'un nouveau contrat.

Le total des revenus a augmenté de 320 millions de dollars, ou 35 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Assurances – Canada ont augmenté de 341 millions de dollars, ou 76 %, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce facteur a été neutralisé en partie par la réduction des primes liées aux polices d'assurance au Canada.

Les revenus tirés du secteur Assurances – International ont reculé de 21 millions de dollars, ou 4 %, ce qui s'explique par le fait que les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 298 millions de dollars, ou 47 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements dont il est fait mention ci-dessus. L'augmentation découle aussi de la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance invalidité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de la baisse des primes liées à nos polices d'assurance au Canada, par les ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses, ainsi que par les résultats techniques favorables au chapitre des polices d'assurance vie. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte du nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 8 millions de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement du reclassement de certains coûts d'acquisition qui étaient classés au poste Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ainsi que de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

Le bénéfice net est demeuré relativement inchangé, résultat qui tient au fait que la diminution des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance et les profits nets sur placements ont été en grande partie neutralisés par la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance invalidité, ainsi que par l'incidence favorable, au trimestre précédent, des taux d'intérêt et des activités de placement relatives aux obligations au titre des polices d'assurance.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a diminué de 11 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la diminution des profits nets sur placements et de la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance invalidité. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte du bénéfice tiré de nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence des taux d'intérêt et des activités de placement relatives aux obligations au titre des polices d'assurance, ainsi que par les ajustements favorables des provisions techniques.

Le total des revenus a diminué de 209 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. La diminution est aussi imputable à la baisse des primes liées à nos polices d'assurance et à la réduction des profits nets sur placements. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de l'incidence favorable de nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 208 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. La diminution tient aussi à la baisse des primes liées à nos polices d'assurance, à l'incidence des taux d'intérêt et des activités de placement relatives aux obligations au titre des polices d'assurance, ainsi qu'aux ajustements favorables des provisions techniques. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance invalidité au cours de la période considérée.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 14 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'augmentation des coûts liés à l'effectif, et du reclassement de certains coûts d'acquisition qui étaient classés au poste Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, facteurs neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts.

Services aux investisseurs et trésorerie

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2013	31 janvier 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012
Revenu net d'intérêt	162 \$	175 \$	164 \$	337 \$	344 \$
Revenus autres que d'intérêt	290	275	118	565	263
Total des revenus	452	450	282	902	607
Frais autres que d'intérêt	364	341	378	705	592
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	88	109	(96)	197	15
Bénéfice net (perte nette)	67 \$	80 \$	(121)\$	147 \$	(38)\$
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	13,4 %	15,6 %	(33,2)%	14,5 %	(5,3)%
Moyenne des dépôts	104 800 \$	101 100 \$	102 700 \$	102 900 \$	102 600 \$
Biens administrés (1)	3 112 300	2 995 600	2 808 800	3 112 300	2 808 800
Moyenne des biens administrés (1)	2 997 100	2 928 100	2 815 800	2 962 600	2 756 900

(1) Représentent le total des biens administrés de RBC Services aux investisseurs, auparavant RBC Dexia, l'entité dans laquelle nous détenons une participation de 50 % avant le 27 juillet 2012.

Nos résultats ont été touchés par certains éléments notables, qui comprennent la comptabilisation, ce trimestre, d'une charge de restructuration liée à l'intégration de RBC Services aux investisseurs, qui touche principalement nos activités en Europe, et la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia. Les résultats excluant certains éléments notables pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013 et les périodes correspondantes de l'exercice précédent sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails sur les éléments notables s'étant répercutés sur nos résultats, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le bénéfice net s'est établi à 67 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 121 millions à l'exercice précédent. En excluant certains éléments notables, le bénéfice net a augmenté de 17 millions de dollars, ou 21 %, résultat qui tient principalement aux résultats améliorés de RBC Services aux investisseurs, qui reflètent essentiellement les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts. L'augmentation est aussi attribuable aux revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans RBC Services aux investisseurs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement.

Le total des revenus a augmenté de 170 millions de dollars, ou 60 %. En excluant certains éléments notables, le total des revenus s'est accru de 134 millions de dollars, ou 42 %, en raison principalement des revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans RBC Services aux investisseurs. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse des revenus de change découlant de l'accroissement des volumes de transactions et à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète en grande partie l'amélioration des conditions du marché. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement, les résultats de l'exercice précédent ayant bénéficié du resserrement des écarts de taux.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 14 millions de dollars, ou 4 %. En excluant certains éléments notables, les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 118 millions de dollars, ou 58 %, résultat qui reflète essentiellement les coûts supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans RBC Services aux investisseurs, facteur neutralisé en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons aux activités de gestion des coûts relatives à RBC Services aux investisseurs.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

Le bénéfice net a diminué de 13 millions de dollars, ou 16 %. En excluant l'élément notable comptabilisé ce trimestre, le bénéfice net a augmenté de 18 millions de dollars, ou 23 %, en raison essentiellement des avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons aux activités de gestion des coûts relatives à RBC Services aux investisseurs. Nos résultats ont également été touchés de façon favorable par la hausse des revenus de change découlant de l'accroissement des volumes de transactions de RBC Services aux investisseurs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est établi à 147 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 38 millions à l'exercice précédent. En excluant certains éléments notables, le bénéfice net s'est accru de 14 millions de dollars, ou 9 %, en raison essentiellement des revenus supplémentaires liés à notre

participation additionnelle de 50 % dans RBC Services aux investisseurs. L'augmentation est aussi attribuable aux résultats améliorés de RBC Services aux investisseurs, qui reflètent en grande partie les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons aux activités de gestion des coûts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement.

Le total des revenus a augmenté de 295 millions de dollars, ou 49 %. En excluant certains éléments notables, le total des revenus s'est accru de 259 millions de dollars, ou 40 %, résultat qui reflète en grande partie les revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans RBC Services aux investisseurs. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse des revenus de change découlant de l'accroissement des volumes de transactions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement, les résultats de l'exercice précédent ayant bénéficié du resserrement des écarts de taux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 113 millions de dollars, ou 19 %. En excluant certains éléments notables, les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 245 millions de dollars, ou 59 %, résultat qui reflète principalement les coûts supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans RBC Services aux investisseurs. L'augmentation est aussi imputable à la hausse des coûts liés aux infrastructures. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons aux activités de gestion des coûts relatives à RBC Services aux investisseurs.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2013	31 janvier 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012
Revenu net d'intérêt (1)	713 \$	738 \$	661 \$	1 451 \$	1 265 \$
Revenus autres que d'intérêt	849	1 169	895	2 018	1 754
Total des revenus (1)	1 562	1 907	1 556	3 469	3 019
Dotation à la provision pour pertes sur créances	40	109	31	149	48
Frais autres que d'intérêt	954	1 051	968	2 005	1 898
Bénéfice net avant impôt	568	747	557	1 315	1 073
Bénéfice net	386 \$	464 \$	371 \$	850 \$	742 \$
Revenus par division					
Marchés Mondiaux	817 \$	1 035 \$	962 \$	1 852 \$	1 945 \$
Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement	719	840	594	1 559	1 114
Autres	26	32	—	58	(40)
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14,2 %	16,2 %	13,3 %	15,2 %	13,4 %
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	104 000 \$	99 800 \$	91 800 \$	101 900 \$	90 200 \$
Moyenne des prêts et acceptations	54 000	52 800	45 200	53 300	43 700
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,31 %	0,82 %	0,27 %	0,56 %	0,21 %

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion d'opérations libellées en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012	Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus (avant impôt)	27 \$	27 \$	1 \$
Frais autres que d'intérêt (avant impôt)	9	11	3
Bénéfice net	12	11	(2)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(2)%	(3)%	(0)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	3 %	2 %	1 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(0)%	(0)%	0 %

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 30 avril 2013 s'élève à 101 millions de dollars (90 millions au 31 janvier 2013; 118 millions au 30 avril 2012). Pour le semestre clos le 30 avril 2013, elle s'élève à 191 millions de dollars (239 millions au 30 avril 2012). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2012.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 15 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la hausse des revenus tirés des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement et de la diminution de la rémunération variable, facteurs neutralisés en grande partie par la réduction des revenus du secteur Marchés Mondiaux.

Le total des revenus a augmenté de 6 millions de dollars.

Les revenus du secteur Marchés Mondiaux ont diminué de 145 millions de dollars, ou 15 %, en raison essentiellement de la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, principalement au cours de la deuxième moitié du trimestre, laquelle tient aux conditions du marché difficiles découlant de la baisse des volumes de transactions des clients et du rétrécissement des écarts acheteur-vendeur, surtout en Europe. La diminution est aussi imputable à la réduction des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation reflétant une plus faible volatilité et une baisse des volumes de négociation, principalement aux États-Unis et au Canada.

Les revenus tirés des Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement se sont accrus de 125 millions de dollars, ou 21 %, en raison surtout de la forte croissance des activités de syndication de prêts, de prêt et de montage de prêts, principalement aux États-Unis, ainsi que de l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition, principalement au Canada, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la réduction des activités de montage de titres de participation au Canada.

Les autres revenus se sont accrus de 26 millions de dollars, en raison principalement des profits sur certains portefeuilles existants.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 9 millions de dollars, ou 29 %, résultat qui reflète principalement les dotations ayant trait à deux comptes. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 14 millions de dollars, ou 1 %, en raison essentiellement de la réduction de la rémunération variable, facteur neutralisé en grande partie par l'augmentation des provisions pour litiges et par la hausse des coûts de soutien.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

Le bénéfice net a diminué de 78 millions de dollars, ou 17 %, en raison essentiellement des revenus à la baisse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, principalement au cours de la deuxième moitié du trimestre, laquelle tient aux conditions du marché difficiles reflétant une plus faible volatilité et une baisse des volumes de négociation, surtout aux États-Unis et en Europe. La diminution est aussi imputable à la réduction des activités de fusion et d'acquisition et des activités de montage de prêts dans tous les secteurs géographiques, par rapport aux niveaux élevés enregistrés au dernier trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la rémunération variable, par la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et par la réduction du taux d'imposition effectif. De plus, les résultats du trimestre précédent ont été touchés de façon favorable par la cession de nos actions de la LME.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 108 millions de dollars, ou 15 %, en raison principalement de la forte croissance de la plupart des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, et de la cession de nos actions de la LME, facteurs neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, par l'augmentation du taux d'imposition effectif et par la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation.

Le total des revenus s'est accru de 450 millions de dollars, ou 15 %, en raison essentiellement de la forte croissance de la plupart des activités liées aux services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, ainsi que de la cession de nos actions de la LME. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés de nos activités de négociation de titres de participation, principalement au Canada, et des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et de marchandises en Europe et au Canada.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 101 millions de dollars, résultat qui reflète principalement les dotations ayant trait à quelques comptes. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 107 millions de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement de l'accroissement de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse, de l'augmentation des provisions pour litiges et de la hausse des coûts de soutien.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2013	31 janvier 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012
(Perte nette) d'intérêt (1)	(17)\$	(38)\$	(57)\$	(55)\$	(143)\$
(Pertes) revenus autres que d'intérêt	(16)	(15)	(30)	(31)	18
Total des revenus (1)	(33)	(53)	(87)	(86)	(125)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(5)	(1)	–	(6)	(1)
Frais autres que d'intérêt	8	8	–	16	5
(Perte nette) avant impôt (1)	(36)	(60)	(87)	(96)	(129)
(Économie) d'impôt (1)	(71)	(69)	(97)	(140)	(171)
Bénéfice net (2)	35 \$	9 \$	10 \$	44 \$	42 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le bénéfice net reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour le trimestre clos le 30 avril 2013 s'est établi à 24 millions de dollars (23 millions au 31 janvier 2013; 23 millions au 30 avril 2012). Pour le semestre clos le 30 avril 2013, le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle s'est établi à 47 millions de dollars (47 millions au 30 avril 2012).

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

La perte nette d'intérêt et l'économie d'impôt de chaque période comptabilisées dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction de la perte nette d'intérêt a été compensé par une augmentation équivalente de l'économie d'impôt. Le montant lié à la majoration pour le trimestre clos le 30 avril 2013 s'est établi à 101 millions de dollars, par rapport à 90 millions au trimestre précédent et à 118 millions à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 avril 2013, le montant lié à la majoration s'est établi à 191 millions de dollars, par rapport à 239 millions à la période correspondante de l'exercice précédent. Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2012.

Outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent dont il est fait mention ci-dessus, le bénéfice net pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013 ainsi que pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent et pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 reflète essentiellement nos mesures de gestion de l'actif et du passif, facteur neutralisé en partie par des ajustements fiscaux nets défavorables.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport à d'autres devises. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2013				2012			2011	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	
Activités poursuivies									
Revenu net d'intérêt	3 223 \$	3 285 \$	3 175 \$	3 289 \$	3 031 \$	3 003 \$	2 957 \$	2 889 \$	
Revenus autres que d'intérêt	4 546	4 625	4 343	4 467	3 893	4 571	3 735	4 008	
Total des revenus	7 769 \$	7 910 \$	7 518 \$	7 756 \$	6 924 \$	7 574 \$	6 692 \$	6 897 \$	
Dotation à la provision pour pertes sur créances	288	349	362	324	348	267	276	320	
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	938	705	770	1 000	640	1 211	867	1 081	
Frais autres que d'intérêt	4 011	4 051	3 873	3 759	3 857	3 671	3 530	3 417	
Bénéfice net avant impôt	2 532 \$	2 805 \$	2 513 \$	2 673 \$	2 079 \$	2 425 \$	2 019 \$	2 079 \$	
Impôt sur le résultat	596	735	602	433	516	549	410	396	
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 936 \$	2 070 \$	1 911 \$	2 240 \$	1 563 \$	1 876 \$	1 609 \$	1 683 \$	
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	–	(30)	(21)	(38)	(389)	
Bénéfice net	1 936 \$	2 070 \$	1 911 \$	2 240 \$	1 533 \$	1 855 \$	1 571 \$	1 294 \$	
Bénéfice par action – de base	1,28 \$	1,37 \$	1,26 \$	1,49 \$	1,00 \$	1,23 \$	1,03 \$	0,84 \$	
– dilué	1,27	1,36	1,25	1,47	0,99	1,22	1,02	0,83	
Bénéfice par action lié aux activités poursuivies – de base	1,28 \$	1,37 \$	1,26 \$	1,49 \$	1,02 \$	1,24 \$	1,06 \$	1,11 \$	
– dilué	1,27	1,36	1,25	1,47	1,01	1,23	1,05	1,10	
Bénéfice net (perte nette) par secteur lié aux activités poursuivies									
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 057 \$	1 120 \$	1 034 \$	1 102 \$	940 \$	1 012 \$	947 \$	882 \$	
Gestion de patrimoine	225	233	207	156	212	188	179	192	
Assurances	166	164	194	179	151	190	200	141	
Services aux investisseurs et trésorerie	67	80	72	51	(121)	83	40	53	
Marchés des Capitaux	386	464	410	429	371	371	125	230	
Services de soutien généraux	35	9	(6)	323	10	32	118	185	
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 936 \$	2 070 \$	1 911 \$	2 240 \$	1 563 \$	1 876 \$	1 609 \$	1 683 \$	
Total du bénéfice net	1 936 \$	2 070 \$	1 911 \$	2 240 \$	1 533 \$	1 855 \$	1 571 \$	1 294 \$	
Taux d'imposition effectif lié aux activités poursuivies	23,5 %	26,2 %	24,0 %	16,2 %	24,8 %	22,6 %	20,3 %	19,0 %	
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,982 \$	1,005 \$	1,011 \$	0,982 \$	1,008 \$	0,987 \$	0,992 \$	1,039 \$	

Éléments notables ayant eu une incidence sur nos résultats

- Pour le deuxième trimestre de 2013, nos résultats tiennent compte d'une charge de restructuration de 44 millions de dollars (31 millions après impôt) liée à l'intégration de RBC Services aux investisseurs, laquelle touche principalement nos activités en Europe.
- Pour le troisième trimestre de 2012, nos résultats tiennent compte de la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales de 128 millions de dollars et d'un revenu d'intérêt de 72 millions (53 millions après impôt) au titre du remboursement d'impôts payés, lequel découle du règlement de plusieurs questions fiscales intervenu avec l'Agence du revenu du Canada.
- Pour le troisième trimestre de 2012, nos résultats tiennent compte d'un ajustement de 125 millions de dollars (92 millions après impôt) lié à la modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires, ainsi que d'une perte supplémentaire de 12 millions (11 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia.
- Pour le deuxième trimestre de 2012, nos résultats tiennent compte d'une perte de 212 millions de dollars (202 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia.
- Pour le troisième trimestre de 2011, nos résultats tiennent compte d'une perte nette liée aux activités abandonnées de 389 millions de dollars, qui a trait principalement à nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis et qui se compose d'une perte à la vente de ces services de 310 millions et d'une perte opérationnelle nette de 79 millions. La vente a été conclue le 2 mars 2012.

Analyse des tendances

La conjoncture au Canada et aux États-Unis a continué de s'améliorer pour la plus grande partie de la période, mais ce, à un rythme modéré. Les conditions sur les marchés financiers sont demeurées incertaines au cours de la période, en raison des préoccupations continues concernant l'endettement d'États souverains en Europe et de la lente reprise de l'économie mondiale, bien que les marchés au Canada et aux États-Unis aient, de façon générale, repris de la vigueur au premier semestre de 2013.

Nous avons affiché de solides résultats au cours de la période, particulièrement par rapport au troisième trimestre de 2012, qui reflètent essentiellement la solide croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens et les solides résultats du secteur Marchés des Capitaux. Les résultats du secteur Gestion de patrimoine se sont par ailleurs grandement améliorés depuis le troisième trimestre de 2012. Les résultats du secteur Assurances ont fluctué au cours de la période. La dotation à la provision pour pertes sur créances est de façon générale demeurée stable au cours de la période, mais elle a affiché une tendance à la baisse pour les deux derniers trimestres.

Les revenus ont, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période, mais ils ont subi certaines fluctuations. La solide croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens, la croissance de nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement et la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine ont contribué à l'augmentation au cours de la période. Les revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans RBC Services aux investisseurs ont également contribué à la hausse des revenus depuis le troisième trimestre de 2012. Les revenus tirés des activités de négociation ont été touchés de façon défavorable par des conditions de négociation difficiles en 2011, mais ils se sont considérablement améliorés en 2012 et en

2013; ces revenus ont toutefois diminué au cours de la deuxième moitié du trimestre considéré, en raison des conditions de marché difficiles reflétant une plus faible volatilité et une baisse des volumes de négociation. Les variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ont également contribué aux fluctuations de revenus. Le revenu net d'intérêt a, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période, en raison principalement de la solide croissance des volumes liés à la plupart des activités du secteur Services bancaires canadiens, mais il a été touché de façon défavorable par la compression des écarts liés à nos services bancaires, laquelle découle du maintien de faibles taux d'intérêt et de la concurrence au chapitre des taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances est de façon générale demeurée stable au cours de la période, mais elle affiche une tendance à la baisse depuis le quatrième trimestre de 2012, qui reflète essentiellement la stabilisation de la qualité du crédit liée à nos portefeuilles de prêts de détail au Canada et la récente amélioration de la qualité du crédit liée à nos portefeuilles dans les Antilles. Le secteur Marchés des Capitaux a enregistré une hausse des dotations au quatrième trimestre de 2012 et au premier trimestre de 2013, qui a trait à quelques comptes.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles, qui reflètent les variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont aussi été touchés par la hausse des coûts découlant de la croissance des volumes, par les ajustements apportés aux provisions techniques et par la diminution générale des coûts liés aux sinistres.

Les frais autres que d'intérêt ont affiché de façon générale une tendance à la hausse, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités ainsi que de l'augmentation générale de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats du secteur Marchés des Capitaux et de l'accroissement des revenus du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention que nous avons prêtée à nos activités de gestion des coûts au cours de la période. L'augmentation enregistrée depuis le troisième trimestre de 2012 est également imputable aux coûts supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans RBC Services aux investisseurs.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, reflétant une proportion variable du bénéfice présenté dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, un bénéfice variable provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) et divers ajustements fiscaux. La réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi au cours de la période a eu une incidence favorable sur notre taux d'imposition effectif.

Résultats par secteur géographique (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									Pour les semestres clos					
	le 30 avril 2013			le 31 janvier 2013			le 30 avril 2012			le 30 avril 2013			le 30 avril 2012		
	Canada	É.-U.	Autres pays	Canada	É.-U.	Autres pays	Canada	É.-U.	Autres pays	Canada	É.-U.	Autres pays	Canada	É.-U.	Autres pays
Total des revenus	5 215 \$	1 279 \$	1 275 \$	4 860 \$	1 543 \$	1 507 \$	4 464 \$	1 198 \$	1 262 \$	10 075 \$	2 822 \$	2 782 \$	9 649 \$	2 294 \$	2 555 \$
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 525 \$	189 \$	222 \$	1 541 \$	343 \$	186 \$	1 230 \$	194 \$	139 \$	3 066 \$	532 \$	408 \$	2 723 \$	368 \$	348 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	(30)	-	-	-	-	-	(51)	-
Total du bénéfice net	1 525 \$	189 \$	222 \$	1 541 \$	343 \$	186 \$	1 230 \$	164 \$	139 \$	3 066 \$	532 \$	408 \$	2 723 \$	317 \$	348 \$

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour plus de détails, se reporter à la note 30 de notre rapport annuel 2012.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 295 millions de dollars, ou 24 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la solide croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens et de la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts liés à nos prêts de détail. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon défavorable par une perte de valeur liée à notre participation dans RBC Dexia, dont une tranche de 100 millions de dollars avant et après impôt a été comptabilisée dans le secteur Canada, ainsi que par des coûts d'acquisition connexes.

Le bénéfice net aux États-Unis a progressé de 25 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement des résultats à la hausse tirés des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, qui tiennent à la solide croissance des activités de syndication de prêts, de prêt et de montage de prêts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la baisse tirés des activités de négociation dans le secteur Marchés des Capitaux, lesquels reflètent une plus faible volatilité.

Le bénéfice net dans les autres pays s'est accru de 83 millions de dollars, ou 60 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique par le fait que les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon défavorable par une perte de valeur liée à notre participation dans RBC Dexia, dont une tranche de 61 millions avant et après impôt a été comptabilisée dans le secteur Autres pays, ainsi que par notre quote-part de la perte liée à l'échange de titres et des pertes de négociation comptabilisées par RBC Dexia. L'augmentation découle également de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la baisse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, principalement au cours de la deuxième moitié du trimestre, qui tiennent aux conditions du marché difficiles découlant de la baisse des volumes de transactions des clients et du rétrécissement des écarts acheteur-vendeur du secteur Marchés des Capitaux.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

Le bénéfice net au Canada a diminué de 16 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'incidence défavorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins. La diminution est aussi imputable à l'incidence favorable, au trimestre précédent, des taux d'intérêt et des activités de placement relatives aux obligations au titre des polices d'assurance du secteur Assurances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada.

Le bénéfice net aux États-Unis a reculé de 154 millions de dollars, ou 45 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement des revenus à la baisse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, principalement au cours de la deuxième moitié du trimestre, qui découlent des conditions du marché difficiles reflétant une plus faible volatilité et une baisse des volumes de négociation. La diminution est aussi imputable à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, à l'accroissement des provisions pour litiges et à la réduction des activités de syndication de prêts et des activités de fusion et d'acquisition, par rapport aux niveaux élevés enregistrés au dernier trimestre.

Le bénéfice net dans les autres pays a augmenté de 36 millions de dollars, ou 19 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui s'explique en grande partie par la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux. L'augmentation est aussi attribuable à la réduction des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par les

revenus à la baisse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, principalement au cours de la deuxième moitié du trimestre, qui découlent des conditions du marché difficiles, ainsi que par une charge de restructuration liée à l'intégration de RBC Services aux investisseurs, qui touche principalement nos activités en Europe. De plus, les résultats du trimestre précédent ont été touchés de façon favorable par la cession de nos actions de la LME.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012 (résultats semestriels)

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 343 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la solide croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens et de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et à l'accroissement des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts liés à nos prêts de détail. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de la perte de valeur et des coûts d'acquisition connexes dont il est fait mention ci-dessus.

Le bénéfice net aux États-Unis a progressé de 215 millions de dollars, ou 68 %, en raison essentiellement de la solide croissance de la plupart des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement. L'augmentation tient également aux résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe du secteur Marchés des Capitaux, ainsi qu'à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et à l'accroissement des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et par l'accroissement des provisions pour litiges du secteur Marchés des Capitaux.

Le bénéfice net dans les autres pays s'est accru de 60 millions de dollars, ou 17 %, résultat qui tient en grande partie à la solide croissance de la plupart des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, ainsi qu'à la cession de nos actions de la LME. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par les résultats à la baisse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de la perte de valeur ainsi que de notre quote-part de la perte liée à l'échange de titres et des pertes de négociation dont il est fait mention ci-dessus.

Situation financière

Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2013	31 janvier 2013	30 avril 2012
Actif			
Trésorerie et montants à recevoir de banques	14 503 \$	13 741 \$	8 828 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	6 981	8 499	11 925
Valeurs mobilières	176 329	169 225	164 442
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	124 644	121 333	108 600
Prêts			
Prêts de détail	312 520	302 193	291 751
Prêts de gros	86 049	80 745	72 987
Provision pour pertes sur prêts	(1 966)	(1 954)	(2 019)
Placements au nom des détenteurs de fonds distincts	438	406	351
Autres – Dérivés	93 693	87 243	87 863
– Actifs liés aux activités abandonnées	–	–	277
– Autres	54 339	56 154	55 366
Total de l'actif	867 530 \$	837 585 \$	800 371 \$
Passif			
Dépôts	531 247 \$	514 661 \$	495 875 \$
Contrats d'assurance et de placement pour le compte des détenteurs de fonds distincts	438	406	351
Autres – Dérivés	97 665	92 262	92 104
– Passifs liés aux activités abandonnées	–	–	34
– Autres	180 755	172 839	160 349
Débitures subordonnées	8 503	9 441	7 553
Titres de fiducie de capital	899	900	895
Total du passif	819 507	790 509	757 161
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	46 251	45 312	41 437
Participations ne donnant pas le contrôle	1 772	1 764	1 773
Total des capitaux propres	48 023	47 076	43 210
Total du passif et des capitaux propres	867 530 \$	837 585 \$	800 371 \$

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le total de l'actif a augmenté de 67 milliards de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont diminué de 5 milliards de dollars, résultat qui reflète principalement la réduction des dépôts à un jour.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 12 milliards de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation des titres d'emprunt de gouvernements, de certaines positions liées aux activités de négociation de titres et des instruments d'emprunt de sociétés, laquelle reflète l'accroissement des activités des clients.

Les biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 16 milliards de dollars, ou 15 %, résultat qui tient essentiellement à la croissance des activités et à l'augmentation des activités des clients du secteur Marchés des Capitaux.

Les prêts ont augmenté de 34 milliards de dollars, ou 9 %, résultat qui reflète principalement notre acquisition d'Ally Canada et la solide croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada. L'augmentation tient aussi à la croissance des prêts de gros.

Les actifs dérivés ont progressé de 6 milliards de dollars, ou 7 %, résultat qui s'explique en grande partie par la hausse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt, facteur neutralisé en partie par l'augmentation du nombre d'accords de compensation au titre des swaps de taux d'intérêt et des contrats de change à terme.

Les autres actifs ont diminué de 1 milliard de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète essentiellement la réduction des exigences relatives aux garanties en espèces.

Le total du passif a augmenté de 62 milliards de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts ont augmenté de 35 milliards de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète principalement l'accroissement des dépôts des entreprises et de la demande visant nos comptes d'épargne et autres produits générant des rendements élevés offerts dans le cadre de nos services de détail, ainsi que notre acquisition d'Ally Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des dépôts à des banques.

Les passifs dérivés ont augmenté de 6 milliards de dollars, ou 6 %, résultat qui est principalement attribuable à la hausse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt, laquelle reflète le maintien de faibles taux d'intérêt, facteur neutralisé en partie par l'augmentation du nombre d'accords de compensation au titre des swaps de taux d'intérêt et des contrats de change à terme.

Les autres passifs se sont accrus de 20 milliards de dollars, ou 13 %, en raison essentiellement de l'augmentation des conventions de rachat, laquelle tient en grande partie à l'accroissement des activités des clients dans le secteur Marchés des Capitaux.

Le total des capitaux propres a augmenté de 5 milliards de dollars, ou 11 %, résultat qui reflète principalement le bénéfice, déduction faite des dividendes.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

Le total de l'actif a augmenté de 30 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'accroissement des prêts de détail, qui reflète surtout notre acquisition d'Ally Canada, et de l'augmentation des titres d'emprunt de gouvernements à l'appui des activités commerciales. La hausse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt a également contribué à l'augmentation.

Le total du passif s'est accru de 29 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'accroissement des dépôts à terme fixe des entreprises découlant de l'augmentation des exigences relatives au financement et de l'accroissement des activités des clients. L'augmentation est aussi imputable à la croissance des dépôts à vue des entreprises, à l'augmentation des conventions de rachat tenant à l'accroissement des activités des clients et à la hausse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas comptabilisées dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, du capital et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Ces transactions comprennent les transactions avec des entités ad hoc et peuvent comprendre l'émission de garanties, et elles entraînent divers risques tels que les risques de marché et de crédit et le risque de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque. Une analyse plus détaillée de ces types d'arrangements est présentée aux pages 48 à 51 de notre rapport annuel 2012.

Nous avons recours à des entités ad hoc pour titriser nos actifs financiers ainsi que pour aider nos clients à titriser leurs actifs financiers. Ces entités ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif; elles peuvent être inscrites ou non à nos bilans consolidés.

Titrisation de nos actifs financiers

Nous procédons périodiquement à la titrisation de nos créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, ainsi que de certificats de participation liés à des obligations, principalement afin de diversifier nos sources de financement, d'améliorer notre position de liquidité et aux fins du capital. Nous procédons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation.

La majorité de nos transactions de titrisation, y compris nos créances sur cartes de crédit et nos prêts hypothécaires résidentiels titrisés dans le cadre du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Programme des titres hypothécaires LNH), sont comptabilisées dans nos bilans consolidés. Pour des détails sur nos transactions, se reporter aux notes 7 et 8 de nos états financiers consolidés annuels de 2012.

Au cours du semestre clos le 30 avril 2013, nous n'avons pas titrisé de prêts hypothécaires résidentiels dans le cadre du programme d'habitation sociale du Canada, et nous n'avons pas titrisé de prêts hypothécaires commerciaux ni de certificats de participation liés à des obligations.

Participations dans des entités ad hoc non consolidées

Nous nous livrons, dans le cours normal des activités, à diverses transactions financières par l'entremise d'entités ad hoc, afin de soutenir les besoins de nos clients en matière de financement et d'investissement. Nous procédons notamment à la titrisation des actifs financiers des clients, et nous créons des produits d'investissement et d'autres types de financement structuré. Le tableau suivant fournit des renseignements sur les entités ad hoc dans lesquelles nous détenons des participations financières significatives, mais que nous n'avons pas consolidées.

	Au					
	30 avril 2013		31 janvier 2013		30 avril 2012	
(en millions de dollars canadiens)	Total de l'actif	Risque maximal (1)	Total de l'actif	Risque maximal (1)	Total de l'actif	Risque maximal (1)
Entités ad hoc non consolidées						
Conduits multicédants (2)	28 647 \$	29 051 \$	28 052 \$	28 471 \$	26 649 \$	27 133 \$
Entités ad hoc de financement structuré	4 650	1 567	4 446	1 515	5 812	1 883
Fonds de placement	1 528	1 287	1 856	1 356	1 146	926
Entités ad hoc de création de produits de crédit	792	161	827	162	915	166
Entités de titrisation de tiers	8 868	1 287	8 156	1 178	6 306	1 496
Autres	473	127	418	107	400	113
	44 958 \$	33 480 \$	43 755 \$	32 789 \$	41 228 \$	31 717 \$

(1) Le risque de perte maximal découlant des participations financières significatives détenues dans ces entités ad hoc est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités et de rehaussement de crédit, et à la juste valeur des dérivés. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car les facilités de liquidités que nous consentons peuvent parfois être élargies jusqu'à concurrence de 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.

(2) Représente les conduits multicédants que nous gérons.

Nous pouvons avoir recours à des mesures d'atténuation du risque de crédit telles que des garanties offertes par des tiers, des swaps sur défaillance et des biens affectés en garantie, qui nous permettent d'atténuer les risques pris en charge dans le cadre des transactions de titrisation et de retitrisation. Le processus mis en œuvre pour surveiller la qualité du crédit liée à nos transactions de titrisation et de retitrisation nécessite, entre autres, l'examen des données concernant le rendement des actifs sous-jacents. Nous confirmons nos cotes chaque trimestre et nous confirmons officiellement ou attribuons une nouvelle cote sur une base annuelle. Pour plus de détails sur nos activités de gestion du risque, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

Une tranche d'environ 79 % des actifs dans des entités ad hoc non consolidées dans lesquelles nous détenons des participations financières significatives est assortie d'une note supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, comparativement à 78 % au trimestre précédent et à 79 % à l'exercice précédent. Dans le cas des conduits multicédants, 99 % des actifs sont assortis d'une note supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, soit un résultat conforme à celui du trimestre précédent et de l'exercice précédent. Toutes les transactions financées par les conduits multicédants non consolidés sont assorties d'une note attribuée sur une base interne au moyen d'un système qui est, dans l'ensemble, conforme aux systèmes utilisés par les agences de notation externes.

Les actifs dans les entités ad hoc non consolidées au 30 avril 2013 ont différentes dates d'échéance, et leur durée de vie moyenne pondérée restante prévue est d'environ 3,8 ans.

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients.

Au 30 avril 2013, la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons a augmenté de 574 millions de dollars, ou 2 %, et les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons ont diminué de 15 millions par rapport au trimestre précédent. L'augmentation des facilités de garantie de liquidités reflète l'augmentation des actifs titrisés en cours des conduits multicédants visant à soutenir les besoins de nos clients en matière de titrisation. La diminution des rehaussements de crédit partiels tient essentiellement à la résiliation d'une seule transaction. La valeur nominale des facilités de garantie de liquidités a augmenté de 1,9 milliard de dollars, ou 7 %, et les rehaussements de crédit partiels ont augmenté de 66 millions par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation de ces facilités reflète l'augmentation des actifs titrisés en cours des conduits multicédants visant à soutenir les besoins de nos clients en matière de titrisation. Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités a diminué de 20 millions de dollars par rapport au trimestre précédent et de 136 millions par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison des remboursements de capital.

Notre risque global a augmenté de 580 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, et de 1,9 milliard, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, résultats qui reflètent l'amélioration des conditions commerciales, laquelle a donné lieu à une augmentation des actifs titrisés en cours des conduits multicédants. Le total de l'actif des conduits multicédants a augmenté de 595 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui a trait principalement aux prêts-auto et crédit-bail automobile. Le total de l'actif a augmenté de 2,0 milliards de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui a trait principalement aux prêts hypothécaires résidentiels et aux prêts-auto et crédit-bail automobile.

Au 30 avril 2013, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits s'est élevé à 15,4 milliards de dollars, en baisse de 2,1 milliards, ou 12 %, par rapport au trimestre précédent et de 2,0 milliards, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent. La diminution du PCAA émis par les conduits multicédants par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent reflète principalement le moins grand recours au papier commercial par les clients. Une tranche de 77 % de l'ensemble de ce PCAA a obtenu une note parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation qui évaluent le PCAA et la tranche restante du papier commercial a obtenu une note se situant dans la deuxième catégorie en importance prévue par ces agences de notation, comparativement à 75 % au trimestre précédent et à 70 % à l'exercice précédent.

Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. La juste valeur de nos placements au 30 avril 2013 s'élevait à 80 millions de dollars (5 millions au 31 janvier 2013; 35 millions au 30 avril 2012). La variation de nos placements reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

Entités ad hoc de financement structuré

Nous investissons dans des titres à enchères d'entités qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Au 30 avril 2013, le total des actifs des fiducies de titres à enchères non consolidées dans lesquelles nous avons des placements significatifs s'établissait à 3,3 milliards de dollars (3,1 milliards au 31 janvier 2013; 5,1 milliards au 30 avril 2012). Le risque de perte maximal, qui représente notre placement dans ces fiducies de titres à enchères figurant au bilan, s'élevait à 819 millions de dollars au 30 avril 2013 (750 millions au 31 janvier 2013; 1,4 milliard au 30 avril 2012). L'augmentation du total de l'actif et du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent découle en grande partie de la réduction de la valeur totale de certaines fiducies de titres à enchères, en raison de laquelle notre participation financière existante est considérée comme importante. La diminution par rapport à l'exercice précédent tient principalement à la restructuration d'une fiducie importante et à la vente subséquente des placements liés aux titres au cours du trimestre précédent. Au 30 avril 2013, environ 87 % de ces placements présentaient une note AA ou supérieure, selon les notations publiées par Standard & Poor's (S&P).

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certains programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des obligations municipales dans lesquels nous détenons des participations significatives mais que nous ne consolidons pas puisque les certificats résiduels sont détenus par des tiers. Au 30 avril 2013, le total de l'actif de ces fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales et non consolidées se chiffrait à 1,2 milliard de dollars (1,2 milliard au 31 janvier 2013; 525 millions au 30 avril 2012), et le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés était de 695 millions (690 millions au 31 janvier 2013; 321 millions au 30 avril 2012). L'augmentation du total de l'actif de ces fiducies d'obligations encaissables par anticipation et de notre risque de perte maximal par rapport à l'exercice précédent provient en grande partie de l'augmentation par nos investisseurs de leur exposition aux placements financés par emprunt en se servant de notre programme d'obligations encaissables par anticipation et de l'augmentation de nos limites concernant le financement d'obligations encaissables par anticipation.

Fonds de placement

En contrepartie de commissions, nous concluons des dérivés sur actions avec des tiers, y compris des fonds communs de placement, des sociétés de placement de parts et d'autres fonds de placement. Ces dérivés offrent aux investisseurs de ces entités le degré de risque qu'ils souhaitent relativement aux fonds référencés, et nous couvrons économiquement notre risque lié à ces produits dérivés en investissant dans ces fonds référencés, lesquels sont également gérés par des tiers. Notre risque maximal au 30 avril 2013, qui vise principalement nos placements dans les fonds référencés, s'est établi à 865 millions de dollars (1,0 milliard au 31 janvier 2013; 926 millions au 30 avril 2012). Le total de l'actif détenu dans des fonds référencés non consolidés, au 30 avril 2013, s'est élevé à 1,1 milliard de dollars (1,5 milliard au 31 janvier 2013; 1,1 milliard au 30 avril 2012). La diminution du total de l'actif et de notre risque maximal par rapport aux périodes précédentes tient principalement aux rachats de capitaux effectués par RBC et par des tiers investisseurs dans les fonds.

Depuis le premier trimestre de 2013, nous fournissons également des facilités de liquidités à certains fonds de placement de tiers. Les fonds émettent des actions privilégiées à taux variable non garanties et ils investissent dans des portefeuilles d'obligations municipales exonérées d'impôt. Au 30 avril 2013, le total de l'actif de ces fonds s'élevait à 415 millions de dollars (322 millions au 31 janvier 2013) et le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés, qui reflète nos engagements inutilisés relatifs aux liquidités, s'élevait à 422 millions (328 millions au 31 janvier 2013). L'augmentation du total de l'actif et du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés a trait à de nouveaux engagements conclus au cours du trimestre.

Entités de titrisation de tiers

Nous détenons des participations significatives dans certaines structures de titrisation mises en place par des tiers non consolidées, qui constituent des entités ad hoc. Tout comme d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir à ces entités ad hoc un financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes sur créances à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. Au 30 avril 2013, le total de l'actif de ces fonds s'élevait à 4,4 milliards de dollars (4,6 milliards au 31 janvier 2013; 4,2 milliards au 30 avril 2012), et le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces entités était de 1,0 milliard (1,1 milliard au 31 janvier 2013; 1,3 milliard au 30 avril 2012). La diminution du total de l'actif et du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport aux périodes précédentes reflète la nature amortissable de ces transactions et les fluctuations des taux de change. L'augmentation du total de l'actif par rapport à l'exercice précédent reflète les actifs titrisés supplémentaires financés par d'autres investisseurs dans une entité ad hoc en Europe au deuxième semestre de 2012.

Nous investissons également dans des titres émis par des entités ad hoc, y compris des entités ad hoc dont le gouvernement est le promoteur, dans le cadre de nos activités de négociation. Ces placements ne sont assortis d'aucun engagement de financement; par conséquent, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés se limite à notre placement. Au 30 avril 2013, le total de l'actif des entités ad hoc dans lesquelles nous avons des placements significatifs s'élevait à 4,4 milliards de dollars (3,6 milliards au 31 janvier 2013; 2,1 milliards au 30 avril 2012). Le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces entités s'élevait à 300 millions de dollars (99 millions au 31 janvier 2013; 166 millions au 30 avril 2012). La variation des montants présentés relativement à ces entités ad hoc reflète des niveaux normaux d'activités de négociation, ainsi que la mesure dans laquelle nos placements dans certaines entités est significative à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Entités ad hoc de création de produits de crédit et autres structures

Nous avons recours à des entités ad hoc dans le but de créer des produits de crédit faits sur mesure qui répondent aux exigences précises des investisseurs, et nous créons des fonds liés aux crédits d'impôt. Pour plus de détails sur ces entités ad hoc, se reporter à la note 8 des états financiers consolidés annuels de 2012.

Garanties, engagements envers la clientèle de détail et engagements commerciaux

Nous fournissons des garanties et des engagements à nos clients, qui nous exposent aux risques de liquidité et de financement. Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties et à nos engagements s'est établi à 215 milliards de dollars au 30 avril 2013, comparativement à 215 milliards au trimestre précédent et à 189 milliards à l'exercice précédent. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent tient principalement à l'augmentation des autres engagements de crédit et des engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres. Pour plus de détails sur nos garanties et sur nos engagements, se reporter à la rubrique Gestion des liquidités et du financement et à la note 12 des états financiers résumés ainsi qu'à la note 27 de nos états financiers consolidés annuels de 2012.

Gestion du risque

Risque de crédit

Risque de crédit brut (compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts) par portefeuille et par secteur

(en millions de dollars canadiens)	Au						31 janvier 2013	31 octobre 2012
	30 avril 2013			Risques liés aux activités de négociation				
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation			Risque total (2)	Risque total (2)
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres				
En cours	Engagements inutilisés	Autres	Mise en pension de titres	Dérivés (1)	Risque total (2)	Risque total (2)	Risque total (2)	
Prêts hypothécaires résidentiels	201 138 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	201 138 \$	199 375 \$	198 324 \$
Prêts aux particuliers	93 663	73 240	35	–	–	166 938	158 788	157 010
Prêts sur cartes de crédit	13 666	19 037	–	–	–	32 703	33 588	31 697
Prêts aux petites entreprises (3)	4 053	3 888	39	–	–	7 980	6 400	6 476
Prêts de détail	312 520 \$	96 165 \$	74 \$	– \$	– \$	408 759 \$	398 151 \$	393 507 \$
Prêts aux entreprises (3)								
Exploitations agricoles	5 287 \$	609 \$	43 \$	– \$	15 \$	5 954 \$	5 875 \$	5 919 \$
Industrie automobile	6 851	3 181	249	–	331	10 612	7 508	7 590
Biens de consommation	5 759	3 628	541	–	218	10 146	10 106	9 633
Énergie	8 735	17 937	3 042	–	1 795	31 509	30 774	30 420
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	4 321	8 831	11 568	154 489	13 130	192 339	178 308	152 974
Industrie forestière	992	400	105	–	11	1 508	1 497	1 317
Produits industriels	3 906	3 032	357	–	306	7 601	8 108	7 154
Mines et métaux	1 196	2 565	702	–	155	4 618	4 597	4 480
Secteur immobilier et secteurs connexes	22 932	5 047	1 359	–	394	29 732	28 618	26 884
Technologie et médias	3 970	5 794	564	1	592	10 921	10 550	9 728
Transport et environnement	5 250	2 714	1 246	–	751	9 961	10 136	9 781
Autres	20 926	8 175	8 710	2 788	18 083	58 682	81 999	66 683
Organismes souverains (3), (4)	4 142	4 813	36 173	25 545	8 674	79 347	83 108	73 456
Banques (3)	1 057	336	66 624	93 452	22 819	184 288	184 247	175 306
Prêts de gros	95 324 \$	67 062 \$	131 283 \$	276 275 \$	67 274 \$	637 218 \$	645 431 \$	581 325 \$
Risque total	407 844 \$	163 227 \$	131 357 \$	276 275 \$	67 274 \$	1 045 977 \$	1 043 582 \$	974 832 \$

(1) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation. Le risque de crédit lié aux dérivés est mesuré à la juste valeur.

(2) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts. Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables de la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle III et par l'accord de Bâle II (avant le 31 janvier 2013) sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(3) Se reporter à la note 6 de nos états financiers consolidés annuels de 2012 pour obtenir la définition de ces termes.

(4) Les données liées aux organismes souverains au 31 octobre 2012 ont été retraitées précédemment afin de tenir compte des dépôts auprès d'une banque centrale, qui n'étaient auparavant pas pris en compte dans le risque auquel nous sommes exposés.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

Le risque de crédit brut total auquel nous sommes exposés a augmenté de 2,4 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la hausse de 10,6 milliards des risques liés aux prêts de détail, facteur neutralisé en grande partie par la diminution de 8,2 milliards des risques liés aux prêts de gros. Les risques liés aux prêts de détail ont augmenté de 10,6 milliards de dollars, ou 3 %, en raison principalement du nombre plus élevé de prêts aux particuliers et de prêts aux petites entreprises en cours, qui reflète essentiellement l'acquisition d'Ally Canada. L'augmentation est aussi imputable à la solide croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels au Canada. Les risques liés aux prêts de gros ont diminué de 8,2 milliards de dollars, ou 1 %. Le taux d'utilisation des prêts de gros s'est établi à 38 %, en hausse de 1 % par rapport au trimestre précédent.

Risque de crédit brut (compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts) par région

(en millions de dollars canadiens)	Au						31 janvier 2013	31 octobre 2012
	30 avril 2013			Risques liés aux activités de négociation				
	Risques liés aux prêts et autres risques			Mise en pension de titres			Risque total (2)	Risque total (2)
	Prêts et acceptations			Dérivés (1)				
En cours	Engagements inutilisés	Autres			Risque total (2)		Risque total (2)	
Canada	364 155 \$	122 076 \$	62 444 \$	59 621 \$	25 966 \$	634 262 \$	641 286 \$	611 690 \$
États-Unis	21 014	30 559	19 710	128 691	10 683	210 657	190 103	169 692
Europe (3)	10 932	8 045	35 885	67 409	25 422	147 693	154 006	143 011
Autres pays	11 743	2 547	13 318	20 554	5 203	53 365	58 187	50 439
Risque total (4)	407 844 \$	163 227 \$	131 357 \$	276 275 \$	67 274 \$	1 045 977 \$	1 043 582 \$	974 832 \$

(1) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation. Le risque de crédit lié aux dérivés est mesuré à la juste valeur.

(2) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts. Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables de la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle III et par l'accord de Bâle II (avant le 31 janvier 2013) sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(3) Les données liées à l'Europe au 31 octobre 2012 ont été retraitées précédemment afin de tenir compte des dépôts auprès d'une banque centrale, qui n'étaient auparavant pas pris en compte dans le risque auquel nous sommes exposés.

(4) Le profil géographique est basé sur le pays de résidence.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

La composition géographique du risque de crédit brut auquel nous sommes exposés n'a pas varié de façon importante par rapport au trimestre précédent au Canada, aux États-Unis, en Europe et dans les autres pays, les pourcentages enregistrés correspondant à 61 %, à 20 %, à 14 % et à 5 %, respectivement, du risque auquel nous sommes exposés. La variation de la composition géographique du risque de crédit brut auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent découle principalement des transactions de mise en pension de titres.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette

En juin 2012, le BSIF a publié une nouvelle ligne directrice intitulée *Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels*, qui a pour objectif de favoriser la transparence et la présentation accrue d'informations détaillées qui permettent la comparabilité au sein du secteur bancaire et qui est entrée en vigueur au premier trimestre de 2013.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Le tableau suivant présente la répartition par région géographique :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2013					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)					Marges de crédit sur valeur nette
	Assurés (2)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (3)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	6 166 \$	61 %	3 863 \$	39 %	10 029 \$	1 954 \$
Québec	11 993	58	8 855	42	20 848	3 976
Ontario	34 921	38	56 627	62	91 548	16 690
Provinces des Prairies	23 499	59	16 183	41	39 682	10 598
Colombie-Britannique et territoires	15 419	44	19 437	56	34 856	10 251
Total – Canada (4)	91 998 \$	47 %	104 965 \$	53 %	196 963 \$	43 469 \$
États-Unis	5	2	312	98	317	232
Autres pays	11	–	2 557	100	2 568	1 677
Total – autres pays	16 \$	1 %	2 869 \$	99 %	2 885 \$	1 909 \$
Total	92 014 \$	46 %	107 834 \$	54 %	199 848 \$	45 378 \$
Total – 31 janvier 2013	87 325 \$	44 %	110 320 \$	56 %	197 645 \$	45 116 \$
Total – 31 octobre 2012	82 104 \$	42 %	114 393 \$	58 %	196 497 \$	45 073 \$

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent des titres adossés à des créances hypothécaires de tiers de 1 290 millions de dollars (1 730 millions au 31 janvier 2013).

(2) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaut auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.

(3) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; les provinces des Prairies comprennent le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(4) Le solde total des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 197 milliards de dollars comprend des prêts hypothécaires résidentiels de 177 milliards et des prêts hypothécaires commerciaux de 5 milliards dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels titrisés de 15 milliards dans le secteur Marchés des Capitaux.

Plus de 99,7 % des marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et elles sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 30 avril 2013, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens représentaient une tranche de 43 milliards de dollars (43 milliards au 31 janvier 2013) de ce portefeuille. Dans le secteur Services bancaires canadiens, environ 97 % de ces marges de crédit (97 % au 31 janvier 2013) sont garanties à l'aide d'un privilège de premier rang grevant la propriété que nous détenons, et une tranche de moins de 8 % (8 % au 31 janvier 2013) des clients qui utilisent une marge de crédit sur valeur nette acquittent uniquement les paiements d'intérêt prévus.

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau suivant présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents :

	Au				
	30 avril 2013			31 janvier 2013 (1)	31 octobre 2012 (1)
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Total	Total
Période d'amortissement					
25 ans ou moins	65 %	87 %	65 %	64 %	63 %
Plus de 25 ans à 30 ans	23	13	23	23	23
Plus de 30 ans à 35 ans	9	–	9	10	10
Plus de 35 ans	3	–	3	3	4
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

(1) Les données comparatives ont été retraitées pour refléter le pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio

Le tableau suivant présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio, par secteur géographique :

Secteur géographique (3)	Pour les trimestres clos				Pour le semestre clos	
	le 30 avril 2013		le 31 janvier 2013		le 30 avril 2013	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1), (5)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)
Provinces de l'Atlantique	70 %	71 %	70 %	71 %	70 %	71 %
Québec	66	69	67	69	67	69
Ontario	67	67	67	67	67	67
Provinces des Prairies	70	69	70	69	70	69
Colombie-Britannique et territoires	64	61	66	62	65	61
États-Unis	71	40	71	65	71	59
Autres pays	79	60	80	59	79	60
Moyenne (4)	67 %	67 %	68 %	67 %	67 %	67 %

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; les provinces des Prairies comprennent le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(4) Le ratio valeur-prêt moyen des prêts hypothécaires résidentiels non assurés et des produits de la gamme Marge Proprio de notre secteur Services bancaires canadiens s'est établi à 69 % et à 68 %, respectivement, pour le trimestre clos le 31 octobre 2012.

(5) Les données comparatives ont été retraitées pour tenir compte des améliorations apportées aux méthodes utilisées pour calculer notre ratio prêt-valeur consolidé.

Bien que le tableau ci-dessus présente les ratios prêt-valeur concernant les prêts montés au cours du trimestre considéré, le ratio prêt-valeur des soldes en cours des prêts hypothécaires résidentiels non assurés de l'ensemble du secteur Services bancaires canadiens, y compris les produits de la gamme Marge Proprio, s'est établi à 47 % au 30 avril 2013 (47 % au 31 janvier 2013). Ce calcul est ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur un indice provincial du prix du logement. Nous continuons de gérer activement l'intégralité de notre portefeuille de prêts hypothécaires et effectuons des simulations de crise fondées sur une hausse du taux de chômage, conjuguée à des hausses de taux d'intérêt et à un ralentissement des marchés immobiliers. Ces simulations démontrent que la grande majorité des clients auxquels nous avons consenti un prêt hypothécaire résidentiel ou un produit de la gamme Marge Proprio sont en mesure de verser des paiements supplémentaires si un choc se répercute sur l'un des paramètres mentionnés ci-dessus.

Risque lié à l'Europe

(en millions de dollars canadiens)	Au							31 janvier 2013	31 octobre 2012
	30 avril 2013								
	Prêts et acceptations		Autres						
En cours	Engagements inutilisés (1)	Valeurs mobilières (2)	Lettres de crédit et garanties	Mise en pension de titres	Dérivés (3)	Risque total lié à l'Europe	Risque total lié à l'Europe	Risque total lié à l'Europe	
Risque brut lié à l'Europe (4)	10 932 \$	8 045 \$	18 409 \$	17 476 \$	67 409 \$	25 422 \$	147 693 \$	154 006 \$	143 011 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres	–	–	–	–	65 542	–	65 542	70 413	63 887
Montant additionnel au titre du risque de crédit éventuel	–	–	–	–	–	15 527	15 527	16 047	10 536
Engagements inutilisés	–	8 045	–	17 476	–	–	25 521	25 767	27 781
Risque de crédit brut lié à l'Europe – en cours (5)	10 932 \$	– \$	18 409 \$	– \$	1 867 \$	9 895 \$	41 103 \$	41 779 \$	40 807 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des dérivés	–	–	–	–	–	7 160	7 160	6 789	6 495
Ajouter : Titres détenus à des fins de transaction	–	–	11 859	–	–	–	11 859	13 179	11 742
Risque net lié à l'Europe (6)	10 932 \$	– \$	30 268 \$	– \$	1 867 \$	2 735 \$	45 802 \$	48 169 \$	46 054 \$

- (1) Se compose d'engagements inutilisés de 5,6 milliards de dollars à des entreprises, de 2,0 milliards à des institutions financières et de 0,4 milliard à des organismes souverains. En ce qui concerne les pays, le risque se compose d'engagements inutilisés de 3,3 milliards de dollars au Royaume-Uni, de 1,5 milliard en France, de 0,6 milliard en Allemagne, de 161 millions en Irlande et de 121 millions en Espagne, la tranche résiduelle de 2,3 milliards ayant trait aux autres pays européens. Plus de 88 % des engagements inutilisés ont trait à des entités jouissant d'une note de première qualité.
- (2) Les valeurs mobilières comprennent des dépôts de 12,1 milliards (12,3 milliards au 31 janvier 2013), des titres détenus à des fins de transaction de 11,9 milliards de dollars (13,2 milliards au 31 janvier 2013) et des titres disponibles à la vente de 6,3 milliards (6,8 milliards au 31 janvier 2013).
- (3) Le risque de crédit lié aux dérivés est mesuré à la juste valeur.
- (4) Le risque brut lié à l'Europe au 31 octobre 2012 a été retraité précédemment afin de tenir compte de dépôts auprès d'une banque centrale, qui n'étaient auparavant pas pris en compte dans le risque auquel nous sommes exposés.
- (5) Selon notre interprétation des risques liés aux engagements capitalisés bruts présentés par certaines banques américaines, qui ne tiennent pas compte des engagements inutilisés, du montant au titre du risque de crédit éventuel et des biens donnés en garantie.
- (6) Exclut un risque de 0,6 milliard de dollars (1,1 milliard au 31 janvier 2013) lié aux organismes supranationaux et un risque de 2,1 milliards (2,2 milliards au 31 janvier 2013) lié aux produits de réassurance crédit.

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est calculé en fonction des définitions présentées dans l'accord de Bâle III (accord de Bâle II avant le 31 janvier 2013). Le risque est calculé compte non tenu de tout bien donné en garantie, mais compte tenu d'une estimation des variations futures possibles de ce risque. Conformément à cette définition, le total du risque de crédit lié à l'Europe auquel nous sommes exposés se chiffrait à 147,7 milliards de dollars au 30 avril 2013. Le risque de crédit brut lié à l'Europe en cours se chiffrait à 41,1 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres de 65,6 milliards, des lettres de crédit et des garanties, et des engagements inutilisés relatifs aux prêts de 25,5 milliards ainsi que du montant de 15,5 milliards lié au risque de crédit éventuel au titre des dérivés. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe se chiffrait à 45,8 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie, principalement des liquidités, de 7,2 milliards au titre des dérivés et de l'ajout de titres détenus à des fins de transaction de 11,9 milliards détenus dans notre portefeuille de négociation. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe reflète aussi une tranche de 1,4 milliard de dollars de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché.

Risque net lié à l'Europe

(en millions de dollars canadiens)	Au						31 janvier 2013	31 octobre 2012	
	30 avril 2013					Total			Total
	Prêts en cours	Valeurs mobilières (1)	Mise en pension de titres	Dérivés (2)	Total				
Royaume-Uni (3)	6 497 \$	6 819 \$	1 372 \$	1 030 \$	15 718 \$	16 709 \$	14 887 \$		
Allemagne	287	6 655	199	381	7 522	7 436	6 815		
France	456	2 518	24	266	3 264	4 358	3 786		
Total – Royaume-Uni, Allemagne et France	7 240 \$	15 992 \$	1 595 \$	1 677 \$	26 504 \$	28 503 \$	25 488 \$		
Grèce	– \$	13 \$	– \$	– \$	13 \$	11 \$	14 \$		
Irlande	108	66	17	122	313	196	498		
Italie	132	74	–	21	227	96	157		
Portugal	–	3	–	2	5	3	1		
Espagne	398	232	3	40	673	794	803		
Total – pays périphériques (4)	638 \$	388 \$	20 \$	185 \$	1 231 \$	1 100 \$	1 473 \$		
Luxembourg	1 110 \$	4 629 \$	1 \$	186 \$	5 926 \$	6 864 \$	6 900 \$		
Pays-Bas	147	2 200	–	287	2 634	3 022	3 283		
Norvège	332	2 038	–	57	2 427	1 886	1 632		
Suède	–	1 568	75	10	1 653	1 716	1 371		
Suisse	591	1 858	110	55	2 614	2 478	3 233		
Autres	874	1 595	66	278	2 813	2 600	2 674		
Total – autres pays d'Europe	3 054 \$	13 888 \$	252 \$	873 \$	18 067 \$	18 566 \$	19 093 \$		
Total du risque lié à l'Europe (5), (6)	10 932 \$	30 268 \$	1 867 \$	2 735 \$	45 802 \$	48 169 \$	46 054 \$		

(1) Les valeurs mobilières comprennent des dépôts de 12,1 milliards de dollars (12,3 milliards au 31 janvier 2013), des titres détenus à des fins de transaction de 11,9 milliards (13,2 milliards au 31 janvier 2013) et des titres disponibles à la vente de 6,3 milliards (6,8 milliards au 31 janvier 2013).

(2) Le risque de crédit lié aux dérivés est mesuré à la juste valeur.

(3) Les données liées au Royaume-Uni au 31 octobre 2012 ont été retraitées précédemment afin de tenir compte de dépôts auprès d'une banque centrale, qui n'étaient auparavant pas pris en compte dans le risque auquel nous sommes exposés.

(4) Le risque de crédit brut lié aux pays périphériques de l'Europe est de néant pour la Grèce (néant au 31 janvier 2013), de 2,6 milliards de dollars pour l'Irlande (2,5 milliards au 31 janvier 2013), de 0,3 milliard pour l'Italie (0,2 milliard au 31 janvier 2013), de 0,1 milliard pour le Portugal (0,1 milliard au 31 janvier 2013) et de 1,3 milliard pour l'Espagne (1,5 milliard au 31 janvier 2013).

(5) Exclut un risque de 0,6 milliard de dollars (1,1 milliard au 31 janvier 2013) lié aux organismes supranationaux.

(6) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

Le risque de crédit net lié à l'Europe a diminué de 2,4 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction du volume de titres détenus à des fins de transaction, qui a trait principalement au Luxembourg, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, ainsi que des titres disponibles à la vente, principalement en France.

Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux pays périphériques de l'Europe, y compris la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, est demeuré faible et le risque de crédit total s'élevait à 1,2 milliard de dollars au 30 avril 2013, comparativement à 1,1 milliard au trimestre précédent. Ce risque concerne principalement des titres de première qualité. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux plus grands pays européens, y compris le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, a trait principalement à nos secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine et aux services aux investisseurs; il concerne particulièrement les titres à revenu fixe, les services de trésorerie, les dérivés et les prêts aux grandes entreprises et aux particuliers. Dans le cadre de ces activités, qui sont principalement axées sur la clientèle, nous effectuons des transactions avec divers particuliers, institutions financières et grandes entreprises européennes. Nous menons également des activités de courtier principal dans un certain nombre de pays, y compris le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, dans le cadre desquelles nous participons aux séances d'adjudication de titres d'emprunt gouvernementaux, et nous exerçons des activités de teneur de marché et fournissons des liquidités à nos clients. Les risques auxquels nous sommes exposés relativement aux autres pays européens sont principalement liés aux valeurs mobilières, qui comprennent les titres détenus à des fins de transaction, les dépôts et les titres disponibles à la vente.

Les valeurs mobilières comprennent des dépôts de 12,1 milliards de dollars, des titres détenus à des fins de transaction de 11,9 milliards et des titres disponibles à la vente de 6,3 milliards. Les titres détenus à des fins de transaction sont liés à nos activités de tenue de marché pour nos clients et à nos besoins en matière de gestion des liquidités et du financement. Tous nos titres détenus à des fins de transaction sont évalués à la valeur de marché sur une base quotidienne. Les dépôts comprenaient principalement les dépôts auprès de banques centrales ou d'institutions financières, et comprennent aussi les dépôts relatifs à notre secteur Gestion de patrimoine dans les îles Anglo-Normandes. Les titres disponibles à la vente se composent principalement de créances d'entités gouvernementales de pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de titres d'emprunt de sociétés. Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de commissions de prise ferme appliquées à ce portefeuille de prêts s'inscrivent dans la foulée de l'approche adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. Le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts s'est établi à 0,44 %.

Risque net lié à l'Europe par type de client

(en millions de dollars canadiens)	Au												31 janvier 2013	31 octobre 2012
	30 avril 2013													
	R.-U.	Allemagne	France	Total R.-U., Allemagne et France	Grèce	Irlande	Italie	Portugal	Espagne	Total pays périphériques	Autres pays d'Europe	Total Europe	Total Europe	Total Europe
Institutions financières	4 783 \$	5 004 \$	1 291 \$	11 078 \$	– \$	111 \$	67 \$	5 \$	119 \$	302 \$	8 564 \$	19 944 \$	22 229 \$	21 944 \$
Organismes souverains (1)	4 978	1 802	1 332	8 112	–	18	16	–	126	160	6 032	14 304	14 635	12 661
Grandes entreprises	5 957	716	641	7 314	13	184	144	–	428	769	3 471	11 554	11 305	11 449
Total (2)	15 718 \$	7 522 \$	3 264 \$	26 504 \$	13 \$	313 \$	227 \$	5 \$	673 \$	1 231 \$	18 067 \$	45 802 \$	48 169 \$	46 054 \$

(1) Les données liées aux organismes souverains au 31 octobre 2012 ont été retraitées précédemment afin de tenir compte de dépôts auprès d'une banque centrale, qui n'étaient auparavant pas pris en compte dans le risque auquel nous sommes exposés.

(2) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux institutions financières a diminué de 2,3 milliards de dollars, résultat qui concerne principalement les risques liés à la France. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux organismes souverains a diminué de 0,3 milliard de dollars, résultat qui a principalement trait aux risques liés au Royaume-Uni et aux autres pays d'Europe et qui a été neutralisé en partie par une augmentation des risques liés à l'Allemagne. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux grandes entreprises a augmenté de 0,2 milliard de dollars, résultat qui tient au fait que l'accroissement des risques liés aux autres pays d'Europe a été neutralisé en partie par la diminution des risques liés au Royaume-Uni.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2013	le 31 janvier 2013	le 30 avril 2012	le 30 avril 2013	le 30 avril 2012
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	254 \$	241 \$	318 \$	495 \$	569 \$
Marchés des Capitaux	40	109	31	149	48
Services de soutien généraux et autres (1)	(6)	(1)	(1)	(7)	(2)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	288 \$	349 \$	348 \$	637 \$	615 \$
Canada (2)					
Prêts hypothécaires résidentiels	7 \$	4 \$	6 \$	11 \$	17 \$
Prêts aux particuliers	93	93	106	186	213
Prêts sur cartes de crédit	90	88	104	178	208
Prêts aux petites entreprises	8	8	15	16	23
Prêts de détail	198	193	231	391	461
Prêts de gros	57	14	37	71	47
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	255	207	268	462	508
États-Unis (2)					
Prêts de détail	(1)\$	2 \$	1 \$	1 \$	1 \$
Prêts de gros	19	(1)	21	18	19
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	18	1	22	19	20
Autres pays (2)					
Prêts de détail	9 \$	17 \$	17 \$	26 \$	23 \$
Prêts de gros	6	124	41	130	65
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	15	141	58	156	88
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	288	349	348	637	616
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts non encore désignés comme douteux	–	–	–	–	(1)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	288 \$	349 \$	348 \$	637 \$	615 \$

(1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux et autres se compose principalement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts qui n'ont pas encore été classés à titre de prêts douteux. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2012.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 60 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 64 millions de dollars, ou 20 %, en raison principalement de la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit du secteur Services bancaires canadiens, et de la diminution des dotations liées à nos portefeuilles de prêts de gros dans les Antilles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 9 millions de dollars, ou 29 %, résultat qui reflète essentiellement les dotations ayant trait à deux comptes et qui sont liées principalement au secteur Technologie et médias, facteur neutralisé en partie par la réduction des dotations liées au secteur Produits industriels.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 61 millions de dollars, ou 17 %, par rapport au trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accrue de 13 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers au Canada, facteur qui a été neutralisé en partie par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille de prêts de détail dans les Antilles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux a reculé de 69 millions de dollars, ou 63 %, résultat qui reflète essentiellement la comptabilisation, au trimestre précédent, de dotations ayant trait à deux comptes.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012 (résultats semestriels)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 22 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 74 millions de dollars, ou 13 %, en raison principalement de la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux particuliers au Canada.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 101 millions de dollars, en raison essentiellement des dotations ayant trait à quelques comptes, qui sont en grande partie liées au secteur Technologie et médias.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2013	31 janvier 2013	30 avril 2012
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 860 \$	1 809 \$	2 044 \$
Marchés des Capitaux	302	287	283
Services aux investisseurs et trésorerie	3	2	33
Services de soutien généraux et autres	20	39	3
Total du montant brut des prêts douteux	2 185 \$	2 137 \$	2 363 \$
Canada (1)			
Prêts de détail	755 \$	725 \$	785 \$
Prêts de gros	529	503	579
Montant brut des prêts douteux	1 284	1 228	1 364
États-Unis (1)			
Prêts de détail	9 \$	7 \$	8 \$
Prêts de gros	178	153	128
Montant brut des prêts douteux	187	160	136
Autres pays (1)			
Prêts de détail	256 \$	257 \$	253 \$
Prêts de gros	458	492	610
Montant brut des prêts douteux	714	749	863
Total du montant brut des prêts douteux	2 185 \$	2 137 \$	2 363 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 178 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a reculé de 184 millions de dollars, ou 9 %, résultat qui découle principalement du nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles dans les Antilles et à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux entreprises au Canada.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 19 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement du nombre plus élevé de prêts douteux liés au secteur Technologie et médias, facteur neutralisé en partie par le nombre moins élevé de prêts douteux liés aux secteurs Transport et environnement, Produits industriels et Industrie automobile.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services aux investisseurs et trésorerie a diminué de 30 millions de dollars, résultat qui reflète principalement les radiations comptabilisées.

Le montant brut des prêts douteux liés aux prêts de gros au Canada a reculé de 50 millions de dollars, en raison en grande partie de la réduction du montant brut des prêts douteux liés au Secteur immobilier et secteurs connexes, et aux secteurs Exploitations agricoles et Industrie automobile. Le montant brut des prêts douteux liés aux prêts de gros aux États-Unis a augmenté de 50 millions de dollars, en raison principalement de la hausse du montant brut des prêts douteux liés au secteur Technologie et médias, facteur neutralisé en partie par la réduction du montant brut des prêts douteux liés au secteur Produits industriels. Le montant brut des prêts douteux liés aux prêts de gros dans les autres pays a diminué de 152 millions de dollars, résultat qui s'explique essentiellement par la baisse du montant brut des prêts douteux liés aux secteurs Transport et environnement, Banques et Biens de consommation.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 48 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accru de 51 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui tient principalement au nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts de détail au Canada, facteur neutralisé en partie par le nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 15 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement du nombre plus élevé de prêts douteux liés au secteur Technologie et médias.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2013	31 janvier 2013	30 avril 2012
Provision pour prêts douteux			
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	512 \$	510 \$	523 \$
Marchés des Capitaux	91	79	104
Services aux investisseurs et trésorerie	1	2	33
Services de soutien généraux et autres	2	3	(1)
Total de la provision pour prêts douteux	606	594	659
Canada (1)			
Prêts de détail	139 \$	140 \$	153 \$
Prêts de gros	195	163	177
Provision pour prêts douteux	334	303	330
États-Unis (1)			
Prêts de détail	1 \$	2 \$	1 \$
Prêts de gros	34	23	38
Provision pour prêts douteux	35	25	39
Autres pays (1)			
Prêts de détail	92 \$	96 \$	87 \$
Prêts de gros	145	170	203
Provision pour prêts douteux	237	266	290
Total de la provision pour prêts douteux	606	594	659
Provision au titre des prêts non encore désignés comme douteux	1 451	1 451	1 451
Total de la provision pour pertes sur créances	2 057 \$	2 045 \$	2 110 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 53 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui a principalement trait à la diminution de la provision pour pertes sur créances du secteur Services aux investisseurs et trésorerie, laquelle reflète les radiations, ainsi qu'à la diminution de la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux et de la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels au Canada.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 12 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient en grande partie à la hausse de la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux et de la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts aux entreprises au Canada, facteur neutralisé en partie par la réduction de la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille dans les Antilles.

Risque de marché**VAR liée à la gestion du risque de marché**

Le tableau ci-après illustre la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché concernant toutes les positions qui sont évaluées à la valeur de marché aux fins de la présentation de l'information financière, sauf en ce qui concerne les positions faisant partie d'une relation de couverture désignée et les positions détenues dans le secteur RBC Assurances.

Nous évaluons la VAR en fonction du 99^e centile de l'intervalle de confiance en ce qui a trait aux fluctuations des prix sur une période de détention de un jour, à l'aide d'une simulation historique fondée sur les deux derniers exercices pour lesquels il existe des données de marché historiques à pondération égale. Ces calculs sont révisés quotidiennement en fonction des positions de risque actuelles, sauf en ce qui concerne certaines positions qui sont révisées chaque semaine. La VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché est calculée chaque semaine de manière semblable à la VAR liée à la gestion du risque de marché, sauf que les calculs sont basés sur une période historique de volatilité extrême de un an et sur la situation inverse, plutôt que sur les données historiques des deux derniers exercices. La période de tensions utilisée s'échelonne de septembre 2008 à août 2009. La VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché est calculée hebdomadairement pour tous les portefeuilles. Pour plus de détails sur notre démarche aux fins de la gestion du risque de marché lié aux activités de négociation, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2012.

Le tableau illustre également l'effet de diversification. La VAR globale est inférieure à la somme des VAR individuelles, ce qui tient à l'incidence des différents types de risque sur le portefeuille.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2013				31 janvier 2013		30 avril 2012	
	Au 30 avril	Pour le trimestre clos à cette date			Au 31 janvier	Pour le trimestre clos à cette date	Au 30 avril	Pour le trimestre clos à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne		Moyenne
Actions	12 \$	9 \$	19 \$	5 \$	7 \$	11 \$	12 \$	10 \$
Change	5	4	6	1	2	2	3	3
Marchandises	2	3	5	2	2	3	2	2
Taux d'intérêt	39	39	42	36	38	41	44	53
Risque spécifique de crédit (1)	10	9	10	9	9	11	8	8
Effet de diversification	(25)	(22)	(29)	(16)	(20)	(25)	(22)	(21)
VAR liée à la gestion du risque de marché	43 \$	42 \$	48 \$	38 \$	38 \$	43 \$	47 \$	55 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	87 \$	84 \$	97 \$	73 \$	73 \$	78 \$	81 \$	71 \$

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2013				30 avril 2012	
	Au 30 avril	Pour le semestre clos à cette date			Au 30 avril	Pour le semestre clos à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne
Actions	12 \$	10 \$	19 \$	5 \$	12 \$	10 \$
Change	5	3	6	1	3	4
Marchandises	2	3	5	2	2	3
Taux d'intérêt	39	40	51	36	44	53
Risque spécifique de crédit (1)	10	10	12	9	8	8
Effet de diversification	(25)	(24)	(30)	(16)	(22)	(21)
VAR liée à la gestion du risque de marché	43 \$	42 \$	48 \$	38 \$	47 \$	57 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	87 \$	81 \$	97 \$	73 \$	81 \$	82 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général est évalué en fonction de la VAR liée au taux d'intérêt, tandis que le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012

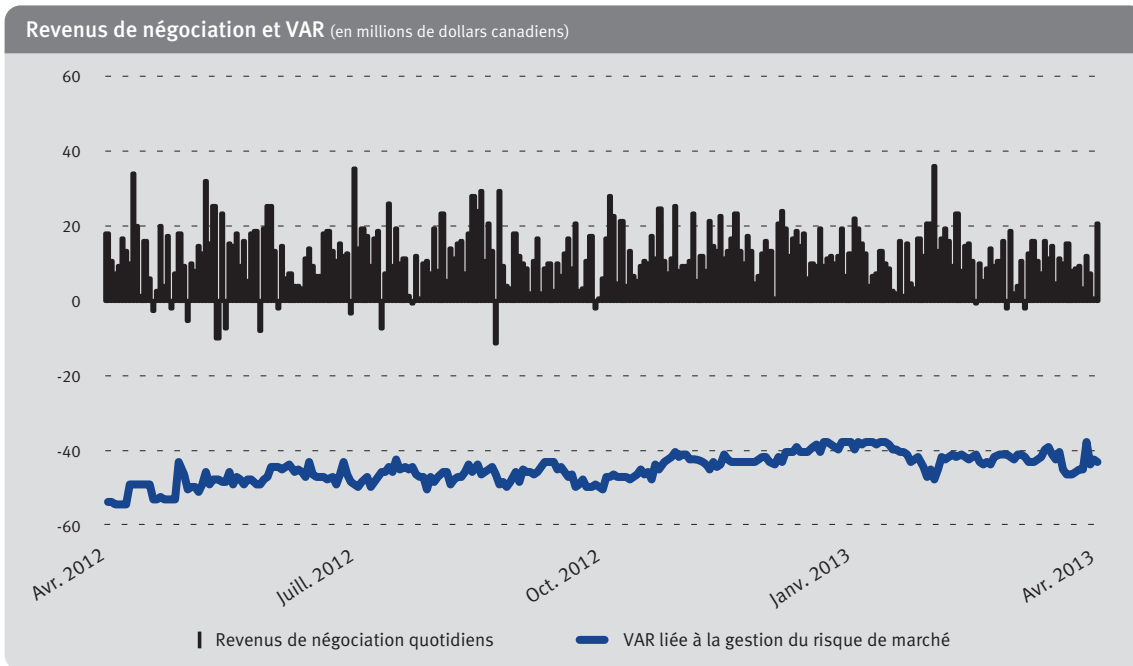
La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché a diminué de 13 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'actualisation de l'horizon historique de deux ans de la VAR liée à la gestion du risque de marché utilisé pour calculer la VAR. La VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché a augmenté de 13 millions de dollars, résultat qui tient à l'accroissement de la moyenne du risque de taux d'intérêt lié à nos stratégies de négociation, dont l'incidence est plus grande en ce qui a trait à la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché qu'en ce qui concerne la VAR liée à la gestion du risque de marché, en raison de la répartition et de l'ampleur des chocs de taux d'intérêt au cours de l'horizon historique fixe de la VAR en période de tensions.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 42 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013, soit un résultat relativement stable par rapport au trimestre précédent. La moyenne de la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché a augmenté de 6 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement du plus grand nombre de titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence aux États-Unis ayant affiché une très grande volatilité au cours de l'horizon historique de la VAR en période de tensions.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012 (résultats semestriels)

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché a diminué de 15 millions de dollars et la moyenne de la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché a reculé de 1 million, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient en grande partie aux mesures de réduction des risques liés à certains portefeuilles de titres à revenu fixe mises en œuvre à l'exercice précédent, ainsi qu'à l'actualisation de l'horizon historique de la VAR liée à la gestion du risque de marché. La diminution, d'un exercice à l'autre, de la moyenne de la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché au premier trimestre de 2013 a été neutralisée par l'augmentation, d'un exercice à l'autre, survenue au deuxième trimestre qui est décrite ci-dessus.



Au cours du trimestre, nous avons connu trois séances marquées par des pertes de négociation nettes totalisant 5 millions de dollars alors que nous n'avons connu aucune séance marquée par des pertes de négociation au premier trimestre de 2013. La perte la plus marquée est survenue le 3 avril 2013, s'établissant à 2 millions de dollars, et elle est principalement imputable au resserrement des écarts de taux de RBC.

Évaluations du risque de marché – activités bancaires autres que de négociation

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos mesures liées à la gestion des risques. Au cours du deuxième trimestre de 2013, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2013					31 janvier 2013		30 avril 2012		
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (2)		Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	
	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)					Total
Incidence avant impôt d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(498)\$	(2)\$	(500)\$	426 \$	11 \$	437 \$	(464)\$	489 \$	(463)\$	340 \$
diminution des taux de 100 p.b.	335	2	337	(311)	–	(311)	387	(346)	374	(212)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

(2) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Gestion des liquidités et du financement

Il n'y a eu aucun changement important à notre cadre de gestion des liquidités et du financement depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2012. Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie. Les risques de liquidité et de financement auxquels nous sommes exposés demeurent essentiellement dans les limites de notre goût du risque.

Nous continuons de surveiller et, le cas échéant, de modifier nos politiques, nos pratiques et nos processus aux fins de la gestion des risques en fonction des faits nouveaux en matière de réglementation, de manière à nous positionner en prévision de la mise en œuvre des réformes réglementaires dont l'application est prospective, notamment les normes de liquidités réglementaires de l'accord de Bâle III élaborées par le CBCB et les normes publiées par le BSIF. Les normes concernant les liquidités élaborées par le CBCB comprennent des exigences minimales liées à deux mesures de réglementation, soit le ratio de couverture des liquidités et le ratio de capitalisation stable net. En janvier 2013, le CBCB a publié ses règles définitives concernant le ratio de couverture des liquidités, ainsi qu'un échéancier aux fins de la mise en application graduelle de ces exigences, lequel prévoit une couverture minimale de 60 % en 2015, qui augmentera de 10 % annuellement pour atteindre 100 % en 2019. Ces changements ont eu une incidence favorable sur notre ratio de couverture des liquidités. Le CBCB poursuivra son examen du ratio de capitalisation stable net et la mise en application des exigences liées à ce ratio devrait entrer en vigueur en 2018.

Évaluation des risques

Nous utilisons divers paramètres et diverses mesures fondés sur des plafonds pour surveiller et contrôler le risque de liquidité en fonction de seuils de tolérance appropriés, de divers horizons et du degré de gravité des périodes de tensions. Nous revoyons et corroborons régulièrement les méthodes de gestion des risques et les hypothèses sous-jacentes afin d'assurer leur concordance avec notre contexte opérationnel, la conjoncture et

les conditions du marché prévues, les préférences des agences de notation, les exigences des organismes de réglementation et les pratiques reconnues. Nous mesurons et surveillons notre position de liquidité en fonction du risque de liquidité structurel, du risque de liquidité stratégique et du risque de liquidité éventuel.

Nous évaluons le risque de liquidité à l'aide des dates d'échéance contractuelles de certains actifs et passifs (p. ex., les prêts et le financement de gros) et des échéances réelles d'autres actifs et passifs. Dans le cas des évaluations fondées sur les échéances réelles, la valeur de liquidité des actifs et des passifs est calculée en fonction de modèles fondés sur des comportements observés ou sur le marché qui ne sont pas liés à l'échéance contractuelle. Par exemple, l'échéance réelle peut être plus courte que l'échéance contractuelle si le comportement observé de l'actif suggère que ce dernier peut être monétisé avant l'échéance. L'échéance réelle d'un passif peut être plus longue que l'échéance contractuelle si le comportement observé du passif suggère que ce dernier sera prolongé ou reconduit à l'échéance. En ce qui a trait aux actifs, cela est notamment le cas des obligations liées à des gouvernements, car elles peuvent être monétisées de façon rapide et sûre; en ce qui a trait aux passifs, cela est notamment le cas des dépôts basés sur les relations, une valeur de base étant habituellement attribuée à un grand nombre de ces dépôts, même si les dates d'échéances contractuelles peuvent être très rapprochées ou si les dépôts peuvent, sur le plan juridique, être considérés comme étant à vue (inversement, les prêts à vue affichent les attributs d'actifs à plus long terme et ils sont considérés comme tels pour ce qui est de l'échéance réelle). Les hypothèses formulées à l'interne tiennent compte de toutes les données et informations importantes et pertinentes disponibles ainsi que des méthodes utilisées pour quantifier le risque de liquidité.

Pour plus de détails sur nos méthodes et évaluations, se reporter à la rubrique Gestion des liquidités et du financement de notre rapport annuel 2012.

Profil de risque

Au 30 avril 2013, les dépôts basés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, se sont établis à 344 milliards de dollars, ou 53 % du total du financement (335 milliards, ou 53 %, au 31 janvier 2013). Notre source de financement pour les actifs très liquides se composait principalement de financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation prévue de ces actifs. Ce financement de gros se composait de passifs non garantis de 76 milliards de dollars et de passifs garantis (conventions de rachat et ventes à découvert) de 124 milliards, qui représentaient 12 % et 19 % du total du financement au 30 avril 2013, respectivement (77 milliards et 114 milliards, ou 12 % et 18 % du total du financement, respectivement, au 31 janvier 2013). Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides. Des informations quantitatives supplémentaires sont fournies à la rubrique Financement ci-dessous.

Au 30 avril 2013 et au cours du trimestre clos le 30 avril 2013, nos actifs liquides en cas d'urgence se chiffraient à 5,3 milliards de dollars US et à 4,5 milliards de dollars (5,3 milliards de dollars US et 4,5 milliards de dollars au 31 janvier 2013). Nous détenions également des réserves d'actifs liquides aux fins des activités de mise en gage des dérivés s'élevant à 1,3 milliard de dollars US au 30 avril 2013 (1,4 milliard de dollars US au 31 janvier 2013); elles servent à atténuer la volatilité de nos besoins nets relatifs aux activités de mise en gage des dérivés. Ces réserves se sont chiffrées en moyenne à 1,4 milliard de dollars US au cours du trimestre clos le 30 avril 2013 (1,3 milliard de dollars US au 31 janvier 2013).

Le tableau suivant présente un sommaire de nos actifs liquides, lesquels constituent l'une des données utilisées pour évaluer notre profil de risque de liquidité, et il représente une divulgation accrue de renseignements, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements. Les actifs liquides disponibles comprennent la trésorerie et les portefeuilles de titres figurant au bilan, ainsi que les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres (conventions de revente et transactions de financement contre sûretés hors bilan) et des transactions sur dérivés, qui sont dans les deux cas hors bilan. Nous ne considérons pas les actifs grevés comme une source de liquidités disponibles aux fins de l'évaluation du risque de liquidité. Au 30 avril 2013, nos actifs liquides hautement négociables non grevés représentaient 18 % du total de notre actif (19 % au 31 janvier 2013). Aux fins du tableau présenté ci-après, les actifs liquides grevés comprennent : i) les actifs liquides détenus par des banques qui sont donnés en garantie (p. ex., financement de rachat et dérivés donnés en garantie) ou qui ne peuvent être utilisés librement en raison d'exigences réglementaires ou de politiques internes (p. ex., pour assurer le maintien d'une réserve obligatoire ou le respect d'exigences locales en matière d'adéquation des fonds propres, et de manière à maintenir l'accès continu aux systèmes de paiement et de règlement); ii) les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés qui ont été de nouveau donnés en garantie, lorsque cela est permis (p. ex. pour obtenir un financement à l'aide de conventions de rachat ou pour couvrir des titres vendus à découvert), ou qui n'ont aucune valeur de liquidité puisque qu'ils ne peuvent pas être de nouveau donnés en garantie. Les actifs liquides non grevés représentent l'écart entre le total des actifs liquides et les actifs liquides grevés, qu'ils figurent au bilan ou non.

Actifs liquides (1)

	Au					31 janvier 2013
	30 avril 2013		Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés	
(en millions de dollars canadiens)	Actifs liquides détenus par des banques	Titres reçus en garantie – financement de titres et transactions sur dérivés				
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	9 750 \$	– \$	9 750 \$	847 \$	8 903 \$	12 862 \$
Dépôts auprès d'institutions financières	11 734	–	11 734	81	11 653	8 454
Métaux précieux	276	–	276	–	276	501
Valeurs mobilières (2)						
Titres obligataires d'entités gouvernementales canadiennes	37 534	28 035	65 569	43 680	21 889	31 754
Titres obligataires d'entités gouvernementales étrangères	55 249	43 103	98 352	50 048	48 304	46 905
Autres valeurs mobilières	55 174	39 911	95 085	42 716	52 369	45 989
Prêts						
Titres hypothécaires LNH	24 599	–	24 599	9 003	15 596	11 453
Total	194 316 \$	111 049 \$	305 365 \$	146 375 \$	158 990 \$	157 918 \$
Au 31 janvier 2013	181 733 \$	103 749 \$	285 482 \$	127 564 \$	157 918 \$	

	Au	
	30 avril 2013	31 janvier 2013
(en millions de dollars canadiens)		
Banque Royale du Canada	78 458 \$	68 220 \$
Succursales à l'étranger	23 405	22 164
Filiales	92 453	91 349
Total	194 316 \$	181 733 \$

- (1) L'information fournie s'applique à l'échelle de l'entreprise. Pour gérer le risque de liquidité, nous tenons compte des restrictions liées au marché et des restrictions juridiques, réglementaires et fiscales ainsi que de toute autre restriction susceptible d'entraver le transfert de liquidités entre les unités fonctionnelles de RBC.
- (2) Comprend des obligations d'État, d'entités du secteur public et de grandes entreprises de première qualité ainsi que des titres sur les marchés monétaires, des fonds négociés en Bourse et des titres négociés dans un indice boursier principal, mais exclut les titres à enchères et les titres adossés à des actifs non garantis par une agence, ainsi que les actions et les fonds communs de placement non inscrits à un indice. Toutes les valeurs mobilières sont comptabilisées à la valeur de marché.

Financement*Stratégie de financement*

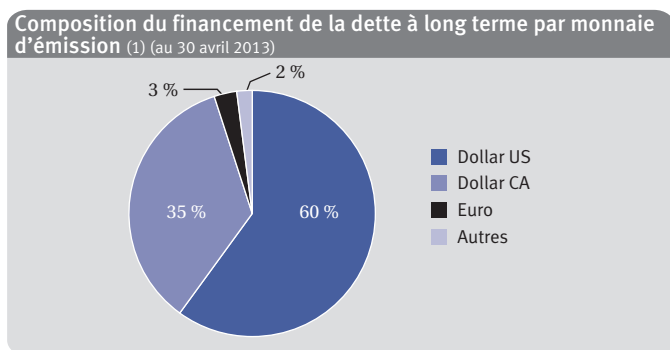
Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées pour ce qui est de la provenance géographique, des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller constamment les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à déterminer les occasions ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes d'émission de titres d'emprunt à plus long terme enregistrés. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés initiaux, par secteur géographique.

Programmes par secteur géographique

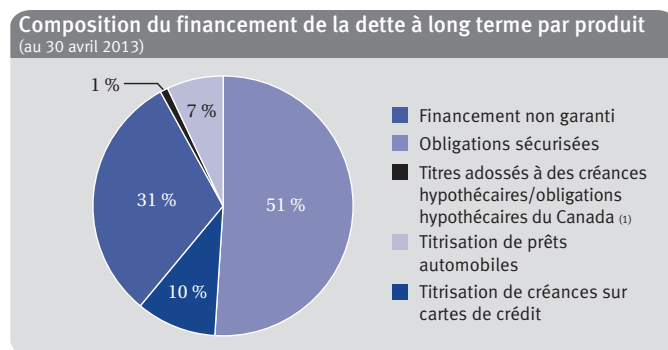
Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> • Prospectus préalable de base au Canada – 15 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> • Programme enregistré auprès de la SEC – 25 milliards de dollars US • Obligations sécurisées enregistrées auprès de la SEC – 12 milliards de dollars US 	<ul style="list-style-type: none"> • Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US • Programme d'obligations sécurisées – 15 milliards d'euros • Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de dépôt canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu du Programme des titres hypothécaires de la *Loi nationale sur l'habitation* du Canada, d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement nos activités de diversification dans de nouveaux marchés et secteurs d'investissement, car la diversification se traduit par une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier et elle donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel en ce qui a trait à la dette à long terme est bien diversifié d'un point de vue

géographique et en ce qui concerne chaque type de produit de financement à long terme. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.



(1) Comprend le financement à terme non garanti et les obligations sécurisées.



(1) Titres adossés à des créances hypothécaires et obligations hypothécaires au Canada.

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Une révision à la baisse de nos notations pourrait avoir une incidence négative sur notre capacité de financement ou sur notre accès aux marchés financiers. Elle pourrait aussi influencer sur notre capacité à effectuer des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture dans le cours normal des activités et sur les coûts liés à ces opérations et pourrait faire en sorte que nous devions fournir des garanties additionnelles aux termes de certains contrats. Toutefois, en nous basant sur les examens périodiques des éléments susceptibles de déclencher une révision des notations qui sont intégrés dans nos activités actuelles, ainsi que sur notre sensibilité à l'égard de la capacité de financement, nous estimons qu'une légère révision à la baisse n'aurait pas de répercussions importantes sur la composition de notre dette, sur notre accès à du financement, sur le recours à des biens donnés en garantie ni sur les coûts connexes.

Le 13 décembre 2012, S&P a révisé à la hausse sa perspective nous concernant, la faisant passer de négative à stable et a confirmé nos notations d'émetteur de titres d'emprunt à long terme et à court terme. S&P a révisé la perspective par suite de son examen du secteur bancaire et des risques économiques au Canada, et elle a en conséquence révisé son analyse par pays des risques liés au secteur bancaire, faisant passer le Canada du groupe 1 au groupe 2.

Le 28 janvier 2013, Moody's a supprimé les facteurs systémiques liés aux notations attribuées à la dette subordonnée de RBC et de toutes les autres banques canadiennes, conformément à son annonce faite en octobre 2012. Moody's a confirmé toutes les autres notations qui nous ont été attribuées.

Autrement, nos notations demeurent inchangées pour le trimestre et elles sont assorties d'une perspective stable.

Le tableau suivant présente nos principales notations et perspectives au 29 mai 2013 :

	Au 29 mai 2013 (1)		
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective
Moody's	P-1	Aa3	stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	stable (2)
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
Dominion Bond Rating Services	R-1(élevé)	AA	stable

(1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

(2) Le 13 décembre 2012, S&P a révisé à la hausse sa perspective nous concernant, la faisant passer de négative à stable.

Profil des dépôts

Nos dépôts de base, qui tiennent compte de nos estimations statistiques des tranches très stables du total des soldes relationnels, des particuliers et des clients commerciaux et institutionnels (dépôts à vue, dépôts à préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, ont augmenté de près de 2 % par rapport au trimestre précédent, et représentent 69 % du total de nos dépôts, résultat qui tient à la croissance continue de nos dépôts relationnels et à l'élargissement de notre profil de financement de gros.

Échéances contractuelles

Les tableaux suivants présentent le profil des échéances contractuelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan au 30 avril 2013, ainsi que les données comparatives au 31 janvier 2013, et les informations fournies ont été accrues conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source de renseignements aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la

comptabilité behavioriste qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2013									
	Moins de 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 9 mois	De 9 mois à 12 mois	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts à des banques	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	21 484 \$	21 484 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction	89 689	768	11	38	22	377	296	5 113	43 472	139 786
Titres disponibles à la vente	2 593	3 758	791	1 674	553	4 604	6 675	14 097	1 798	36 543
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	67 451	29 448	8 684	5 596	7 931	603	–	–	4 931	124 644
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	14 698	13 168	8 078	8 464	17 155	114 140	102 258	27 862	90 780	396 603
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	1 095	390	409	831	2 249	1 895	2 118	288	–	9 275
Dérivés	2 771	4 416	2 676	3 443	1 846	16 776	14 668	47 094	3	93 693
Autres actifs financiers	20 316	806	519	264	225	625	231	595	479	24 060
Total des actifs financiers	198 613 \$	52 754 \$	21 168 \$	20 310 \$	29 981 \$	139 020 \$	126 246 \$	95 049 \$	162 947 \$	846 088 \$
Autres actifs non financiers	1 084	472	1 476	310	333	1 695	1	2 031	14 040	21 442
Total de l'actif	199 697 \$	53 226 \$	22 644 \$	20 620 \$	30 314 \$	140 715 \$	126 247 \$	97 080 \$	176 987 \$	867 530 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (1)										
Emprunts non garantis	34 793 \$	18 961 \$	24 135 \$	10 685 \$	24 071 \$	56 582 \$	20 495 \$	9 225 \$	266 218 \$	465 165 \$
Emprunts garantis	121	2 868	3 783	4 399	5 066	15 238	13 856	9 798	–	55 129
Obligations sécurisées	–	–	–	–	–	4 710	4 484	1 759	–	10 953
Autres										
Acceptations	1 095	390	409	831	2 249	1 895	2 118	288	–	9 275
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	49 628	–	–	–	–	–	–	–	–	49 628
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	65 828	1 852	747	264	1 388	1 000	–	–	1 305	72 384
Dérivés	3 137	4 205	3 264	3 800	1 861	20 552	15 400	45 445	1	97 665
Autres passifs financiers	24 106	1 250	852	851	1 184	1 909	332	4 192	2 202	36 878
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	225	–	8 278	–	8 503
Titres de fiducie de capital	–	–	–	899	–	–	–	–	–	899
Total des passifs financiers	178 708 \$	29 526 \$	33 190 \$	21 729 \$	35 819 \$	102 111 \$	56 685 \$	78 985 \$	269 726 \$	806 479 \$
Autres passifs non financiers	557	127	27	385	137	1 015	843	8 904	1 033	13 028
Actions	–	–	–	–	–	–	–	–	48 023	48 023
Total du passif et des capitaux propres	179 265 \$	29 653 \$	33 217 \$	22 114 \$	35 956 \$	103 126 \$	57 528 \$	87 889 \$	318 782 \$	867 530 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	1 584 \$	1 158 \$	948 \$	2 142 \$	2 542 \$	3 725 \$	1 966 \$	70 \$	23 \$	14 158 \$
Engagements en vertu de baux	60	119	175	177	174	1 256	802	1 435	–	4 198
Engagements de crédit	3 013	2 070	5 275	6 539	5 902	41 843	59 737	10 516	753	135 648
Autres engagements	1 792	158	200	351	1 650	298	241	86	60 592	65 368
Total des éléments hors bilan	6 449 \$	3 505 \$	6 598 \$	9 209 \$	10 268 \$	47 122 \$	62 746 \$	12 107 \$	61 368 \$	219 372 \$

(1) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou sur un court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois, en pratique, ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins opérationnels et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2013									
	Moins de 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 9 mois	De 9 mois à 12 mois	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts à des banques	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	22 240 \$	22 240 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction	79 762	68	1 391	11	36	325	311	4 976	43 878	130 758
Titres disponibles à la vente	2 537	6 151	1 786	643	1 641	4 490	5 757	13 504	1 958	38 467
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	69 413	26 611	8 264	3 864	7 828	643	–	–	4 710	121 333
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	10 747	9 943	9 492	11 571	19 414	88 563	122 650	23 184	85 420	380 984
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	1 165	389	464	673	2 400	2 073	1 914	234	–	9 312
Dérivés	4 519	2 598	1 638	2 692	5 299	12 045	14 624	43 826	2	87 243
Autres actifs financiers	24 023	737	467	127	841	202	242	188	–	26 827
Total des actifs financiers	192 166 \$	46 497 \$	23 502 \$	19 581 \$	37 459 \$	108 341 \$	145 498 \$	85 912 \$	158 208 \$	817 164 \$
Autres actifs										
non financiers (1)	1 134	540	300	1 201	333	1 552	–	1 954	13 407	20 421
Total de l'actif	193 300 \$	47 037 \$	23 802 \$	20 782 \$	37 792 \$	109 893 \$	145 498 \$	87 866 \$	171 615 \$	837 585 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	42 275 \$	17 703 \$	17 460 \$	23 733 \$	9 701 \$	53 839 \$	20 128 \$	8 790 \$	258 129 \$	451 758 \$
Emprunts garantis	18	500	2 612	3 424	4 387	18 174	13 553	9 359	–	52 027
Obligations sécurisées	–	–	–	–	–	4 677	4 446	1 753	–	10 876
Autres										
Acceptations	1 165	389	464	673	2 400	2 073	1 914	234	–	9 312
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 062	–	–	–	–	–	–	–	–	50 062
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (1)	57 581	3 447	380	573	271	1 000	–	–	1 077	64 329
Dérivés	4 142	2 836	2 391	3 351	5 203	16 542	14 487	43 308	2	92 262
Autres passifs financiers (1)	26 594	849	694	374	1 791	1 707	181	3 785	1 408	37 383
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	229	–	9 212	–	9 441
Titres de fiducie de capital	–	–	–	–	900	–	–	–	–	900
Total des passifs financiers	181 837 \$	25 724 \$	24 001 \$	32 128 \$	24 653 \$	98 241 \$	54 709 \$	76 441 \$	260 616 \$	778 350 \$
Autres passifs non										
financiers (1)	214	115	299	–	244	1 046	951	8 341	949	12 159
Actions	–	–	–	–	–	–	–	–	47 076	47 076
Total du passif et des capitaux propres	182 051 \$	25 839 \$	24 300 \$	32 128 \$	24 897 \$	99 287 \$	55 660 \$	84 782 \$	308 641 \$	837 585 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	267 \$	1 817 \$	1 771 \$	1 083 \$	3 900 \$	4 287 \$	1 854 \$	29 \$	22 \$	15 030 \$
Engagements en vertu de baux	59	119	175	170	175	1 242	793	1 206	–	3 939
Engagements de crédit	2 840	3 040	3 331	5 356	9 167	41 070	57 265	10 165	952	133 186
Autres engagements	217	619	806	768	2 114	366	172	120	61 372	66 554
Total des éléments hors bilan	3 383 \$	5 595 \$	6 083 \$	7 377 \$	15 356 \$	46 965 \$	60 084 \$	11 520 \$	62 346 \$	218 709 \$

(1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou sur un court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois, en pratique, ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins opérationnels et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

Gestion du capital

Accord de Bâle III

En décembre 2012, le BSIF a publié la version définitive de sa *Ligne directrice sur les normes de fonds propres* en vertu de l'accord de Bâle III. Les ratios cibles « tout compris », y compris la réserve de conservation des fonds propres, qui ont été établis relativement aux capitaux propres ordinaires de première catégorie, au capital de première catégorie et au capital total, sont de 7 %, de 8,5 % et de 10,5 %, respectivement. La méthode dite « tout compris » inclut tous les ajustements réglementaires qui seront requis d'ici 2019, tout en maintenant les règles de retrait progressif des instruments de capital non admissibles. La version définitive de la ligne directrice du BSIF reporte également au 1^{er} janvier 2014 la mise en application des exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit. Afin de fournir des lignes directrices sur les normes de fonds propres s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale, le BSIF a publié, en mars 2013, la liste des six banques canadiennes, qui comprend RBC, désignées comme des banques d'importance systémique nationale. Un supplément au titre des fonds propres pondérés en fonction du risque de 1 % s'appliquera à ces banques, ce qui signifie que ces institutions devront assurer le maintien d'un ratio cible « tout compris » des capitaux propres ordinaires de première catégorie de 8 % à compter de janvier 2016. Pour plus de détails sur notre mise en œuvre des règles de l'accord de Bâle III, se reporter à la rubrique Gestion du capital de notre rapport annuel 2012.

Capital réglementaire, ratios de capital et actif pondéré en fonction des risques en vertu de l'accord de Bâle III

En vertu de l'accord de Bâle III, le capital réglementaire comprend les capitaux propres ordinaires de première catégorie, le capital de première catégorie et le capital de deuxième catégorie. Le capital total représente la somme de ces composantes.

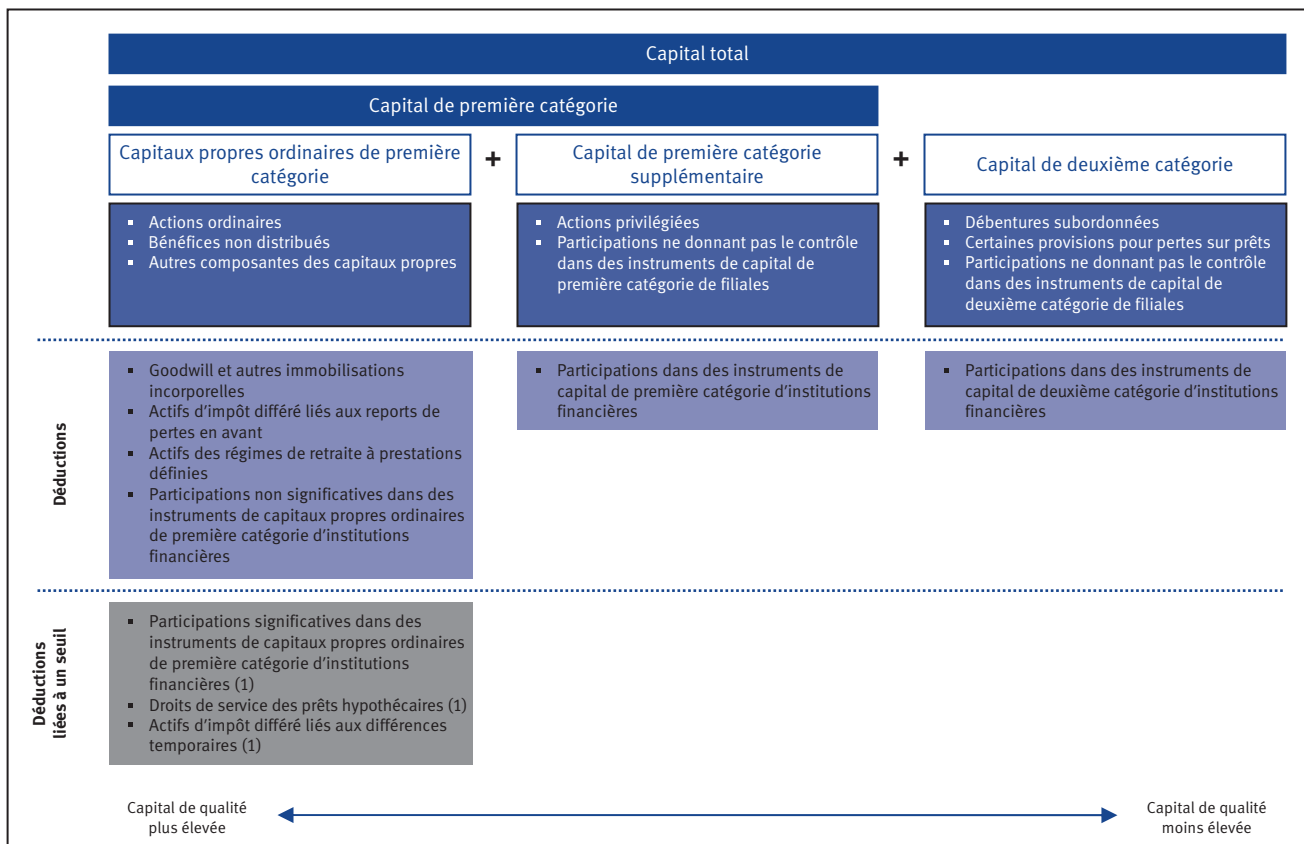
Les capitaux propres ordinaires de première catégorie comprennent le capital de la plus haute qualité. La portée des ajustements réglementaires aux termes de l'accord de Bâle III a été élargie afin d'y inclure la déduction intégrale de certains éléments ainsi que des composantes du capital supplémentaires qui sont assujettis aux déductions liées à un seuil.

La définition du capital de première catégorie a été modifiée et ce capital comprend principalement les capitaux propres ordinaires de première catégorie et certains éléments du capital de première catégorie. Le capital de deuxième catégorie comprend des débetures subordonnées qui satisfont à certains critères, certaines provisions pour pertes sur prêts ainsi que les participations sans contrôle dans des instruments de capital de deuxième catégorie de filiales. Le capital total représente la somme du capital de première catégorie et du capital de deuxième catégorie.

En vertu de l'accord de Bâle III, les exigences liées à l'actif pondéré en fonction des risques sont plus rigoureuses qu'en vertu de l'accord de Bâle II, et elles reflètent les éléments assujettis au seuil de pondération en fonction du risque de 250 % non déduits des capitaux propres ordinaires de première catégorie, la charge de capital accrue et la nouvelle charge de capital au titre du risque de crédit lié au facteur de corrélation de la valeur de l'actif des institutions financières et les positions ayant fait l'objet d'une compensation par l'entremise de contreparties centrales, ainsi que l'application d'une pondération à certaines déductions prévues par l'accord de Bâle II.

Les ratios de capital réglementaire sont calculés au moyen de la division des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital total par l'actif pondéré en fonction des risques. En attendant que le Comité de Bâle sur la supervision bancaire examine les exigences finales en matière d'endettement, le BSIF exige que les banques canadiennes maintiennent un coefficient actif-capital (qui est calculé en divisant le montant brut de l'actif ajusté par le capital total calculé sur une base transitoire en vertu de l'accord de Bâle III) égal ou inférieur au niveau maximal prescrit par le BSIF. Tous les éléments qui sont déduits du capital sont exclus du total de l'actif.

Le tableau suivant présente un sommaire des principales composantes des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie, du capital de deuxième catégorie et du capital total.



(1) Premier niveau : le montant par lequel chaque élément excède 10 % des capitaux propres ordinaires de première catégorie (compte tenu de toutes les déductions, mais avant les déductions liées au seuil) sera déduit des capitaux propres ordinaires de première catégorie. Deuxième niveau : le montant total des trois éléments non déduits du montant du premier niveau ci-dessus qui excède 15 % des capitaux propres ordinaires de première catégorie après les ajustements réglementaires sera déduit du capital, et le solde résiduel non déduit sera assujéti à une pondération en fonction du risque de 250 %.

Le tableau suivant présente un sommaire des ratios cibles réglementaires établis par le BSIF en vertu de l'accord de Bâle III.

Ratios du capital en vertu de l'accord de Bâle III	Exigences de ratio cible du capital réglementaire du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III					Ratios du capital de RBC au 30 avril 2013	Ratios cibles du BSIF atteints ou dépassés	Année d'application des exigences de ratio cible du BSIF (1)
	Ratio minimal	Réserve de conservation des fonds propres	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale lié aux capitaux propres ordinaires de première catégorie (1)	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale (1)			
Capitaux propres ordinaires de première catégorie (%)	>4,5 %	2,5 %	>7,0 %	1,0 %	>8,0 %	9,1 %	✓	2013/2016
Capital de première catégorie (%)	>6,0 %	2,5 %	>8,5 %	s.o.	>8,5 %	11,2 %	✓	2014
Capital total (%)	>8,0 %	2,5 %	>10,5 %	s.o.	>10,5 %	14,0 %	✓	2014

(1) Le supplément qui s'applique aux banques d'importance systémique nationale concerne uniquement les capitaux propres ordinaires de première catégorie, et il aura pris effet le 1^{er} janvier 2016.

Le tableau qui suit présente notre capital réglementaire, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de capital. Notre position de capital est demeurée solide au cours du trimestre et nos ratios de capital restent bien supérieurs aux cibles de capital réglementaire fixées par le BSIF.

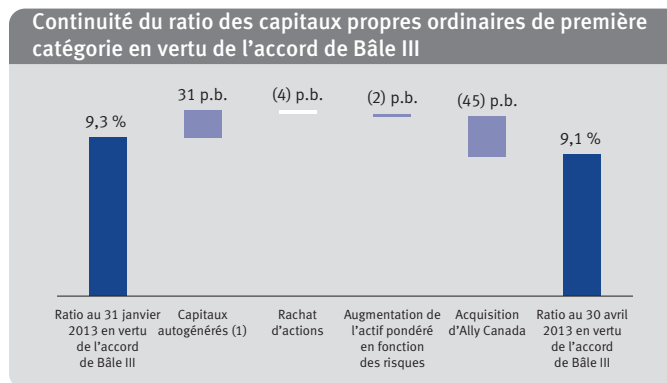
Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	Accord de Bâle III – Méthode « tout compris » (1)		Accord de Bâle II
	Au		
	30 avril 2013	31 janvier 2013	30 avril 2012
Capital			
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	28 288 \$	28 115 \$	s.o. (1)
Capital de première catégorie	34 942	34 769	35 151
Capital total	43 527	43 287	40 599
Actif pondéré en fonction des risques			
Risque de crédit	231 264 \$	223 318 \$	197 075 \$
Risque de marché	37 850	38 099	28 960
Risque opérationnel	42 323	41 711	39 699
Ajustement transitoire prescrit par le BSIF	–	–	1 404
Actif pondéré en fonction des risques	311 437 \$	303 128 \$	267 138 \$
Ratios de capital et coefficients			
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie (1)	9,1 %	9,3 %	s.o. (1)
Ratio du capital de première catégorie	11,2 %	11,5 %	13,2 %
Ratio du capital total	14,0 %	14,3 %	15,2 %
Coefficient actif-capital (2)	16,6 X	16,2 X	16,8 X
Montant brut de l'actif ajusté (en milliards) (2)	788,7 \$	762,7 \$	714,6 \$

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, nous calculons les ratios de capital et le coefficient actif-capital en vertu du cadre de l'accord de Bâle III. Les ratios de capital sont calculés selon la méthode « tout compris ». Les ratios de capital et le coefficient actif-capital de la période précédente ont été calculés en vertu du cadre de l'accord de Bâle II. L'accord de Bâle III et l'accord de Bâle II ne peuvent pas être comparés directement. Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie est une nouvelle mesure réglementaire prévue par le cadre de l'accord de Bâle III. Les capitaux propres ordinaires de première catégorie et le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie sont sans objet (s.o.) pour les périodes antérieures, car l'accord de Bâle III a été adopté de façon prospective, avec prise d'effet pour le premier trimestre de 2013.

(2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, le coefficient actif-capital est calculé sur une base transitoire, conformément à la ligne directrice du BSIF sur les normes de fonds propres. La base transitoire prévoit le calcul du capital en fonction de l'application progressive des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de capital non admissibles au cours de l'exercice considéré.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013



(1) Les capitaux autogénérés de 0,9 milliard de dollars représentent le bénéfice net attribuable aux actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.

Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III s'est établi à 9,1 %, en baisse de 20 points de base par rapport à 9,3 % au dernier trimestre, résultat qui découle principalement de l'acquisition d'Ally Canada, facteur neutralisé en partie par les capitaux autogénérés. Les rachats d'actions ordinaires ont réduit le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie d'environ 4 points de base.

Notre ratio du capital de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III a diminué de 30 points de base, en raison principalement des facteurs dont il est fait mention ci-dessus.

L'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 8 milliards de dollars, en raison principalement de l'acquisition d'Ally Canada et de l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques lié au risque opérationnel, facteurs neutralisés en partie par la réduction de l'actif pondéré en fonction des risques lié au risque de crédit, qui tient à la titrisation de prêts sur cartes de crédit et à la réduction des souscriptions de prêts de gros.

Notre ratio du capital total a diminué de 30 points de base, en raison essentiellement de l'acquisition d'Ally Canada, facteur neutralisé en partie par les capitaux autogénérés. Le remboursement ce trimestre de débentures subordonnées d'un capital de 1 milliard de dollars, qui constituent des instruments de capital de deuxième catégorie, n'a eu aucune incidence, car il s'agissait d'un remboursement d'instruments de capital non admissibles faisant l'objet d'un retrait progressif.

Au 30 avril 2013, notre coefficient actif-capital (sur une base transitoire) était de 16,6 fois, par rapport à 16,2 fois au dernier trimestre, résultat qui s'explique principalement par l'acquisition d'Ally Canada et par l'augmentation du montant brut de l'actif ajusté, facteur neutralisé en partie par les capitaux autogénérés.

Principales activités de gestion du capital

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion du capital pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2013		Pour le semestre clos le 30 avril 2013	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Capital de première catégorie				
Actions ordinaires émises				
Options sur actions exercées (1)	194	8 \$	1 158	52 \$
Actions achetées aux fins d'annulation	(2 089)	(21)	(2 089)	(21)
Capital de deuxième catégorie				
Émission de débentures subordonnées échéant le 6 décembre 2024 (2)		–		2 000
Remboursement de débentures subordonnées échéant le 11 mars 2018 (2)		1 000		1 000

(1) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Au 30 avril 2013	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions ordinaires en circulation	1 444 372	14 354 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation		
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AH	8 500	213
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AN (3)	9 000	225
À dividende non cumulatif, série AP (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AR (3)	14 000	350
À dividende non cumulatif, série AT (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AV (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AX (3)	13 000	325
Actions propres – privilégiées	(12)	–
Actions propres – ordinaires	701	40
Options sur actions		
En cours	12 051	
Pouvant être exercées	7 079	
Dividendes		
Actions ordinaires		910
Actions privilégiées		64

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.

(3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

En octobre 2012, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, en vertu de laquelle nous pouvons racheter un nombre maximal de 30 millions de nos actions ordinaires. Cette offre se poursuivra jusqu'au 31 octobre 2013. Au 24 mai 2013, nous avons racheté 2,1 millions de nos actions ordinaires en vertu de cette offre publique de rachat. Le coût total du rachat d'actions s'est établi à 128 millions de dollars et il se compose d'une valeur comptable de 21 millions et d'une prime supplémentaire de 107 millions payée lors du rachat.

Le 1^{er} mai 2013, nous avons annoncé notre intention de rembourser la totalité de nos débetures subordonnées d'un capital de 1 milliard de dollars échéant le 6 juin 2018, pour la valeur nominale majorée des intérêts courus. Nous prévoyons effectuer le remboursement le 6 juin 2013 et le financer à même nos fonds d'administration générale.

Au 24 mai 2013, le nombre d'actions ordinaires en circulation et d'options sur actions en cours se chiffrait à 1 444 664 811 et à 11 758 810, respectivement. Au 24 mai 2013, le nombre de nos actions propres privilégiées et ordinaires s'établissait à 22 456 et à (49 963), respectivement.

Capital attribué

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 30 avril 2013	le 31 janvier 2013	le 30 avril 2012
Risque de crédit	11 700 \$	11 400 \$	9 000 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	3 400	3 700	3 900
Risque opérationnel	4 050	4 100	3 750
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 600	2 850	2 750
Risque d'assurance	450	500	450
Goodwill et immobilisations incorporelles	10 800	10 150	9 700
Attribution du capital réglementaire	2 650	1 550	4 050
Capital attribué	35 650 \$	34 250 \$	33 600 \$
Sous-attribution de capital	5 350	5 750	2 400
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités abandonnées	–	–	400
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	41 000 \$	40 000 \$	36 400 \$

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le capital attribué a augmenté de 2 milliards de dollars, en raison principalement de l'accroissement du risque de crédit découlant de la croissance des activités, et de l'augmentation du risque de crédit ainsi que du goodwill et des immobilisations incorporelles en raison de l'acquisition d'Ally Canada et de la hausse du risque opérationnel reflétant la croissance des revenus. L'augmentation tient aussi à la hausse du goodwill et des immobilisations incorporelles reflétant l'acquisition de la participation additionnelle de 50 % dans RBC Services aux investisseurs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction de l'attribution du capital réglementaire tenant principalement au report de la mise en application d'exigences liées aux ajustements de l'évaluation du crédit et des mesures d'optimisation du bilan, ainsi que par la réduction du risque de marché reflétant en grande partie les mises à jour annuelles de nos méthodes.

Notre capitalisation demeure favorable, et le niveau actuel des capitaux disponibles excède le capital attribué requis pour couvrir tous nos risques importants. Le capital non attribué a augmenté par rapport à l'exercice précédent, car nous prenons en compte les exigences supplémentaires du BSIF en matière de capital pour les banques d'importance systémique nationale.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2013

Le capital attribué a augmenté de 1,4 milliard de dollars, en raison principalement de l'accroissement de l'attribution du capital réglementaire reflétant les exigences supplémentaires en matière de capital ayant trait aux risques liés à Ally Canada, ainsi que de l'augmentation du goodwill et des immobilisations incorporelles et du risque de crédit en raison de l'acquisition d'Ally Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une diminution du risque commercial et du risque lié aux immobilisations corporelles. Les avantages accrus de la diversification qui découlent de l'examen annuel de nos méthodes en ce qui a trait à tous les types de risques ont également diminué notre capital attribué.

Information financière supplémentaire

Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés

Risques liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2013				30 avril 2012			
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	Total	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	Total
Juste valeur des titres	184 \$	178 \$	16 \$	378 \$	217 \$	272 \$	16 \$	505 \$
Juste valeur des titres selon la note								
AAA	12 \$	– \$	– \$		1 \$	9 \$	– \$	
AA	38	3	–		53	16	–	
A	15	–	–		23	18	–	
BBB	24	–	–		8	1	–	
Inférieure à BBB-	95	175	16		132	228	16	
Total	184 \$	178 \$	16 \$	378 \$	217 \$	272 \$	16 \$	505 \$
Juste valeur des titres par année de montage								
2003 (ou avant)	7 \$	3 \$	– \$		3 \$	3 \$	– \$	
2004	6	30	–		33	23	–	
2005	83	83	16		84	121	16	
2006	60	36	–		64	44	–	
2007 et par la suite	28	26	–		33	81	–	
Total	184 \$	178 \$	16 \$	378 \$	217 \$	272 \$	16 \$	505 \$
Coût amorti des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	7 \$	28 \$	– \$	35 \$	8 \$	33 \$	– \$	41 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A	191 \$	206 \$	16 \$	413 \$	225 \$	305 \$	16 \$	546 \$

Sensibilité de la juste valeur des titres aux modifications des hypothèses :

Augmentation de 100 points de base de l'écart de taux	(5)\$	(14)\$
Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt	(1)	(7)
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	(17)	(18)
Diminution de 25 % des taux de remboursement anticipé	1	(4)

Risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, aux titres garantis par des créances (TGC) et aux prêts hypothécaires

Certaines activités et transactions que nous effectuons nous exposent au risque de défaillance lié aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui s'est établie à 413 millions de dollars, représente moins de 0,1 % du total de notre actif au 30 avril 2013, par rapport à 546 millions, ou 0,1 % à l'exercice précédent. La diminution de 133 millions de dollars s'explique principalement par la vente de titres.

Deuxième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles illustré dans le tableau ci-dessus pourrait être exposé aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. Au 30 avril 2013, notre exposition aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain s'est établie à 184 millions de dollars, en baisse de 33 millions, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à la vente de certains titres. Relativement à ces risques, une tranche de 65 millions de dollars, ou 35 %, de nos placements connexes présentait une note A ou mieux, soit une diminution de 12 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison de la vente de certains titres.

Au 30 avril 2013, nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain qui présentaient une note AAA représentaient 7 % du total des placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain, comparativement à moins de 1 % à l'exercice précédent. Au 30 avril 2013, notre exposition aux prêts à risque aux États-Unis se chiffrait à 7 millions de dollars, soit une diminution de 1 million par rapport à l'exercice précédent.

Du total de notre portefeuille de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 178 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain a diminué de 94 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la vente de certains de nos placements. Environ 35 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis en 2006 et par la suite, comparativement à 46 % à l'exercice précédent. Au 30 avril 2013, notre exposition aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui s'est établie à 28 millions de dollars, a diminué de 5 millions par rapport à l'exercice précédent.

Du total de notre portefeuille de TGC, des placements de 16 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain, résultat relativement inchangé par rapport à l'exercice précédent. Au 30 avril 2013, la juste valeur des TGC de sociétés, qui se composent principalement de titres garantis par des prêts de sociétés de 1,8 milliard de dollars, a diminué de 0,4 milliard par rapport à l'exercice précédent.

Arrangements hors bilan

Pour de plus amples renseignements sur nos arrangements hors bilan, y compris les conduits multicédants, les instruments de placement structurés et les autres entités à détenteurs de droits variables au 30 avril 2013, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

Financement avec endettement

Nos services de financement avec endettement comprennent les activités de financement des infrastructures, des services essentiels et d'autres types de financement. Ils ne comprennent ni le financement de première qualité, ni le financement de qualité inférieure pour lequel il n'y a pas de commandite liée aux placements privés. Au 30 avril 2013, le total de nos engagements de financement capitalisés et non capitalisés s'établissait à 11,7 milliards de dollars, soit une hausse de 3,5 milliards par rapport à l'exercice précédent, qui reflète l'accroissement des volumes de transactions des clients. Au 30 avril 2013, le total de nos engagements de financement capitalisés et non capitalisés représentait 1,4 % du total de l'actif, comparativement à 1,0 % à l'exercice précédent.

Informations sur les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 127 millions de dollars au 30 avril 2013.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur

D'importants transferts d'instruments entre les niveaux 1, 2 et 3 ont eu lieu ce trimestre, selon la hiérarchie de la juste valeur définie dans IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 3 de nos états financiers résumés.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2013				
	Juste valeur (1)	Niveau 1 (1)	Niveau 2 (1)	Niveau 3 (1)	Total
Actifs financiers					
Valeurs mobilières évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	139 786 \$	41 %	58 %	1 %	100 %
Disponibles à la vente	36 037	11	71	18	100
Prêts de gros	1 766	0	69	31	100
Dérivés	123 557	2	97	1	100
Autres actifs	907	52	47	1	100
Passifs financiers					
Dépôts	65 103 \$	0 %	85 %	15 %	100 %
Dérivés	127 865	1	97	2	100

(1) Juste valeur des actifs et des passifs en pourcentage du total de l'actif et du passif évalués à la juste valeur sur une base récurrente pour les catégories présentées dans le tableau ci-dessus; ne reflète pas l'incidence de la compensation.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Sommaire des méthodes comptables et des estimations

Nos états financiers résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les principales méthodes comptables sont présentées à la note 2 de nos états financiers résumés, ainsi qu'à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2012.

Changements de méthodes comptables et informations à fournir

Changements de méthodes comptables

Modifications apportées à IAS 1, *Présentation des états financiers*

Au premier trimestre, nous avons adopté IAS 1, *Présentation des états financiers* (modifications d'IAS 1), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) en juin 2011. En vertu des modifications, les éléments présentés dans les autres éléments du résultat global doivent être classés différemment selon qu'ils seront reclassés ou non en résultat net à une date future. L'adoption de la norme n'a eu aucune incidence sur nos résultats financiers.

Modifications apportées à IAS 12, *Impôts sur le résultat*

Au premier trimestre, nous avons adopté IAS 12, *Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents* (modifications d'IAS 12), publiée par l'IASB en décembre 2010. Les modifications prévoient des lignes directrices concernant l'impôt différé lié à un immeuble de placement évalué selon le modèle de la juste valeur, ainsi que les actifs non amortissables évalués selon le modèle de la réévaluation. L'adoption de la norme n'a eu aucune incidence sur nos résultats financiers.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 30 avril 2013, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux règles adoptées par la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 30 avril 2013.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2013, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Nos politiques et procédures relatives aux transactions entre parties liées n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 octobre 2012. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 29 de nos états financiers consolidés annuels de 2012.

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2013	31 janvier 2013	31 octobre 2012	30 avril 2012
Actif				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	14 503 \$	13 741 \$	12 617 \$	8 828 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	6 981	8 499	10 255	11 925
Valeurs mobilières (note 4)				
Titres détenus à des fins de transaction	139 786	130 758	120 783	125 046
Titres disponibles à la vente	36 543	38 467	40 828	39 396
	176 329	169 225	161 611	164 442
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	124 644	121 333	112 257	108 600
Prêts (note 5)				
Prêts de détail	312 520	302 193	301 185	291 751
Prêts de gros	86 049	80 745	79 056	72 987
	398 569	382 938	380 241	364 738
Provision pour pertes sur prêts (note 5)	(1 966)	(1 954)	(1 997)	(2 019)
	396 603	380 984	378 244	362 719
Placements au nom des détenteurs de fonds distincts	438	406	383	351
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 275	9 312	9 385	8 656
Dérivés (note 6)	93 693	87 243	91 293	87 863
Locaux et matériel, montant net	2 677	2 678	2 691	2 753
Goodwill	8 106	7 459	7 485	7 440
Autres immobilisations incorporelles	2 725	2 698	2 686	2 132
Actifs liés aux activités abandonnées	–	–	–	277
Participations dans des entreprises associées	132	129	125	162
Coût des prestations de retraite payé d'avance	1 089	999	1 049	1 051
Autres actifs	30 335	32 879	35 019	33 172
	148 032	143 397	149 733	143 506
Total de l'actif	867 530 \$	837 585 \$	825 100 \$	800 371 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts (note 8)				
Particuliers	187 581 \$	184 330 \$	179 502 \$	173 351 \$
Entreprises et gouvernements	328 608	313 256	312 882	302 947
Banques	15 058	17 075	15 835	19 577
	531 247	514 661	508 219	495 875
Contrats d'assurance et de placement pour le compte des détenteurs de fonds distincts	438	406	383	351
Autres				
Acceptations	9 275	9 312	9 385	8 656
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	49 628	50 062	40 756	50 150
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	72 384	64 329	64 032	55 169
Dérivés (note 6)	97 665	92 262	96 761	92 104
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	8 228	7 956	7 921	7 621
Passifs liés aux activités abandonnées	–	–	–	34
Charge à payer au titre des prestations et des autres avantages postérieurs à l'emploi constitués	1 786	1 628	1 729	1 667
Autres passifs	39 454	39 552	41 371	37 086
	278 420	265 101	261 955	252 487
Déventures subordonnées (note 10)	8 503	9 441	7 615	7 553
Titres de fiducie de capital	899	900	900	895
Total du passif	819 507	790 509	779 072	757 161
Capitaux propres attribuables aux actionnaires				
Actions privilégiées	4 813	4 813	4 813	4 813
Actions ordinaires (émises – 1 444 372 468, 1 446 267 084, 1 445 302 600 et 1 442 842 649) (note 10)	14 354	14 367	14 323	14 206
Actions propres – privilégiées [détenues – 12 098, 44 805, (41 632) et 30 601]	–	(1)	1	(1)
– ordinaires [détenues – (701 082), 326 556, (543 276) et 381 990]	40	(22)	30	(21)
Bénéfices non distribués	26 191	25 375	24 270	21 983
Autres composantes des capitaux propres	853	780	830	457
	46 251	45 312	44 267	41 437
Participations ne donnant pas le contrôle	1 772	1 764	1 761	1 773
Total des capitaux propres	48 023	47 076	46 028	43 210
Total du passif et des capitaux propres	867 530 \$	837 585 \$	825 100 \$	800 371 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2013	le 31 janvier 2013	le 30 avril 2012	le 30 avril 2013	le 30 avril 2012
Revenu d'intérêt					
Prêts	3 995 \$	4 054 \$	3 869 \$	8 049 \$	7 776 \$
Valeurs mobilières	887	961	984	1 848	2 015
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	237	249	230	486	447
Dépôts	14	13	17	27	33
	5 133	5 277	5 100	10 410	10 271
Frais d'intérêt					
Dépôts	1 386	1 423	1 503	2 809	3 047
Autres passifs	433	477	470	910	997
Débitures subordonnées	91	92	96	183	193
	1 910	1 992	2 069	3 902	4 237
Revenu net d'intérêt	3 223	3 285	3 031	6 508	6 034
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 246	1 021	926	2 267	2 476
Revenus tirés des activités de négociation	151	356	349	507	745
Commissions de gestion de placements et de services de garde	605	609	496	1 214	993
Revenus tirés des fonds communs de placement	622	594	506	1 216	1 005
Commissions de courtage en valeurs mobilières	336	321	304	657	591
Frais bancaires	354	354	333	708	667
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	401	469	386	870	680
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	186	175	177	361	323
Revenus sur cartes	232	254	206	486	443
Commissions de crédit	246	286	173	532	361
Profit net sur les titres disponibles à la vente (note 4)	44	66	(17)	110	(2)
Quote-part des bénéfices (pertes) des entreprises associées	2	6	6	8	16
Autres	121	114	48	235	166
Revenus autres que d'intérêt	4 546	4 625	3 893	9 171	8 464
Total des revenus	7 769	7 910	6 924	15 679	14 498
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 5)	288	349	348	637	615
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	938	705	640	1 643	1 851
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	2 551	2 632	2 313	5 183	4 642
Matériel	270	273	246	543	490
Frais d'occupation	306	305	289	611	567
Communications	179	161	185	340	362
Honoraires	182	160	158	342	312
Impartition de services de traitement	69	60	70	129	135
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	139	135	127	274	256
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	161	–	161
Autres	315	325	308	640	603
	4 011	4 051	3 857	8 062	7 528
Bénéfice avant impôt lié aux activités poursuivies	2 532	2 805	2 079	5 337	4 504
Impôt sur le résultat	596	735	516	1 331	1 065
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 936	2 070	1 563	4 006	3 439
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	(30)	–	(51)
Bénéfice net	1 936 \$	2 070 \$	1 533 \$	4 006 \$	3 388 \$
Bénéfice net attribuable aux :					
Actionnaires	1 912 \$	2 045 \$	1 508 \$	3 957 \$	3 338 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	24	25	25	49	50
	1 936 \$	2 070 \$	1 533 \$	4 006 \$	3 388 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 11)	1,28 \$	1,37 \$	1,00 \$	2,65 \$	2,23 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,28	1,37	1,02	2,65	2,26
Perte de base par action liée aux activités abandonnées (en dollars)	–	–	(0,02)	–	(0,03)
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 11)	1,27	1,36	0,99	2,62	2,21
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,27	1,36	1,01	2,62	2,24
Perte diluée par action liée aux activités abandonnées (en dollars)	–	–	(0,02)	–	(0,03)
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,63	0,60	0,57	1,23	1,11

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2013	le 31 janvier 2013	le 30 avril 2012	le 30 avril 2013	le 30 avril 2012
Bénéfice net	1 936 \$	2 070 \$	1 533 \$	4 006 \$	3 388 \$
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale), déduction faite de l'impôt					
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :					
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente					
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	102	2	(68)	104	(11)
Reclassement en résultat de (profits nets) pertes nettes sur les titres disponibles à la vente	(23)	(50)	25	(73)	11
	79	(48)	(43)	31	–
Écarts de change					
Profits (pertes) de change latents	170	(51)	(326)	119	(275)
(Pertes nettes) profits nets de change liés aux activités de couverture	(95)	37	216	(58)	213
Reclassement en résultat de profits sur les activités de couverture des investissements nets	–	–	(1)	–	–
	75	(14)	(111)	61	(62)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
(Pertes nettes) profits nets sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(73)	24	(64)	(49)	3
Reclassement de (profits) pertes sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(8)	(12)	8	(20)	27
	(81)	12	(56)	(69)	30
Total des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale), déduction faite de l'impôt	73	(50)	(210)	23	(32)
Total du bénéfice global	2 009 \$	2 020 \$	1 323 \$	4 029 \$	3 356 \$
Total du bénéfice global attribuable aux :					
Actionnaires	1 985 \$	1 995 \$	1 298 \$	3 980 \$	3 305 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	24	25	25	49	51
	2 009 \$	2 020 \$	1 323 \$	4 029 \$	3 356 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2013	le 31 janvier 2013	le 30 avril 2012	le 30 avril 2013	le 30 avril 2012
Charge (économie) d'impôt liée aux profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	37 \$	(9)\$	(13)\$	28 \$	2 \$
(Charge) économie d'impôt liée au reclassement en résultat de (profits nets) pertes nettes sur les titres disponibles à la vente	(4)	(5)	9	(9)	2
Économie d'impôt liée aux profits (pertes) de change latents	–	(1)	–	(1)	–
(Économie) charge d'impôt liée aux (pertes) profits de change liés aux activités de couverture	(33)	13	72	(20)	85
Charge d'impôt liée au reclassement en résultat de profits sur les activités de couverture des investissements nets	–	–	(3)	–	(6)
(Économie) charge d'impôt liée aux (pertes) profits sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(26)	8	(23)	(18)	–
(Charge) économie d'impôt liée au reclassement en résultat de (profits) pertes sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(3)	(4)	3	(7)	11
Total de (l'économie) la charge d'impôt	(29)\$	2 \$	45 \$	(27)\$	94 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Autres composantes des capitaux propres										Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écarts de change	Couvertures de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
en millions de dollars canadiens)												
Solde au 31 janvier 2012	4 813 \$	14 113 \$	– \$	15 \$	21 364 \$	302 \$	119 \$	246 \$	667 \$	40 972 \$	1 758 \$	42 730 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	–	93	–	–	–	–	–	–	–	93	–	93
Actions propres – ventes	–	–	24	1 444	–	–	–	–	–	1 468	–	1 468
Actions propres – achats	–	–	(25)	(1 480)	–	–	–	–	–	(1 505)	–	(1 505)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(3)	–	–	–	–	(3)	–	(3)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(822)	–	–	–	–	(822)	–	(822)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(65)	–	–	–	–	(65)	–	(65)
Autres	–	–	–	–	1	–	–	–	–	1	(9)	(8)
Bénéfice net	–	–	–	–	1 508	–	–	–	–	1 508	25	1 533
Total des autres éléments du résultat global	–	–	–	–	–	(44)	(110)	(56)	(210)	(210)	(1)	(211)
Solde au 30 avril 2012	4 813 \$	14 206 \$	(1) \$	(21) \$	21 983 \$	258 \$	9 \$	190 \$	457 \$	41 437 \$	1 773 \$	43 210 \$
Solde au 31 octobre 2012	4 813 \$	14 323 \$	1 \$	30 \$	24 270 \$	419 \$	195 \$	216 \$	830 \$	44 267 \$	1 761 \$	46 028 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	–	44	–	–	–	–	–	–	–	44	–	44
Actions propres – ventes	–	–	45	636	–	–	–	–	–	681	–	681
Actions propres – achats	–	–	(47)	(688)	–	–	–	–	–	(735)	–	(735)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(2)	–	–	–	–	(2)	–	(2)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(868)	–	–	–	–	(868)	–	(868)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(65)	–	–	–	–	(65)	(47)	(112)
Autres	–	–	–	–	(5)	–	–	–	–	(5)	25	20
Bénéfice net	–	–	–	–	2 045	–	–	–	–	2 045	25	2 070
Total des autres éléments du résultat global	–	–	–	–	–	(48)	(14)	12	(50)	(50)	–	(50)
Solde au 31 janvier 2013	4 813 \$	14 367 \$	(1) \$	(22) \$	25 375 \$	371 \$	181 \$	228 \$	780 \$	45 312 \$	1 764 \$	47 076 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	–	8	–	–	–	–	–	–	–	8	–	8
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(21)	–	–	(107)	–	–	–	–	(128)	–	(128)
Actions propres – ventes	–	–	25	1 256	–	–	–	–	–	1 281	–	1 281
Actions propres – achats	–	–	(24)	(1 194)	–	–	–	–	–	(1 218)	–	(1 218)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(910)	–	–	–	–	(910)	–	(910)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(64)	–	–	–	–	(64)	–	(64)
Autres	–	–	–	–	(15)	–	–	–	–	(15)	(16)	(31)
Bénéfice net	–	–	–	–	1 912	–	–	–	–	1 912	24	1 936
Total des autres éléments du résultat global	–	–	–	–	–	79	75	(81)	73	73	–	73
Solde au 30 avril 2013	4 813 \$	14 354 \$	– \$	40 \$	26 191 \$	450 \$	256 \$	147 \$	853 \$	46 251 \$	1 772 \$	48 023 \$

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Autres composantes des capitaux propres										Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écarts de change	Couvertures de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Solde au 31 octobre 2011	4 813 \$	14 010 \$	– \$	8 \$	20 381 \$	259 \$	71 \$	160 \$	490 \$	39 702 \$	1 761 \$	41 463 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	–	196	–	–	–	–	–	–	–	196	–	196
Actions propres – ventes	–	–	53	3 239	–	–	–	–	–	3 292	–	3 292
Actions propres – achats	–	–	(54)	(3 268)	–	–	–	–	–	(3 322)	–	(3 322)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(5)	–	–	–	–	(5)	–	(5)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 600)	–	–	–	–	(1 600)	–	(1 600)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(129)	–	–	–	–	(129)	–	(175)
Autres	–	–	–	–	(2)	–	–	–	–	(2)	–	5
Bénéfice net	–	–	–	–	3 338	–	–	–	–	3 338	50	3 388
Total des autres éléments du résultat global	–	–	–	–	(1)	(62)	30	–	(33)	–	1	(32)
Solde au 30 avril 2012	4 813 \$	14 206 \$	(1) \$	(21) \$	21 983 \$	258 \$	9 \$	190 \$	457 \$	41 437 \$	1 773 \$	43 210 \$
Solde au 31 octobre 2012	4 813 \$	14 323 \$	1 \$	30 \$	24 270 \$	419 \$	195 \$	216 \$	830 \$	44 267 \$	1 761 \$	46 028 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	–	52	–	–	–	–	–	–	–	52	–	52
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(21)	–	–	(107)	–	–	–	–	(128)	–	(128)
Actions propres – ventes	–	–	70	1 892	–	–	–	–	–	1 962	–	1 962
Actions propres – achats	–	–	(71)	(1 882)	–	–	–	–	–	(1 953)	–	(1 953)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(2)	–	–	–	–	(2)	–	(2)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 778)	–	–	–	–	(1 778)	–	(1 778)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(129)	–	–	–	–	(129)	–	(176)
Autres	–	–	–	–	(20)	–	–	–	–	(20)	–	(11)
Bénéfice net	–	–	–	–	3 957	–	–	–	–	3 957	49	4 006
Total des autres éléments du résultat global	–	–	–	–	31	61	(69)	23	–	–	–	23
Solde au 30 avril 2013	4 813 \$	14 354 \$	– \$	40 \$	26 191 \$	450 \$	256 \$	147 \$	853 \$	46 251 \$	1 772 \$	48 023 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2013	le 31 janvier 2013	le 30 avril 2012	le 30 avril 2013	le 30 avril 2012
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Bénéfice net	1 936 \$	2 070 \$	1 533 \$	4 006 \$	3 388 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet de trésorerie et autres					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	288	349	382	637	732
Amortissement	114	112	102	226	210
Impôt différé	(128)	114	115	(14)	293
Perte de valeur et amortissement du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	139	135	293	274	437
(Profit) perte à la vente de locaux et de matériel	(1)	(1)	14	(2)	21
(Profit) perte sur les titres disponibles à la vente	(48)	(79)	9	(127)	(41)
Réduction de valeur de titres disponibles à la vente	4	13	10	17	26
Quote-part des bénéfices des entreprises associées	(2)	(6)	(6)	(8)	(15)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs opérationnels					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	272	35	(60)	307	502
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	251	(406)	291	(155)	(138)
Impôt exigible	(225)	382	(64)	157	(878)
Actifs dérivés	(6 446)	4 050	15 483	(2 396)	11 789
Passifs dérivés	5 402	(4 499)	(14 660)	903	(8 419)
Titres détenus à des fins de transaction	(9 028)	(9 975)	(1 550)	(19 003)	2 529
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation	(5 234)	(2 697)	(8 441)	(7 931)	(14 499)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et des titres empruntés	(3 311)	(9 076)	(12 388)	(12 387)	(23 653)
Variation des dépôts	7 608	6 442	6 012	14 050	16 259
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	8 055	297	1 511	8 352	12 292
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	(434)	9 306	12 792	8 872	5 866
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(545)	490	(1 631)	(55)	(748)
Autres	3 175	(453)	(2 400)	2 722	(6 948)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles	1 842	(3 397)	(2 653)	(1 555)	(995)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	1 518	1 756	(6 081)	3 274	(5 465)
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	755	3 099	5 077	3 854	6 933
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	9 674	11 152	12 095	20 826	24 085
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(8 370)	(12 217)	(14 879)	(20 587)	(30 048)
Produit de l'arrivée à échéance de titres détenus jusqu'à leur échéance	48	150	-	198	131
Acquisitions de titres détenus jusqu'à leur échéance	(47)	(126)	(47)	(173)	(202)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(152)	(249)	(391)	(401)	(762)
Produit de cessions	-	-	2 677	-	2 677
Flux de trésorerie affectés aux acquisitions	(2 537)	-	(6)	(2 537)	(6)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	889	3 565	(1 555)	4 454	(2 657)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Émission de débentures subordonnées	-	2 046	-	2 046	-
Remboursement de débentures subordonnées	(1 000)	-	(1 000)	(1 000)	(1 000)
Émission d'actions ordinaires	8	44	31	52	75
Actions rachetées aux fins d'annulation	(128)	-	-	(128)	-
Actions propres - ventes	1 281	681	1 468	1 962	3 292
Actions propres - achats	(1 218)	(735)	(1 505)	(1 953)	(3 322)
Dividendes versés	(933)	(932)	(780)	(1 865)	(1 563)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	-	(47)	-	(47)	(46)
Variation des emprunts à court terme des filiales	1	(97)	(16)	(96)	(29)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités de financement	(1 989)	960	(1 802)	(1 029)	(2 593)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	20	(4)	(118)	16	(67)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	762	1 124	(6 128)	1 886	(6 312)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période (1)	13 741	12 617	14 960	12 617	15 144
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période (1)	14 503 \$	13 741 \$	8 832 \$	14 503 \$	8 832 \$
Trésorerie et montants à recevoir de banques	14 503 \$	13 741 \$	8 828 \$	14 503 \$	8 828 \$
Trésorerie et montants à recevoir de banques compris dans les actifs liés aux activités abandonnées	-	-	4	-	4
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période (1)	14 503 \$	13 741 \$	8 832 \$	14 503 \$	8 832 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles comprennent les éléments suivants :					
Intérêts versés	1 379 \$	2 371 \$	1 572 \$	3 750 \$	4 171 \$
Intérêts reçus	4 733	5 064	4 789	9 797	9 973
Dividendes reçus	366	369	324	735	641
Impôt sur le résultat payé	827	260	549	1 087	1 875

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,6 milliards de dollars au 30 avril 2013 (2,5 milliards au 31 janvier 2013; 2,1 milliards au 31 octobre 2012; 1,9 milliard au 30 avril 2012; 2,1 milliards au 31 janvier 2012; 2,0 milliards au 31 octobre 2011).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels, et ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels 2012 audités et les notes annexes présentés aux pages 98 à 192 de notre rapport annuel 2012. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 29 mai 2013, le conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

Les états financiers résumés ont été préparés au moyen de méthodes comptables cohérentes par rapport à celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels 2012 audités.

Changements de méthodes comptables**Modifications apportées à IAS 1, *Présentation des états financiers***

Au cours du premier trimestre, nous avons adopté les modifications à IAS 1, *Présentation des états financiers* (les modifications à IAS 1) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) en juin 2011. Ces modifications exigent que les éléments présentés dans l'état du résultat global soient répartis par catégorie, selon que ces éléments seront reclassés en résultat à une date ultérieure ou non. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence sur nos résultats financiers.

Modifications apportées à IAS 12, *Impôts sur le résultat*

Au cours du premier trimestre, nous avons adopté les modifications à IAS 12, *Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents, Impôts sur le résultat* (les modifications à IAS 12), publiées par l'IASB en décembre 2010. Ces modifications fournissent des directives sur l'impôt différé lié aux immeubles de placement évalués selon le modèle de la juste valeur et sur l'impôt différé lié aux actifs non amortissables évalués selon le modèle de la réévaluation. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence sur nos résultats financiers.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers**Valeur comptable et juste valeur de certains instruments financiers**

Les tableaux suivants illustrent la comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier.

	Au 30 avril 2013							Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur			
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction au coût amorti	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti			
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	129 501 \$	10 285 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	139 786 \$	139 786 \$	
Titres disponibles à la vente	–	–	36 060	–	–	483	36 543	36 543	
Total des valeurs mobilières	129 501	10 285	36 060	–	–	483	176 329	176 329	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	93 681	–	30 963	30 963	–	124 644	124 644	
Prêts									
Prêts de détail	–	–	–	311 389	310 260	–	311 389	310 260	
Prêts de gros	46	1 720	–	83 448	83 176	–	85 214	84 942	
Total des prêts	46	1 720	–	394 837	393 436	–	396 603	395 202	
Autres									
Dérivés	93 693	–	–	–	–	–	93 693	93 693	
Autres actifs	–	907	–	23 152	23 152	–	24 059	24 059	
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	– \$	7 276 \$	– \$	180 305 \$	180 529 \$	– \$	187 581 \$	187 805 \$	
Entreprises et gouvernements (1)	–	55 542	–	273 066	273 681	–	328 608	329 223	
Banques (2)	–	2 285	–	12 773	12 773	–	15 058	15 058	
Total des dépôts	–	65 103	–	466 144	466 983	–	531 247	532 086	
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	49 628	–	–	–	–	–	49 628	49 628	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	64 591	–	7 793	7 793	–	72 384	72 384	
Dérivés	97 665	–	–	–	–	–	97 665	97 665	
Autres passifs	85	30	–	35 855	35 855	–	35 970	35 970	
Débitures subordonnées	–	108	–	8 395	8 365	–	8 503	8 473	
Titres de fiducie de capital	–	–	–	899	925	–	899	925	

	Au 31 janvier 2013								
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur		Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction au coût amorti	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti			
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	120 963 \$	9 795 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	130 758 \$	130 758 \$	
Titres disponibles à la vente	–	–	37 982	–	–	485	38 467	38 467	
Total des valeurs mobilières	120 963	9 795	37 982	–	–	485	169 225	169 225	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	92 262	–	29 071	29 071	–	121 333	121 333	
Prêts									
Prêts de détail	–	–	–	301 055	298 154	–	301 055	298 154	
Prêts de gros	71	1 515	–	78 343	77 930	–	79 929	79 516	
Total des prêts	71	1 515	–	379 398	376 084	–	380 984	377 670	
Autres									
Dérivés	87 243	–	–	–	–	–	87 243	87 243	
Autres actifs	–	738	–	35 506	35 506	–	36 244	36 244	
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	– \$	7 219 \$	– \$	177 111 \$	177 324 \$	– \$	184 330 \$	184 543 \$	
Entreprises et gouvernements (1)	–	47 281	–	265 975	266 355	–	313 256	313 636	
Banques (2)	–	5 253	–	11 822	11 822	–	17 075	17 075	
Total des dépôts	–	59 753	–	454 908	455 501	–	514 661	515 254	
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 062	–	–	–	–	–	50 062	50 062	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	57 205	–	7 124	7 124	–	64 329	64 329	
Dérivés	92 262	–	–	–	–	–	92 262	92 262	
Autres passifs	65	31	–	45 380	45 380	–	45 476	45 476	
Débitures subordonnées	–	110	–	9 331	9 231	–	9 441	9 341	
Titres de fiducie de capital	–	–	–	900	933	–	900	933	

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 octobre 2012							
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur		Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction au coût amorti	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction			
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Valeurs mobilières								
Titres détenus à des fins de transaction	111 114 \$	9 669 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	120 783 \$	120 783 \$
Titres disponibles à la vente	–	–	40 320	–	–	508	40 828	40 828
Total des valeurs mobilières	111 114	9 669	40 320	–	–	508	161 611	161 611
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	86 918	–	25 339	25 339	–	112 257	112 257
Prêts								
Prêts de détail	–	–	–	300 043	297 490	–	300 043	297 490
Prêts de gros	–	1 232	–	76 969	76 506	–	78 201	77 738
Total des prêts	–	1 232	–	377 012	373 996	–	378 244	375 228
Autres								
Dérivés	91 293	–	–	–	–	–	91 293	91 293
Autres actifs	–	705	–	36 600	36 600	–	37 305	37 305
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	– \$	7 167 \$	– \$	172 335 \$	172 625 \$	– \$	179 502 \$	179 792 \$
Entreprises et gouvernements (1)	–	49 336	–	263 546	263 909	–	312 882	313 245
Banques (2)	–	2 524	–	13 311	13 311	–	15 835	15 835
Total des dépôts	–	59 027	–	449 192	449 845	–	508 219	508 872
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	40 756	–	–	–	–	–	40 756	40 756
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	58 709	–	5 323	5 323	–	64 032	64 032
Dérivés	96 761	–	–	–	–	–	96 761	96 761
Autres passifs	101	29	–	47 635	47 635	–	47 765	47 765
Débitures subordonnées	–	122	–	7 493	7 405	–	7 615	7 527
Titres de fiducie de capital	–	–	–	900	941	–	900	941

	Au 30 avril 2012								
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur		Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction au coût amorti	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti			
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	114 991 \$	10 055 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	125 046 \$	125 046 \$	
Titres disponibles à la vente	–	–	38 870	–	–	526	39 396	39 396	
Total des valeurs mobilières	114 991	10 055	38 870	–	–	526	164 442	164 442	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés									
	–	89 462	–	19 138	19 138	–	108 600	108 600	
Prêts									
Prêts de détail	–	–	–	290 584	287 993	–	290 584	287 993	
Prêts de gros	16	1 289	–	70 830	69 640	–	72 135	70 945	
Total des prêts	16	1 289	–	361 414	357 633	–	362 719	358 938	
Autres									
Dérivés	87 863	–	–	–	–	–	87 863	87 863	
Autres actifs	–	568	–	34 930	34 930	–	35 498	35 498	
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	– \$	5 458 \$	– \$	167 893 \$	168 213 \$	– \$	173 351 \$	173 671 \$	
Entreprises et gouvernements (1)	–	49 323	–	253 624	253 350	–	302 947	302 673	
Banques (2)	–	3 718	–	15 859	15 859	–	19 577	19 577	
Total des dépôts	–	58 499	–	437 376	437 422	–	495 875	495 921	
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 150	–	–	–	–	–	50 150	50 150	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	47 632	–	7 537	7 537	–	55 169	55 169	
Dérivés	92 104	–	–	–	–	–	92 104	92 104	
Autres passifs	78	13	–	43 011	43 012	–	43 102	43 103	
Débitures subordonnées	–	113	–	7 440	7 320	–	7 553	7 433	
Titres de fiducie de capital	–	–	–	895	945	–	895	945	

(1) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(2) Les banques désignent les banques réglementées.

Juste valeur des actifs et des passifs classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les tableaux suivants présentent les instruments financiers évalués à la juste valeur et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur définie dans IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* (« IFRS 7 »). IFRS 7 exige que tous les instruments financiers évalués à la juste valeur soient classés dans l'un des trois niveaux de la hiérarchie décrite ci-dessous aux fins de la présentation d'informations. Chaque niveau correspond à un degré de transparence des données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs :

- Niveau 1 – Les données correspondent à des prix cotés non ajustés d'instruments identiques sur des marchés actifs.
- Niveau 2 – Les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 3 – Une ou plusieurs données importantes utilisées dans la technique d'évaluation sont non observables aux fins du calcul de la juste valeur des instruments.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Au													
	30 avril 2013					31 janvier 2013								
	Évaluations à la juste valeur selon le (1)			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le (1)			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur		
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1				Niveau 2	Niveau 3						
Actifs financiers														
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	– \$	544 \$	– \$	544 \$		\$	544 \$	– \$	670 \$	– \$	670 \$		\$	670 \$
Valeurs mobilières														
Titres détenus à des fins de transaction														
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (2)														
Gouvernement fédéral	8 975	7 789	–	16 764		16 764	8 310	6 199	–	14 509		14 509		
Provinces et municipalités	–	10 761	–	10 761		10 761	–	10 120	–	10 120		10 120		
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	3 328	24 808	64	28 200		28 200	4 442	17 420	42	21 904		21 904		
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3)	4 417	9 160	1	13 578		13 578	4 845	8 955	330	14 130		14 130		
Titres adossés à des créances hypothécaires (2)	–	862	43	905		905	–	798	122	920		920		
Titres adossés à des actifs TGC (4)	–	–	31	31		31	–	–	41	41		41		
Titres non garantis par des créances	–	1 020	255	1 275		1 275	–	839	189	1 028		1 028		
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	23	24 100	677	24 800		24 800	188	23 623	417	24 228		24 228		
Titres de participation	41 038	2 238	196	43 472		43 472	41 487	2 133	258	43 878		43 878		
	57 781	80 738	1 267	139 786		139 786	59 272	70 087	1 399	130 758		130 758		
Titres disponibles à la vente (5)														
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (2)														
Gouvernement fédéral	358	10 616	–	10 974		10 974	404	10 438	–	10 842		10 842		
Provinces et municipalités	–	1 079	–	1 079		1 079	–	1 057	–	1 057		1 057		
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	23	3 872	1 784	5 679		5 679	23	3 802	1 764	5 589		5 589		
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3)	3 490	4 959	–	8 449		8 449	5 729	5 038	–	10 767		10 767		
Titres adossés à des créances hypothécaires (2)	–	224	–	224		224	–	237	–	237		237		
Titres adossés à des actifs TGC	–	–	1 740	1 740		1 740	–	–	1 854	1 854		1 854		
Titres non garantis par des créances	–	188	309	497		497	–	188	317	505		505		
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	3 981	1 639	5 620		5 620	–	3 587	1 586	5 173		5 173		
Titres de participation	126	626	885	1 637		1 637	129	681	906	1 716		1 716		
Titres de substitut de prêt	113	25	–	138		138	198	24	–	222		222		
	4 110	25 570	6 357	36 037		36 037	6 483	25 052	6 427	37 962		37 962		
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	93 681	–	93 681		93 681	–	92 262	–	92 262		92 262		
Prêts	–	1 219	547	1 766		1 766	–	1 118	468	1 586		1 586		
Autres														
Dérivés														
Contrats de taux d'intérêt	16	96 065	445	96 526		96 526	14	87 714	771	88 499		88 499		
Contrats de change	–	21 919	70	21 989		21 989	–	24 679	82	24 761		24 761		
Dérivés de crédit	–	160	65	225		225	–	160	89	249		249		
Autres contrats	2 382	2 634	416	5 432		5 432	1 592	2 640	413	4 645		4 645		
Ajustements de l'évaluation déterminés collectivement	(20)	(385)	(210)	(615)		(615)	(23)	(348)	(209)	(580)		(580)		
Total des dérivés, montant brut	2 378	120 393	786	123 557		123 557	1 583	114 845	1 146	117 574		117 574		
Ajustements de compensation						(29 864)						(30 331)		
Total des dérivés						93 693						87 243		
Autres actifs	474	421	12	907		907	443	283	12	738		738		
	64 743	\$ 322 566	\$ 8 969	\$ 396 278		(29 864)\$ 366 414	\$ 67 781	\$ 304 317	\$ 9 452	\$ 381 550		(30 331)\$ 351 219		
Passifs financiers														
Dépôts														
Particuliers	– \$	340 \$	6 936 \$	7 276 \$		7 276 \$	– \$	245 \$	6 974 \$	7 219 \$		7 219 \$		
Entreprises et gouvernements	–	52 540	3 002	55 542		55 542	–	44 618	2 663	47 281		47 281		
Banques	–	2 285	–	2 285		2 285	–	5 253	–	5 253		5 253		
Autres														
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	33 817	15 806	5	49 628		49 628	31 296	18 766	–	50 062		50 062		
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	64 591	–	64 591		64 591	–	57 205	–	57 205		57 205		
Dérivés														
Contrats de taux d'intérêt	17	89 690	987	90 694		90 694	8	81 137	1 248	82 393		82 393		
Contrats de change	–	28 559	281	28 840		28 840	–	31 793	261	32 054		32 054		
Dérivés de crédit	–	216	77	293		293	–	205	106	311		311		
Autres contrats	1 759	4 978	1 301	8 038		8 038	1 455	4 830	1 288	7 573		7 573		
Total des dérivés, montant brut	1 776	123 443	2 646	127 865		127 865	1 463	117 965	2 903	122 331		122 331		
Ajustements de compensation						(30 200)						(30 069)		
Total des dérivés						97 665						92 262		
Autres passifs	–	29	86	115		115	–	31	65	96		96		
Débitures subordonnées	–	–	108	108		108	–	–	110	110		110		
	35 593	\$ 259 034	\$ 12 783	\$ 307 410		(30 200)\$ 277 210	\$ 32 759	\$ 244 083	\$ 12 715	\$ 289 557		(30 069)\$ 259 488		

(en millions de dollars canadiens)	Au												
	31 octobre 2012					30 avril 2012							
	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1				Niveau 2	Niveau 3					
Actifs financiers													
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	– \$	120 \$	– \$	120 \$	\$	120 \$	– \$	4 263 \$	– \$	4 263 \$	\$	4 263 \$	
Valeurs mobilières													
Titres détenus à des fins de transaction													
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (2)													
Gouvernement fédéral	8 158	7 234	–	15 392		15 392	8 096	8 833	–	16 929		16 929	
Provinces et municipalités	–	8 465	–	8 465		8 465	–	8 531	–	8 531		8 531	
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	2 287	18 364	99	20 750		20 750	8 232	15 134	30	23 396		23 396	
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3)	3 781	7 754	375	11 910		11 910	6 768	7 566	–	14 334		14 334	
Titres adossés à des créances hypothécaires (2)	–	693	55	748		748	–	489	40	529		529	
Titres adossés à des actifs													
TGC (4)	–	–	59	59		59	–	–	124	124		124	
Titres non garantis par des créances	–	700	23	723		723	–	690	23	713		713	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	62	21 972	397	22 431		22 431	80	19 831	426	20 337		20 337	
Titres de participation	37 924	2 079	302	40 305		40 305	37 660	2 181	312	40 153		40 153	
	52 212	67 261	1 310	120 783		120 783	60 836	63 255	955	125 046		125 046	
Titres disponibles à la vente (5)													
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (2)													
Gouvernement fédéral	367	10 914	–	11 281		11 281	196	10 774	–	10 970		10 970	
Provinces et municipalités	–	1 785	–	1 785		1 785	–	1 187	–	1 187		1 187	
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	23	3 856	1 906	5 785		5 785	25	2 879	2 845	5 749		5 749	
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3)	6 081	3 744	–	9 825		9 825	5 805	2 263	–	8 068		8 068	
Titres adossés à des créances hypothécaires (2)	–	263	–	263		263	–	155	167	322		322	
Titres adossés à des actifs													
TGC (4)	–	–	1 996	1 996		1 996	–	–	2 071	2 071		2 071	
Titres non garantis par des créances	–	180	645	825		825	–	182	659	841		841	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	5 062	1 446	6 508		6 508	–	6 444	1 483	7 927		7 927	
Titres de participation	266	603	948	1 817		1 817	142	386	970	1 498		1 498	
Titres de substitut de prêt	192	25	–	217		217	199	26	–	225		225	
	6 929	26 432	6 941	40 302		40 302	6 367	24 296	8 195	38 858		38 858	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	86 918	–	86 918		86 918	–	89 462	–	89 462		89 462	
Prêts	–	829	403	1 232		1 232	–	887	418	1 305		1 305	
Autres													
Dérivés													
Contrats de taux d'intérêt	5	99 062	842	99 909		99 909	3	86 213	532	86 748		86 748	
Contrats de change	–	19 126	118	19 244		19 244	–	18 992	62	19 054		19 054	
Dérivés de crédit	–	167	125	292		292	–	257	199	456		456	
Autres contrats	1 699	2 296	448	4 443		4 443	1 656	3 333	423	5 412		5 412	
Ajustements de l'évaluation déterminés collectivement	(23)	(321)	(282)	(626)		(626)	(35)	(293)	(264)	(592)		(592)	
Total des dérivés, montant brut	1 681	120 330	1 251	123 262		123 262	1 624	108 502	952	111 078		111 078	
Ajustements de compensation						(31 969)						(23 215)	
Total des dérivés						91 293						87 863	
Autres actifs	394	297	14	705		705	396	172	–	568		568	
	61 216	\$ 302 187	\$ 9 919	\$ 373 322		(31 969)\$	\$ 341 353	\$ 69 223	\$ 290 837	\$ 10 520	\$ 370 580	(23 215)\$	\$ 347 365
Passifs financiers													
Dépôts													
Particuliers	– \$	327 \$	6 840 \$	7 167 \$		7 167 \$	– \$	322 \$	5 136 \$	5 458 \$		5 458 \$	
Entreprises et gouvernements	–	46 817	2 519	49 336		49 336	–	46 602	2 721	49 323		49 323	
Banques	–	2 524	–	2 524		2 524	–	3 718	–	3 718		3 718	
Autres													
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	27 365	13 383	8	40 756		40 756	35 635	14 515	–	50 150		50 150	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	58 709	–	58 709		58 709	–	47 632	–	47 632		47 632	
Dérivés													
Contrats de taux d'intérêt	2	91 180	1 329	92 511		92 511	12	79 596	745	80 353		80 353	
Contrats de change	–	28 016	316	28 332		28 332	–	26 717	41	26 758		26 758	
Dérivés de crédit	–	188	147	335		335	–	217	243	460		460	
Autres contrats	1 370	4 501	1 500	7 371		7 371	1 345	4 830	1 538	7 713		7 713	
Total des dérivés, montant brut	1 372	123 885	3 292	128 549		128 549	1 357	111 360	2 567	115 284		115 284	
Ajustements de compensation						(31 788)						(23 180)	
Total des dérivés						96 761						92 104	
Autres passifs	–	29	101	130		130	–	13	78	91		91	
Débitures subordonnées	–	–	122	122		122	–	–	113	113		113	
	28 737	\$ 245 674	\$ 12 882	\$ 287 293		(31 788)\$	\$ 255 505	\$ 36 992	\$ 224 162	\$ 10 615	\$ 271 769	(23 180)\$	\$ 248 589

- (1) Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués si la juste valeur est obtenue au moyen des cours du marché sur les marchés actifs. Pour le trimestre clos le 30 avril 2013, certaines obligations liées à des gouvernements d'un montant de 472 millions de dollars et de 244 millions, présentées au poste Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de la catégorie des titres détenus à des fins de transaction et au poste Engagements afférents à des titres vendus à découvert, respectivement, ont été transférées du niveau 1 aux soldes du niveau 2 correspondants. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2013, certaines obligations liées à des gouvernements d'un montant de 122 millions de dollars, présentées au poste Créances d'entités gouvernementales canadiennes – Gouvernement fédéral de la catégorie des titres détenus à des fins de transaction, ont été transférées du niveau 2 aux soldes du niveau 1 correspondants. En outre, pour le trimestre clos le 31 janvier 2013, certaines obligations liées à des gouvernements d'un montant de 167 millions de dollars et de 95 millions, présentées au poste Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de la catégorie des titres détenus à des fins de transaction et au poste Engagements afférents à des titres vendus à découvert, respectivement, ont été transférées du niveau 1 aux soldes du niveau 2 correspondants.
- (2) Au 30 avril 2013, les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans les titres détenus à des fins de transaction étaient de 10 052 millions de dollars et de 82 millions (7 321 millions et 115 millions au 31 janvier 2013; 7 761 millions et 78 millions au 31 octobre 2012; 6 210 millions et 90 millions au 30 avril 2012), respectivement, et ceux inclus dans les titres disponibles à la vente se chiffraient à 3 550 millions et à 45 millions (3 557 millions et 37 millions au 31 janvier 2013; 3 523 millions et 42 millions au 31 octobre 2012; 3 410 millions et 50 millions au 30 avril 2012), respectivement.
- (3) OCDE signifie « Organisation de coopération et de développement économiques ».
- (4) TGC signifie « titres garantis par des créances ».
- (5) Ne comprend pas les titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à leur échéance d'un montant de 23 millions de dollars et de 483 millions, respectivement (20 millions et 485 millions au 31 janvier 2013; 18 millions et 508 millions au 31 octobre 2012; 12 millions et 526 millions au 30 avril 2012), qui sont comptabilisés au coût.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Variations de l'évaluation à la juste valeur pour les instruments classés dans le niveau 3**

Les tableaux suivants présentent les variations des évaluations à la juste valeur pour les instruments compris dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur. Dans les tableaux suivants, les transferts d'instruments dans le niveau 3 et les sorties d'instruments de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré dans le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat du tableau de rapprochement, alors que pour les sorties du niveau 3 effectuées au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette colonne du tableau de rapprochement.

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2013							Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 30 avril 2013	
	Juste valeur au 1 ^{er} février 2013	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3		Juste valeur au 30 avril 2013
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	42	1	-	90	(69)	1	(1)	64	-
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	330	-	-	-	(78)	-	(251)	1	-
Titres adossés à des créances hypothécaires	122	2	-	4	(94)	9	-	43	-
Titres adossés à des actifs									
TGC	41	6	-	-	(16)	-	-	31	6
Titres non garantis par des créances	189	-	1	1 272	(1 255)	67	(19)	255	-
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	417	-	(1)	177	68	55	(39)	677	5
Titres de participation	258	6	2	2	(72)	-	-	196	1
	1 399	15	2	1 545	(1 516)	132	(310)	1 267	12
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 764	-	21	-	(1)	-	-	1 784	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	1 854	-	22	-	(136)	-	-	1 740	s.o.
Titres non garantis par des créances	317	(1)	4	-	(11)	-	-	309	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 586	6	22	277	(252)	-	-	1 639	s.o.
Titres de participation	906	13	(3)	-	(31)	-	-	885	s.o.
	6 427	18	66	277	(431)	-	-	6 357	s.o.
Prêts – Prêts de gros	468	3	5	145	(74)	-	-	547	1
Autres									
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)	(1 757)	(232)	22	71	17	(35)	54	(1 860)	(108)
Autres actifs	12	-	-	-	-	-	-	12	-
	6 549 \$	(196)\$	95 \$	2 038 \$	(2 004)\$	97 \$	(256)\$	6 323 \$	(95)\$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(6 974)\$	(67)\$	8 \$	(2 053)\$	2 085 \$	- \$	65 \$	(6 936)\$	(12)\$
Entreprises et gouvernements	(2 663)	(133)	(2)	(376)	135	-	37	(3 002)	(28)
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	-	-	-	-	-	(5)	-	(5)	-
Autres passifs	(65)	(21)	-	-	-	-	-	(86)	(19)
Déventures subordonnées	(110)	(5)	7	-	-	-	-	(108)	(4)
	(9 812)\$	(226)\$	13 \$	(2 429)\$	2 220 \$	(5)\$	102 \$	(10 137)\$	(63)\$

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2013

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2012	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2013	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 janvier 2013
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	99	1	–	148	(241)	35	–	42	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	375	–	–	200	(90)	–	(155)	330	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	55	4	–	–	76	1	(14)	122	2
Titres adossés à des actifs									
TGC	59	2	–	–	(20)	–	–	41	2
Titres non garantis par des créances	23	–	–	1 188	(1 009)	1	(14)	189	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	397	17	(4)	206	(193)	8	(14)	417	18
Titres de participation	302	5	–	29	(80)	2	–	258	8
	1 310	29	(4)	1 771	(1 557)	47	(197)	1 399	30
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 906	–	1	–	(143)	–	–	1 764	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	1 996	1	7	–	(150)	–	–	1 854	s.o.
Titres non garantis par des créances	645	(1)	9	–	(336)	–	–	317	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 446	(3)	(11)	514	(380)	20	–	1 586	s.o.
Titres de participation	948	35	(39)	4	(42)	–	–	906	s.o.
	6 941	32	(33)	518	(1 051)	20	–	6 427	s.o.
Prêts – Prêts de gros	403	–	(1)	71	(5)	–	–	468	–
Autres									
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)	(2 041)	109	(15)	88	15	(8)	95	(1 757)	182
Autres actifs	14	(2)	–	–	–	–	–	12	1
	6 627 \$	168 \$	(53) \$	2 448 \$	(2 598) \$	59 \$	(102) \$	6 549 \$	213 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(6 840) \$	(282) \$	123 \$	(1 564) \$	1 583 \$	– \$	6 \$	(6 974) \$	(225) \$
Entreprises et gouvernements	(2 519)	34	15	(358)	153	–	12	(2 663)	8
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(8)	10	–	(72)	66	–	4	–	–
Autres passifs	(101)	33	–	–	3	–	–	(65)	35
Débtentures subordonnées	(122)	(3)	15	–	–	–	–	(110)	(3)
	(9 590) \$	(208) \$	153 \$	(1 994) \$	1 805 \$	– \$	22 \$	(9 812) \$	(185) \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 30 avril 2012

	Juste valeur au 1 ^{er} février 2012	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2012	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 30 avril 2012
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	3 \$	– \$	– \$	– \$	(3)\$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	38	–	(1)	3	(26)	16	–	30	(1)
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	42	–	(1)	–	(1)	–	–	40	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	150	1	(2)	–	(25)	–	–	124	1
Titres non garantis par des créances	102	–	–	498	(577)	–	–	23	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	504	(5)	–	204	(292)	20	(5)	426	(3)
Titres de participation	292	19	(4)	20	(34)	19	–	312	19
	1 131	15	(8)	725	(958)	55	(5)	955	16
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 537	–	(23)	348	(17)	–	–	2 845	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	177	–	1	–	(11)	–	–	167	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	2 161	–	(12)	–	(78)	–	–	2 071	s.o.
Titres non garantis par des créances	664	–	(7)	–	2	–	–	659	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 467	–	(23)	198	(159)	–	–	1 483	s.o.
Titres de participation	845	(4)	4	68	(7)	69	(5)	970	s.o.
	7 851	(4)	(60)	614	(270)	69	(5)	8 195	s.o.
Prêts – Prêts de gros	732	1	(5)	–	(310)	–	–	418	(1)
Autres									
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)	(1 717)	28	14	24	28	(2)	10	(1 615)	64
	7 997 \$	40 \$	(59)\$	1 363 \$	(1 510)\$	122 \$	– \$	7 953 \$	79 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(4 981)\$	(52)\$	85 \$	(1 522)\$	1 279 \$	– \$	55 \$	(5 136)\$	(3)\$
Entreprises et gouvernements	(2 288)	(21)	38	(555)	85	–	20	(2 721)	(31)
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	(84)	5	1	–	–	–	–	(78)	6
Débitures subordonnées	(115)	(5)	7	–	–	–	–	(113)	(5)
	(7 468)\$	(73)\$	131 \$	(2 077)\$	1 364 \$	– \$	75 \$	(8 048)\$	(33)\$

	Pour le semestre clos le 30 avril 2013								Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 30 avril 2013
	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2012	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2013	
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	99	2	–	238	(310)	36	(1)	64	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	375	–	–	200	(168)	–	(406)	1	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	55	6	–	4	(18)	10	(14)	43	1
Titres adossés à des actifs									
TGC	59	8	–	–	(36)	–	–	31	8
Titres non garantis par des créances	23	–	1	2 460	(2 264)	68	(33)	255	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	397	17	(5)	383	(125)	63	(53)	677	16
Titres de participation	302	11	2	31	(152)	2	–	196	9
	1 310	44	(2)	3 316	(3 073)	179	(507)	1 267	34
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 906	–	22	–	(144)	–	–	1 784	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	1 996	1	29	–	(286)	–	–	1 740	s.o.
Titres non garantis par des créances	645	(2)	13	–	(347)	–	–	309	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 446	3	11	791	(632)	20	–	1 639	s.o.
Titres de participation	948	48	(42)	4	(73)	–	–	885	s.o.
	6 941	50	33	795	(1 482)	20	–	6 357	s.o.
Prêts – Prêts de gros	403	3	4	216	(79)	–	–	547	1
Autres									
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)	(2 041)	(123)	7	159	32	(43)	149	(1 860)	(10)
Autres actifs	14	(2)	–	–	–	–	–	12	1
	6 627 \$	(28)\$	42 \$	4 486 \$	(4 602)\$	156 \$	(358)\$	6 323 \$	26 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(6 840)\$	(349)\$	131 \$	(3 617)\$	3 668 \$	– \$	71 \$	(6 936)\$	(175)\$
Entreprises et gouvernements	(2 519)	(99)	13	(734)	288	–	49	(3 002)	(10)
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(8)	10	–	(72)	66	(5)	4	(5)	–
Autres passifs	(101)	12	–	–	3	–	–	(86)	16
Débitures subordonnées	(122)	(8)	22	–	–	–	–	(108)	(8)
	(9 590)\$	(434)\$	166 \$	(4 423)\$	4 025 \$	(5)\$	124 \$	(10 137)\$	(177)\$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le semestre clos le 30 avril 2012									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2011	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2012	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 30 avril 2012
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes Provincies et municipalités	4 \$	– \$	– \$	1 \$	(5)\$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	86	(6)	–	57	(81)	16	(42)	30	(1)
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	47	–	–	–	–	–	(47)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	45	(2)	(1)	–	(2)	–	–	40	(1)
Titres adossés à des actifs									
TGC	371	1	–	–	(248)	–	–	124	(1)
Titres non garantis par des créances	138	–	–	1 135	(1 259)	19	(10)	23	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	720	34	(2)	365	(714)	70	(47)	426	10
Titres de participation	352	(29)	(1)	22	(43)	20	(9)	312	19
	1 763	(2)	(4)	1 580	(2 352)	125	(155)	955	26
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 691	–	(12)	417	(144)	–	(107)	2 845	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	184	–	4	–	(21)	–	–	167	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	1 932	–	12	–	127	–	–	2 071	s.o.
Titres non garantis par des créances	673	(5)	(5)	–	(4)	–	–	659	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 478	–	(18)	302	(279)	–	–	1 483	s.o.
Titres de participation	863	(9)	(17)	85	(11)	69	(10)	970	s.o.
	7 821	(14)	(36)	804	(332)	69	(117)	8 195	s.o.
Prêts – Prêts de gros	563	(35)	(4)	218	(324)	–	–	418	(2)
Autres									
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)	(1 936)	12	5	(34)	297	(2)	43	(1 615)	(26)
	8 211 \$	(39)\$	(39)\$	2 568 \$	(2 711)\$	192 \$	(229)\$	7 953 \$	(2)\$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(3 615)\$	(157)\$	58 \$	(2 797)\$	1 320 \$	– \$	55 \$	(5 136)\$	(90)\$
Entreprises et gouvernements	(3 435)	(36)	33	(687)	655	(324)	1 073	(2 721)	(31)
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	(68)	(12)	1	–	1	–	–	(78)	(11)
Débitures subordonnées	(111)	(6)	4	–	–	–	–	(113)	(5)
	(7 229)\$	(211)\$	96 \$	(3 484)\$	1 976 \$	(324)\$	1 128 \$	(8 048)\$	(137)\$

(1) Comprend les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits latents sur les titres disponibles à la vente se sont établis à 6 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2013 (pertes de 23 millions au 31 janvier 2013; profits de 55 millions au 30 avril 2012) et les pertes se sont établies à 17 millions pour le semestre clos le 30 avril 2013 (profits de 32 millions au 30 avril 2012), à l'exclusion des profits ou des pertes de change qui découlent de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 30 avril 2013 comprend des actifs dérivés de 786 millions de dollars (1 146 millions au 31 janvier 2013; 1 251 millions au 31 octobre 2012; 952 millions au 30 avril 2012) et des passifs dérivés de 2 646 millions (2 903 millions au 31 janvier 2013; 3 292 millions au 31 octobre 2012; 2 567 millions au 30 avril 2012).

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2013, les transferts importants comprenaient des titres adossés à des actifs non garantis par des créances de 67 millions de dollars et des titres d'emprunt de sociétés et autres créances de 55 millions transférés au niveau 3, pour lesquels les données d'établissement des prix ne sont plus observables. Les transferts importants effectués au cours du trimestre comprenaient également des créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE de 251 millions de dollars sorties du niveau 3, en raison de la transparence accrue des prix par suite de la hausse du nombre d'émissions sur le marché.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, les transferts importants comprenaient des créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE de 155 millions de dollars qui ont été sorties du niveau 3 en raison de l'accroissement des activités sur le marché. Certains actifs dérivés et passifs dérivés ont également été sortis du niveau 3, la plupart des transferts se rapportant à des dérivés dont les prix sont devenus observables, car les durées à l'échéance sont devenues plus courtes en raison du temps écoulé.

Variation de la juste valeur positive et négative des instruments financiers de niveau 3 découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles

Un instrument financier est classé dans le niveau 3 si une ou plusieurs de ses données non observables peut avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Le tableau suivant résume l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles. Cette analyse de sensibilité vise à illustrer l'incidence éventuelle que peut avoir le facteur d'incertitude relative lié à la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Pour la présentation des sensibilités ci-dessous, nous avons pris en considération les soldes qui se compensaient lorsque : i) la variation du facteur d'évaluation compensait la juste valeur positive et négative, ii) les deux éléments qui se compensaient étaient classés dans le niveau 3 et iii) les risques étaient gérés et présentés sur la base du solde net. En ce qui concerne la sensibilité globale, il est en pratique improbable que l'ensemble des autres hypothèses raisonnablement possibles se réalisent simultanément.

	Au					
	30 avril 2013			31 janvier 2013		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
(en millions de dollars canadiens)						
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	64 \$	– \$	– \$	42 \$	– \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	1	–	–	330	1	(1)
Titres adossés à des créances hypothécaires	43	–	–	122	4	(4)
Titres adossés à des actifs	286	3	(4)	230	4	(4)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	677	54	(40)	417	49	(37)
Titres de participation	196	1	(1)	258	1	(1)
Titres disponibles à la vente						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 784	26	(50)	1 764	28	(51)
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs	2 049	26	(32)	2 171	24	(28)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 639	8	(8)	1 586	10	(9)
Titres de participation	885	21	(13)	906	14	(13)
Prêts	547	4	(5)	468	10	(10)
Dérivés	786	80	(80)	1 146	106	(113)
Autres actifs	12	–	–	12	1	(1)
Total	8 969 \$	223 \$	(233)\$	9 452 \$	252 \$	(272)\$
Dépôts	(9 938)	98	(98)	(9 637)	98	(98)
Dérivés	(2 646)	63	(73)	(2 903)	48	(75)
Autres, titres vendus à découvert, autres passifs et débetures subordonnées	(199)	2	(2)	(175)	4	(4)
Total	(12 783)\$	163 \$	(173)\$	(12 715)\$	150 \$	(177)\$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au					
	31 octobre 2012			30 avril 2012		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
(en millions de dollars canadiens)						
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	99 \$	– \$	– \$	30 \$	– \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	375	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	55	1	(1)	40	–	–
Titres adossés à des actifs	82	3	(3)	147	4	(3)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	397	40	(32)	426	31	(27)
Titres de participation	302	2	(2)	312	1	(3)
Titres disponibles à la vente						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 906	25	(48)	2 845	30	(63)
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	167	11	(11)
Titres adossés à des actifs	2 641	29	(37)	2 730	34	(43)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 446	13	(12)	1 483	16	(13)
Titres de participation	948	20	(24)	970	20	(36)
Prêts	403	3	(3)	418	5	(6)
Dérivés	1 251	106	(117)	952	108	(128)
Autres actifs	14	1	(1)	–	–	–
Total	9 919 \$	243 \$	(280)\$	10 520 \$	260 \$	(333)\$
Dépôts	(9 359)	84	(84)	(7 857)	85	(87)
Dérivés	(3 292)	41	(60)	(2 567)	77	(104)
Autres, titres vendus à découvert, autres passifs et débentures subordonnées	(231)	8	(8)	(191)	4	(4)
Total	(12 882)\$	133 \$	(152)\$	(10 615)\$	166 \$	(195)\$

Sensibilité

Au 30 avril 2013, l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles se traduirait par une augmentation de 223 millions de dollars et une diminution de 233 millions de la juste valeur des positions d'actif de niveau 3, dont une tranche de 81 millions et une tranche de 103 millions seraient inscrites dans les autres composantes des capitaux propres. Au cours du trimestre, les variations positive et négative de la juste valeur de nos actifs de niveau 3 n'ont pas changé de façon importante par suite des modifications d'une autre hypothèse raisonnablement possible.

Données utilisées lors de l'évaluation des instruments de niveau 3 et approche utilisée pour formuler les autres hypothèses raisonnablement possibles

Les instruments de niveau 3 se composent principalement de titres adossés à des actifs, y compris des titres garantis par des prêts et des titres garantis par des créances, des titres à enchères, des obligations municipales, des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis, des titres d'emprunt de pays non membres de l'OCDE et de sociétés assortis de longues échéances et comportant des écarts importants non observables, des placements dans des fonds de couverture comportant certaines clauses de rachat restrictives, certains titres d'emprunt structurés, des titres de placements privés, des dérivés liés à la performance de certains titres garantis par des créances, des dérivés sur marchandises, des swaps de taux d'intérêt et des options non classiques, des contrats d'assurance vie détenus par des banques, des obligations structurées liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt et des billets de dépôt assortis de longues échéances et comportant des écarts importants non observables.

Les données non observables utilisées pour les instruments de niveau 3 et l'approche adoptée pour l'élaboration des autres hypothèses raisonnablement possibles utilisées dans l'analyse de la sensibilité sont résumées ci-dessous.

La juste valeur des titres adossés à des créances hypothécaires à risque, Alt-A et de bonne qualité, des titres garantis par des prêts, des titres garantis par des créances, des obligations de sociétés et prêts à celles-ci, des billets à taux variable, des titres d'emprunt de gouvernements de pays non membres de l'OCDE et des obligations municipales est évaluée selon les prix fournis par des services d'établissement de prix et/ou des courtiers. Ces titres sont classés dans le niveau 3 en raison d'un manque de prix observables sur le marché. Les sensibilités positives et négatives sont déterminées en utilisant un écart type positif ou négatif des écarts entre le cours acheteur et le cours vendeur ou des prix des données d'entrée, si un nombre suffisant de prix sont relevés, ou en utilisant les prix plafonds et planchers du vendeur comme autre hypothèse raisonnablement possible.

La juste valeur de certains titres à enchères liés aux prêts aux étudiants et municipaux est déterminée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie liés aux actifs sous-jacents aux titres à enchères sont estimés d'après des paramètres non observables, tels que les manquements, les paiements anticipés et les arriérés, et sont actualisés selon un taux d'intérêt observable sur le marché et une marge

d'escompte non observable. En calculant la sensibilité de ces titres à enchères, nous avons diminué la marge d'escompte pour l'établir entre 0,2 % et 1,2 % et l'avons augmentée pour l'établir entre 0,5 % et 2,0 %, en fonction de la fourchette raisonnable d'incertitude liée à la juste valeur pour chaque marché relatif à un instrument financier en particulier.

Les titres de participation détenus à des fins de transaction comprennent principalement des parts de fonds de couverture comportant certaines clauses de rachat restrictives. Les valeurs liquidatives des fonds et les dérivés sur actions correspondants inclus au poste Dérivés (passifs) liés aux valeurs liquidatives ne sont pas considérés comme observables, car nous ne pouvons pas racheter ces fonds de couverture à la valeur liquidative. Les valeurs liquidatives des titres de placements privés disponibles à la vente sont également non observables en raison du nombre peu élevé de transactions récentes sur le marché pour soutenir leurs valeurs. Nous n'avons pas appliqué d'autre hypothèse raisonnablement possible à ces positions de titres de placements privés, car les valeurs liquidatives sont fournies par le gestionnaire du fonds. Cette approche s'applique aussi à nos dérivés liés aux fonds de couverture et à nos dérivés sur actions.

Nos actifs et passifs dérivés comprennent principalement des dérivés liés aux TGC, des dérivés sur marchandises, des swaps de taux d'intérêt et des options non classiques, des swaps liés aux fonds de couverture et des contrats d'assurance vie détenus par des banques. La valeur des dérivés est ajustée pour tenir compte des ajustements au titre de l'évaluation des dérivés de crédit. Les données des TGC sont basées sur la corrélation des défaillances. Les données des dérivés sur marchandises correspondent aux prix des contrats et aux prix de certains contrats à long terme pour lesquels les prix ne sont pas observables. Dans le cas de la sensibilité de nos dérivés sur marchandises, nous appliquons un écart type aux prix des marchandises. Les swaps de taux d'intérêt et les options non classiques sont classés dans le niveau 3 si les taux d'intérêt sont non observables à plus long terme ou comportent des caractéristiques particulières, respectivement. Les données non observables des swaps de taux d'intérêt, des swaps de devises et des options non classiques comprennent les taux d'intérêt et/ou la volatilité, et la sensibilité est dérivée au moyen d'un écart type positif ou négatif de ces données et d'un montant basé sur l'incertitude du modèle et des paramètres, le cas échéant. Dans le cas des contrats d'assurance vie détenus par des banques, les données non observables comprennent les taux de manquement et les taux de paiement anticipé, de même que la probabilité de rachat et l'ampleur des taux de perte. Pour la sensibilité, la fourchette de valeurs est déterminée en ajustant d'au plus 20 % une ou plusieurs des variables suivantes : les taux de défaillance, les taux de remboursement anticipé, la probabilité de rachat et l'ampleur des taux de perte. Dans le cas des ajustements au titre de l'évaluation des dérivés de crédit, les données non observables comprennent les écarts de taux liés aux contreparties et nos écarts de taux, ainsi que la corrélation de crédit. La sensibilité de l'ajustement au titre de l'évaluation des dérivés de crédit est calculée en combinant une hausse de 10 % de l'écart de crédit relatif et un montant pour l'incertitude du modèle.

Les dépôts comprennent des obligations structurées liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt, ainsi que des billets comportant des écarts importants non observables et pour lesquels les activités sur le marché sont limitées. Dans le cas des obligations structurées liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt, les données du modèle comprennent les volatilités des titres de participation et des taux de change, les taux de dividende, les paramètres des taux d'intérêt, la corrélation et la courbe de financement. Les sensibilités sont dérivées en ajustant les données selon un écart type positif ou négatif et, dans le cas des dépôts, en faisant varier la courbe de financement par certains points de base positifs ou négatifs.

Note 4 Valeurs mobilières

Profits et pertes latents sur les titres disponibles à la vente ^{(1), (2)}

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2013				31 janvier 2013			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	10 597 \$	534 \$	– \$	11 131 \$	10 559 \$	443 \$	(2)\$	11 000 \$
Provinces et municipalités	1 072	7	–	1 079	1 050	7	–	1 057
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains ⁽³⁾	5 810	15	(146)	5 679	5 726	14	(151)	5 589
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	8 480	33	(15)	8 498	10 806	24	(13)	10 817
Titres adossés à des créances hypothécaires	210	14	–	224	220	18	(1)	237
Titres adossés à des actifs								
TGC	1 674	70	(4)	1 740	1 790	69	(5)	1 854
Titres non garantis par des créances	592	9	(104)	497	602	9	(106)	505
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	5 877	46	(26)	5 897	5 446	46	(42)	5 450
Titres de participation	1 439	234	(13)	1 660	1 503	242	(9)	1 736
Titres de substitut de prêt	125	13	–	138	208	14	–	222
	35 876 \$	975 \$	(308)\$	36 543 \$	37 910 \$	886 \$	(329)\$	38 467 \$

Note 4 Valeurs mobilières (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2012				30 avril 2012			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	10 927 \$	513 \$	– \$	11 440 \$	10 696 \$	443 \$	(9)\$	11 130 \$
Provinces et municipalités	1 774	11	–	1 785	1 170	17	–	1 187
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	5 929	13	(157)	5 785	5 885	15	(151)	5 749
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	9 856	25	(6)	9 875	8 113	23	(19)	8 117
Titres adossés à des créances hypothécaires	253	13	(3)	263	326	17	(21)	322
Titres adossés à des actifs								
TGC	1 943	61	(8)	1 996	2 049	36	(14)	2 071
Titres non garantis par des créances	932	12	(119)	825	961	7	(127)	841
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	6 806	49	(48)	6 807	8 267	46	(69)	8 244
Titres de participation	1 584	269	(18)	1 835	1 330	212	(32)	1 510
Titres de substitut de prêt	209	8	–	217	212	13	–	225
	40 213 \$	974 \$	(359)\$	40 828 \$	39 009 \$	829 \$	(442)\$	39 396 \$

- (1) Comprend des titres détenus jusqu'à leur échéance de 483 millions de dollars au 30 avril 2013 (485 millions au 31 janvier 2013; 508 millions au 31 octobre 2012; 526 millions au 30 avril 2012).
- (2) La plupart des prêts hypothécaires relatifs à nos titres adossés à des créances hypothécaires sont résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se sont chiffrés à 43 millions de dollars, à 2 millions, à néant et à 45 millions, respectivement, au 30 avril 2013 (36 millions, 1 million, néant et 37 millions au 31 janvier 2013; 41 millions, 1 million, néant et 42 millions au 31 octobre 2012; 48 millions, 2 millions, néant et 50 millions au 30 avril 2012).
- (3) Comprend des titres émis par des entités autres que des agences aux États-Unis adossés à des actifs assurés par le gouvernement, ainsi que des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres adossés à des actifs émis par des organismes gouvernementaux des États-Unis.

Profit net et perte nette sur les titres disponibles à la vente (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2013	le 31 janvier 2013	le 30 avril 2012	le 30 avril 2013	le 30 avril 2012
	Profits réalisés	51 \$	83 \$	52 \$	134 \$
Pertes réalisées	(3)	(4)	(61)	(7)	(67)
Pertes de valeur	(4)	(13)	(8)	(17)	(19)
Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente	44 \$	66 \$	(17)\$	110 \$	(2)\$

- (1) Les montants qui suivent ont trait à nos activités d'assurance et ils ne sont pas constatés au poste Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente. Ils sont constatés au poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires des comptes consolidés de résultat : aucun profit n'a été réalisé pour le trimestre clos le 30 avril 2013 (néant au 31 janvier 2013; 1 million au 30 avril 2012); et aucun profit n'a été réalisé pour le semestre clos le 30 avril 2013 (7 millions au 30 avril 2012). Il n'y a eu aucune perte réalisée ni aucune perte de valeur relativement à nos activités d'assurance au cours des trimestres et des semestres clos le 30 avril 2013 et le 30 avril 2012.

Les titres disponibles à la vente font l'objet de tests pour vérifier s'il y a une indication objective de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons des méthodes particulières pour évaluer si le coût/coût amorti du titre sera recouvré.

Au 30 avril 2013, le total du coût/coût amorti du portefeuille de titres disponibles à la vente a diminué de 2 milliards de dollars, ou 5 %, par rapport au 31 janvier 2013, principalement en raison du montant net des créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE arrivés à échéance. Par rapport au 31 octobre 2012, le total du coût/coût amorti a diminué de 4,3 milliards de dollars, ou 11 %, principalement en raison du montant net des créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE et des titres d'emprunt de sociétés et autres créances arrivés à échéance.

Au 30 avril 2013, les profits bruts latents, qui se sont établis à 975 millions de dollars, ont augmenté de 89 millions, ou 10 %, par rapport au 31 janvier 2013, principalement en raison des améliorations de la juste valeur attribuable à la baisse des taux d'intérêt sur certaines créances du gouvernement fédéral canadien. Les profits bruts latents correspondent à ceux comptabilisés au 31 octobre 2012, avec une légère augmentation de 1 million de dollars.

Au 30 avril 2013, les pertes brutes latentes ont diminué de 21 millions de dollars, soit 6 %, par rapport au 31 janvier 2013, pour s'établir à 308 millions. Cette diminution reflète principalement les améliorations de la juste valeur des titres d'emprunt de sociétés et autres créances découlant du resserrement des écarts de taux. Par rapport au 31 octobre 2012, les pertes brutes latentes ont diminué de 51 millions de dollars, ou 14 %, principalement en raison des améliorations de la juste valeur des titres d'emprunt de sociétés et autres créances et des titres adossés à des actifs découlant du resserrement des écarts de taux.

La direction est d'avis qu'il n'y a pas d'indication objective de dépréciation des titres susmentionnés qui affichaient une perte latente au 30 avril 2013.

Titres détenus jusqu'à leur échéance

Les titres détenus jusqu'à leur échéance comptabilisés au coût amorti font périodiquement l'objet de tests de dépréciation et sont classés comme ayant subi une perte de valeur lorsque la direction estime que le plein recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Le test de dépréciation des titres détenus jusqu'à leur échéance se fonde principalement sur le modèle de dépréciation utilisé pour les prêts. La direction est d'avis qu'il n'y a pas d'indication objective de dépréciation de nos placements détenus jusqu'à leur échéance au 30 avril 2013.

Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente

Pour le trimestre clos le 30 avril 2013, des profits nets sur les titres disponibles à la vente de 44 millions de dollars ont été constatés dans les revenus autres que d'intérêt, comparativement à 66 millions au cours du trimestre précédent et à des pertes nettes de 17 millions au cours de l'exercice précédent. Les résultats de la période considérée reflètent des profits nets réalisés de 48 millions de dollars, principalement composés des

profits sur les ventes et distributions de certains titres de participation. Les profits nets réalisés sont contrebalancés en partie par des pertes de valeur de 4 millions de dollars, principalement liées à des titres de participation qui ont auparavant subi une perte de valeur.

Pour le semestre clos le 30 avril 2013, des profits nets sur les titres disponibles à la vente de 110 millions de dollars ont été constatés dans les revenus autres que d'intérêt, comparativement à des pertes nettes de 2 millions de dollars au cours de l'exercice précédent. Les résultats de la période considérée reflètent principalement des profits nets réalisés de 127 millions de dollars, principalement composés des profits sur les ventes et distributions de certains titres de participation et sur les ventes de certains titres adossés à des actifs. Les profits nets réalisés sont contrebalancés en partie par des pertes de valeur de 17 millions de dollars, principalement liées à des titres de participation qui ont auparavant subi une perte de valeur.

Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2013						Solde à la fin de la période
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	125 \$	10 \$	(6)\$	1 \$	(7)\$	2 \$	125 \$
Prêts aux particuliers	538	95	(120)	22	(4)	9	540
Prêts sur cartes de crédit	402	93	(120)	27	–	(9)	393
Prêts aux petites entreprises	73	8	(10)	3	(1)	–	73
	1 138	206	(256)	53	(12)	2	1 131
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (1)	814	82	(65)	9	(10)	3	833
Prêts aux banques (2)	2	–	–	–	–	–	2
	816	82	(65)	9	(10)	3	835
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 954	288	(321)	62	(22)	5	1 966
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 045 \$	288 \$	(321)\$	62 \$	(22)\$	5 \$	2 057 \$
Évalués individuellement	257 \$	56 \$	(40)\$	– \$	(8)\$	3 \$	268 \$
Évalués collectivement	1 788	232	(281)	62	(14)	2	1 789
Total de la provision pour pertes sur créances	2 045 \$	288 \$	(321)\$	62 \$	(22)\$	5 \$	2 057 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2013						Solde à la fin de la période
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	124 \$	10 \$	(5)\$	– \$	(5)\$	1 \$	125 \$
Prêts aux particuliers	543	105	(124)	22	(3)	(5)	538
Prêts sur cartes de crédit	403	89	(114)	25	–	(1)	402
Prêts aux petites entreprises	72	8	(8)	2	–	(1)	73
	1 142	212	(251)	49	(8)	(6)	1 138
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (1)	853	137	(171)	7	(13)	1	814
Prêts aux banques (2)	2	–	–	–	–	–	2
	855	137	(171)	7	(13)	1	816
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 997	349	(422)	56	(21)	(5)	1 954
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 088 \$	349 \$	(422)\$	56 \$	(21)\$	(5)\$	2 045 \$
Évalués individuellement	298 \$	122 \$	(157)\$	4 \$	(7)\$	(3)\$	257 \$
Évalués collectivement	1 790	227	(265)	52	(14)	(2)	1 788
Total de la provision pour pertes sur créances	2 088 \$	349 \$	(422)\$	56 \$	(21)\$	(5)\$	2 045 \$

Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux (suite)

Pour le trimestre clos le 30 avril 2012							
(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	112 \$	16 \$	(6)\$	1 \$	(9)\$	21 \$	135 \$
Prêts aux particuliers	563	114	(130)	21	(7)	(18)	543
Prêts sur cartes de crédit	415	104	(129)	25	–	–	415
Prêts aux petites entreprises	76	15	(18)	2	(1)	–	74
	1 166	249	(283)	49	(17)	3	1 167
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (1)	766	99	(36)	10	(15)	(5)	819
Prêts aux banques (2)	33	–	–	–	–	–	33
	799	99	(36)	10	(15)	(5)	852
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 965	348	(319)	59	(32)	(2)	2 019
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 056 \$	348 \$	(319)\$	59 \$	(32)\$	(2)\$	2 110 \$
Évalués individuellement	253 \$	75 \$	(10)\$	6 \$	(9)\$	(2)\$	313 \$
Évalués collectivement	1 803	273	(309)	53	(23)	–	1 797
Total de la provision pour pertes sur créances	2 056 \$	348 \$	(319)\$	59 \$	(32)\$	(2)\$	2 110 \$

Pour le semestre clos le 30 avril 2013							
(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	124 \$	20 \$	(11)\$	1 \$	(12)\$	3 \$	125 \$
Prêts aux particuliers	543	200	(244)	44	(7)	4	540
Prêts sur cartes de crédit	403	182	(234)	52	–	(10)	393
Prêts aux petites entreprises	72	16	(18)	5	(1)	(1)	73
	1 142	418	(507)	102	(20)	(4)	1 131
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (1)	853	219	(236)	16	(23)	4	833
Prêts aux banques (2)	2	–	–	–	–	–	2
	855	219	(236)	16	(23)	4	835
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 997	637	(743)	118	(43)	–	1 966
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 088 \$	637 \$	(743)\$	118 \$	(43)\$	– \$	2 057 \$
Évalués individuellement	298 \$	178 \$	(197)\$	4 \$	(15)\$	– \$	268 \$
Évalués collectivement	1 790	459	(546)	114	(28)	–	1 789
Total de la provision pour pertes sur créances	2 088 \$	637 \$	(743)\$	118 \$	(43)\$	– \$	2 057 \$

Pour le semestre clos le 30 avril 2012							
(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	112 \$	25 \$	(9)\$	1 \$	(18)\$	24 \$	135 \$
Prêts aux particuliers	557	225	(250)	41	(11)	(19)	543
Prêts sur cartes de crédit	415	208	(258)	50	–	–	415
Prêts aux petites entreprises	75	23	(26)	4	(1)	(1)	74
	1 159	481	(543)	96	(30)	4	1 167
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (1)	775	134	(81)	21	(24)	(6)	819
Prêts aux banques (2)	33	–	–	–	–	–	33
	808	134	(81)	21	(24)	(6)	852
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 967	615	(624)	117	(54)	(2)	2 019
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 058 \$	615 \$	(624)\$	117 \$	(54)\$	(2)\$	2 110 \$
Évalués individuellement	252 \$	95 \$	(36)\$	13 \$	(12)\$	1 \$	313 \$
Évalués collectivement	1 806	520	(588)	104	(42)	(3)	1 797
Total de la provision pour pertes sur créances	2 058 \$	615 \$	(624)\$	117 \$	(54)\$	(2)\$	2 110 \$

(1) Comprend une provision pour pertes sur créances de 4 millions de dollars relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidités prélevées par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs au 30 avril 2013 (5 millions au 31 janvier 2013; 5 millions au 31 octobre 2012; 4 millions au 30 avril 2012).

(2) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(3) La provision pour engagements hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte dans les Autres passifs.

Prêts en souffrance mais non douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2013				31 janvier 2013			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 677 \$	1 331 \$	353 \$	4 361 \$	3 032 \$	1 366 \$	370 \$	4 768 \$
Prêts de gros	490	304	17	811	480	273	–	753
Total	3 167 \$	1 635 \$	370 \$	5 172 \$	3 512 \$	1 639 \$	370 \$	5 521 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2012				30 avril 2012			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 954 \$	1 350 \$	393 \$	4 697 \$	2 758 \$	1 220 \$	431 \$	4 409 \$
Prêts de gros	416	221	–	637	494	209	–	703
Total	3 370 \$	1 571 \$	393 \$	5 334 \$	3 252 \$	1 429 \$	431 \$	5 112 \$

Valeur comptable brute des prêts évalués individuellement comme étant douteux (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	30 avril 2013	31 janvier 2013	31 octobre 2012	30 avril 2012
	Prêts de gros			
Prêts aux entreprises (2)	865 \$	879 \$	981 \$	971 \$
Prêts aux organismes souverains (3)	–	–	–	–
Prêts aux banques (4)	3	3	2	33
Total	868 \$	882 \$	983 \$	1 004 \$

(1) Le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux était de 875 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2013 (933 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2013; 954 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2012). Pour le semestre clos le 30 avril 2013, le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux était de 911 millions de dollars (949 millions pour le semestre clos le 30 avril 2012).

(2) Au 30 avril 2013, comprend des soldes de prêts douteux évalués individuellement d'un montant brut de 42 millions de dollars (42 millions au 31 janvier 2013; 50 millions au 31 octobre 2012; 51 millions au 30 avril 2012) et d'un montant net de 38 millions (37 millions au 31 janvier 2013; 45 millions au 31 octobre 2012; 47 millions au 30 avril 2012), relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidités prélevées par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs.

(3) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.

(4) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Note 6 Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

Instruments dérivés et non dérivés

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2013				31 janvier 2013			
	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			Non désignés comme instruments de couverture	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			Non désignés comme instruments de couverture
Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Couvertures de flux de trésorerie		Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net		
Actif								
Instruments dérivés	767 \$	1 622 \$	173 \$	91 131 \$	726 \$	1 463 \$	73 \$	84 981 \$
Passif								
Instruments dérivés	690	292	92	96 591	525	373	82	91 282
Instruments non dérivés	–	–	16 959	–	–	–	16 774	–

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2012				30 avril 2012			
	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			Non désignés comme instruments de couverture	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			Non désignés comme instruments de couverture
Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Couvertures de flux de trésorerie		Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net		
Actif								
Instruments dérivés	837 \$	1 894 \$	5 \$	88 557 \$	792 \$	1 960 \$	49 \$	85 062 \$
Passif								
Instruments dérivés	680	284	144	95 653	716	312	85	90 991
Instruments non dérivés	–	–	16 777	–	–	–	16 989	–

Note 6 Instruments financiers dérivés et activités de couverture (suite)**Résultats des activités de couverture comptabilisées en résultat net et dans les autres éléments du résultat global**

	Pour les trimestres clos								
	le 30 avril 2013			le 31 janvier 2013			le 30 avril 2012		
	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global
(en millions de dollars canadiens)									
Couvertures de la juste valeur									
Profits (pertes) sur les instruments de couverture	185 \$	s.o. \$	s.o. \$	(288)\$	s.o. \$	s.o. \$	(364)\$	s.o. \$	s.o. \$
(Pertes) profits sur les éléments couverts attribuables au risque couvert	(201)	s.o.	s.o.	276	s.o.	s.o.	330	s.o.	s.o.
Tranche inefficace	(16)	s.o.	s.o.	(12)	s.o.	s.o.	(34)	s.o.	s.o.
Couvertures de flux de trésorerie									
Tranche inefficace	(17)	s.o.	s.o.	1	s.o.	s.o.	(7)	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	(73)	s.o.	s.o.	24	s.o.	s.o.	(64)
Reclassées en résultat au cours de la période	s.o.	11	s.o.	s.o.	17	s.o.	s.o.	(11)	s.o.
Couvertures de l'investissement net									
Tranche inefficace	–	s.o.	s.o.	–	s.o.	s.o.	–	s.o.	s.o.
Profits (pertes) de change	s.o.	s.o.	170	s.o.	s.o.	(51)	s.o.	s.o.	(326)
(Pertes) profits liés aux couvertures	s.o.	s.o.	(95)	s.o.	s.o.	37	s.o.	s.o.	216
	(33)\$	11 \$	2 \$	(11)\$	17 \$	10 \$	(41)\$	(11)\$	(174)\$

	Pour les semestres clos					
	le 30 avril 2013			le 30 avril 2012		
	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global
(en millions de dollars canadiens)						
Couvertures de la juste valeur						
(Pertes) profits sur les instruments de couverture	(103)\$	s.o. \$	s.o. \$	(219)\$	s.o. \$	s.o. \$
Profits (pertes) sur les éléments couverts attribuables au risque couvert	75	s.o.	s.o.	171	s.o.	s.o.
Tranche inefficace	(28)	s.o.	s.o.	(48)	s.o.	s.o.
Couvertures de flux de trésorerie						
Tranche inefficace	(16)	s.o.	s.o.	(4)	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	(49)	s.o.	s.o.	3
Reclassées en résultat au cours de la période	s.o.	28	s.o.	s.o.	(38)	s.o.
Couvertures de l'investissement net						
Tranche inefficace	–	s.o.	s.o.	–	s.o.	s.o.
Profits (pertes) de change	s.o.	s.o.	119	s.o.	s.o.	(275)
(Pertes) profits liés aux couvertures	s.o.	s.o.	(58)	s.o.	s.o.	213
	(44)\$	28 \$	12 \$	(52)\$	(38)\$	(59)\$

s.o. sans objet

Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à leur échéance

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2013				31 janvier 2013			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs dérivés	15 152 \$	31 444 \$	47 097 \$	93 693 \$	16 746 \$	26 669 \$	43 828 \$	87 243 \$
Passifs dérivés	16 267	35 952	45 446	97 665	17 923	31 029	43 310	92 262

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2012				30 avril 2012			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs dérivés	12 958 \$	29 957 \$	48 378 \$	91 293 \$	15 320 \$	27 768 \$	44 775 \$	87 863 \$
Passifs dérivés	14 429	35 362	46 970	96 761	16 164	32 761	43 179	92 104

Note 7 Acquisitions importantes**Activités canadiennes de financement automobile et de dépôt d'Ally Financial Inc.**

Le 1^{er} février 2013, nous avons conclu l'acquisition des activités canadiennes de financement automobile et de dépôt d'Ally Financial Inc. (Ally Canada), pour une contrepartie en espèces de 3,7 milliards de dollars. Les activités d'Ally Canada sont des activités de financement automobile bien établies et prometteuses.

Notre répartition préliminaire du prix d'acquisition comprend l'attribution de 12,2 milliards de dollars aux actifs et de 9,1 milliards aux passifs à la date d'acquisition. Les actifs incluent des prêts d'une juste valeur approximative de 10,3 milliards de dollars, de la trésorerie et des valeurs mobilières de 1,6 milliard et des immobilisations incorporelles liées aux relations-clients de 0,1 milliard. La juste valeur estimative des prêts reflète les pertes sur créances prévues à la date d'acquisition. Le montant brut des créances contractuelles s'élève à 10,6 milliards de dollars. L'établissement de la juste valeur du portefeuille de prêts acquis est toujours en cours en raison du moment de la clôture de l'acquisition, de la complexité du processus d'évaluation, ainsi que du nombre de modalités différentes des prêts sous-jacents. Les passifs comprennent des dépôts de 9,0 milliards de dollars, dont une tranche de 5,1 milliards est liée aux structures de titrisation consolidées. Un montant de 3,4 milliards de dollars a été remboursé au titre de ces structures de titrisation après l'acquisition. Nous prévoyons que les dépôts résiduels resteront en cours jusqu'à leur échéance contractuelle. Lorsque la répartition du prix d'acquisition sera terminée, nous prévoyons constater un goodwill d'environ 0,6 milliard de dollars, lequel reflète les synergies qui devraient découler du regroupement d'entreprises, ce qui nous permettra d'accroître nos activités de financement automobile existantes et de répondre efficacement aux besoins en matière de services bancaires des concessions automobiles. Le goodwill ne devrait pas être déductible à des fins fiscales.

Depuis la date d'acquisition, Ally Canada nous a permis d'augmenter nos revenus et notre bénéfice net consolidés de 60 millions de dollars et de 12 millions, respectivement. Si le regroupement d'entreprises avait pris effet le 1^{er} novembre 2012, les trois mois supplémentaires de propriété d'Ally Canada auraient permis d'ajouter à nos résultats des revenus et un bénéfice net consolidés de 70 millions de dollars et de 18 millions, respectivement, pour le semestre clos le 30 avril 2013.

Tous les résultats des activités sont inclus dans notre secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et le goodwill est attribué à notre unité génératrice de trésorerie Services bancaires canadiens.

Services aux investisseurs et trésorerie

Le 27 juillet 2012, nous avons conclu l'acquisition de la participation de 50 % que nous ne détenions pas déjà dans RBC Dexia Investor Services Limited (RBC Dexia). Se reporter à la note 12 de nos états financiers consolidés annuels de 2012 pour obtenir les détails de la transaction, y compris la répartition préliminaire du prix d'achat. Au cours du trimestre, nous avons révisé notre équation préliminaire du prix d'acquisition. Par conséquent, nous avons réduit de 118 millions de dollars la juste valeur des immobilisations incorporelles liées aux logiciels, ce qui a été partiellement contrebalancé par une augmentation de 22 millions des actifs d'impôt différé et autres actifs. Ces changements se traduisent par la comptabilisation d'un goodwill de 96 millions de dollars, qui reflète la valeur stratégique de la propriété exclusive de RBC Dexia et de ses activités complémentaires. Le goodwill ne devrait pas être déductible à des fins fiscales.

Tous les résultats des activités sont inclus dans notre secteur Services aux investisseurs et trésorerie et le goodwill est attribué à notre unité génératrice de trésorerie Services aux investisseurs et trésorerie. Les ajustements ont été appliqués de façon prospective.

Note 8 Dépôts

Le tableau suivant présente nos passifs au titre des dépôts :

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2013				31 janvier 2013			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	106 952 \$	15 309 \$	65 320 \$	187 581 \$	107 152 \$	14 641 \$	62 537 \$	184 330 \$
Entreprises et gouvernements	136 913	1 447	190 248	328 608	130 818	1 361	181 077	313 256
Banques	5 590	7	9 461	15 058	4 149	8	12 918	17 075
	249 455 \$	16 763 \$	265 029 \$	531 247 \$	242 119 \$	16 010 \$	256 532 \$	514 661 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	57 699 \$	3 114 \$	– \$	60 813 \$	56 166 \$	3 000 \$	– \$	59 166 \$
États-Unis	1 485	8	–	1 493	1 315	8	–	1 323
Europe (5)	3 334	1	–	3 335	3 344	1	–	3 345
Autres pays	3 846	541	–	4 387	3 657	411	–	4 068
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	149 969	9 388	213 901	373 258	145 108	8 879	208 543	362 530
États-Unis	3 131	572	38 136	41 839	3 116	566	33 262	36 944
Europe (5)	26 623	42	6 346	33 011	26 250	59	8 267	34 576
Autres pays	3 368	3 097	6 646	13 111	3 163	3 086	6 460	12 709
	249 455 \$	16 763 \$	265 029 \$	531 247 \$	242 119 \$	16 010 \$	256 532 \$	514 661 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2012				30 avril 2012			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	104 079 \$	13 893 \$	61 530 \$	179 502 \$	99 634 \$	13 364 \$	60 353 \$	173 351 \$
Entreprises et gouvernements	128 943	1 393	182 546	312 882	111 675	1 452	189 820	302 947
Banques	4 621	18	11 196	15 835	4 536	17	15 024	19 577
	237 643 \$	15 304 \$	255 272 \$	508 219 \$	215 845 \$	14 833 \$	265 197 \$	495 875 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	55 133 \$	2 836 \$	– \$	57 969 \$	53 820 \$	2 736 \$	– \$	56 556 \$
États-Unis	1 188	6	–	1 194	820	21	–	841
Europe (5)	3 935	1	–	3 936	2 124	2	–	2 126
Autres pays	3 332	439	–	3 771	3 056	272	–	3 328
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	138 276	8 270	204 507	351 053	129 090	7 928	213 288	350 306
États-Unis	3 410	584	33 303	37 297	3 451	775	31 818	36 044
Europe (5)	29 143	50	10 072	39 265	18 829	42	10 999	29 870
Autres pays	3 226	3 118	7 390	13 734	4 655	3 057	9 092	16 804
	237 643 \$	15 304 \$	255 272 \$	508 219 \$	215 845 \$	14 833 \$	265 197 \$	495 875 \$

- (1) Les dépôts remboursables à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit à un avis de retrait. Ces dépôts comprennent des comptes d'épargne et des comptes-chèques.
- (2) Les dépôts remboursables sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme comprennent les dépôts remboursables à une date fixe. Ces dépôts comprennent les dépôts à terme, les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables. Au 30 avril 2013, le solde des dépôts à terme comprenait aussi des billets de dépôt de premier rang que nous avons émis à des fins de financement à long terme de 116 milliards de dollars (112 milliards au 31 janvier 2013; 114 milliards au 31 octobre 2012; 108 milliards au 30 avril 2012).
- (4) Les divisions géographiques des dépôts sont fondées sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés.
- (5) L'Europe comprend le Royaume-Uni, la Suisse et les îles Anglo-Normandes.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles de nos passifs au titre des dépôts à terme :

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	30 avril 2013	31 janvier 2013	31 octobre 2012	30 avril 2012
Moins de 1 an :				
Moins de 3 mois	56 743 \$	60 496 \$	55 274 \$	71 795 \$
De 3 mois à 6 mois	27 918	20 072	22 493	17 840
De 6 mois à 12 mois	44 221	41 245	43 286	38 344
De 1 an à 2 ans	49 830	51 959	49 920	51 996
De 2 ans à 3 ans	26 700	24 731	24 011	24 478
De 3 ans à 4 ans	21 684	21 250	21 134	23 855
De 4 ans à 5 ans	17 151	16 877	18 568	18 908
Plus de 5 ans	20 782	19 902	20 586	17 981
	265 029 \$	256 532 \$	255 272 \$	265 197 \$
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	231 000 \$	224 000 \$	223 000 \$	230 000 \$

Note 9 Avantages du personnel – prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les charges au titre de ces régimes d'avantages sont présentées dans le tableau suivant.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
	le 30 avril 2013	le 31 janvier 2013	le 30 avril 2012	le 30 avril 2013	le 31 janvier 2013	le 30 avril 2012
Coût des services rendus	73 \$	73 \$	54 \$	11 \$	9 \$	8 \$
Coût financier	103	103	103	18	18	19
Rendement prévu de l'actif des régimes	(135)	(135)	(121)	–	–	–
Amortissement de la perte actuarielle nette (du gain actuariel net)	12	12	–	1	1	–
Réduction du régime	–	–	–	–	–	(5)
Charge au titre des régimes à prestations définies	53	53	36	30	28	22
Charge au titre des régimes à cotisations définies	26	35	23	–	–	–
	79 \$	88 \$	59 \$	30 \$	28 \$	22 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2013	le 30 avril 2012	le 30 avril 2013	le 30 avril 2012
Coût des services rendus	146 \$	110 \$	20 \$	12 \$
Coût financier	206	207	36	38
Rendement prévu de l'actif des régimes	(270)	(243)	–	–
Amortissement de la perte actuarielle nette (du gain actuariel net)	24	–	2	–
Réduction du régime	–	–	–	(5)
Charge au titre des régimes à prestations définies	106	74	58	45
Charge au titre des régimes à cotisations définies	61	51	–	–
	167 \$	125 \$	58 \$	45 \$

Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

Le 13 mars 2013, nous avons racheté toutes les débetures subordonnées à 4,84 % échéant le 11 mars 2018 en circulation, d'un montant de 1 milliard de dollars, pour un prix équivalent à 100 % de leur capital plus les intérêts courus à la date de rachat.

Le 6 décembre 2012, nous avons émis 2 milliards de dollars de débetures subordonnées. Les billets portent intérêt à un taux fixe de 2,99 % par année jusqu'au 6 décembre 2019 et, par la suite, ils porteront intérêt au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 1,10 % jusqu'à leur échéance le 6 décembre 2024.

Le 1^{er} novembre 2012, nous avons émis 300 millions de dollars de Trinité-et-Tobago (47 millions de dollars) de débetures subordonnées à Trinité-et-Tobago. Les billets portent intérêt à un taux fixe de 4,75 % par année jusqu'à leur échéance le 1^{er} novembre 2027.

Le tableau suivant présente les variations des actions ordinaires :

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les trimestres clos					
	le 30 avril 2013		le 31 janvier 2013		le 30 avril 2012	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Régime de réinvestissement de dividendes (1)	–	– \$	–	– \$	1 153	62 \$
Options sur actions exercées (2)	194	8	964	44	832	31
Rachetées aux fins d'annulation (3)	(2 089)	(21)	–	–	–	–
	(1 895)	(13)\$	964	44 \$	1 985	93 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les semestres clos			
	le 30 avril 2013		le 30 avril 2012	
	Nombres d'actions (en milliers)	Montant	Nombres d'actions (en milliers)	Montant
Régime de réinvestissement de dividendes (1)	–	– \$	2 482	121 \$
Options sur actions exercées (2)	1 158	52	1 984	75
Rachetées aux fins d'annulation (3)	(2 089)	(21)	–	–
	(931)	31 \$	4 466	196 \$

(1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres clos le 30 avril 2013 et le 31 janvier 2013, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre. Au cours des trimestres clos le 30 avril 2012 et le 31 janvier 2012, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen de l'émission d'actions propres.

(2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(3) Au cours du trimestre, nous avons acheté aux fins d'annulation 2 millions d'actions ordinaires à un coût moyen de 61,31 \$ par action. La valeur comptable s'élève à 9,94 \$ par action.

Note 11 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2013	le 31 janvier 2013	le 30 avril 2012	le 30 avril 2013	le 30 avril 2012
Bénéfice de base par action					
Bénéfice net	1 936 \$	2 070 \$	1 533 \$	4 006 \$	3 388 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	(30)	–	(51)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 936	2 070	1 563	4 006	3 439
Dividendes sur actions privilégiées	(64)	(65)	(65)	(129)	(129)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(24)	(25)	(25)	(49)	(50)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	1 848	1 980	1 473	3 828	3 260
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 445 238	1 445 489	1 441 761	1 445 366	1 440 493
Bénéfice (perte) de base par action					
Activités poursuivies (en dollars)	1,28 \$	1,37 \$	1,02 \$	2,65 \$	2,26 \$
Activités abandonnées (en dollars)	–	–	(0,02)	–	(0,03)
Total	1,28 \$	1,37 \$	1,00 \$	2,65 \$	2,23 \$
Bénéfice dilué par action					
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	1 848 \$	1 980 \$	1 473 \$	3 828 \$	3 260 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	13	13	13	26	26
Bénéfice net lié aux activités poursuivies disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	1 861	1 993	1 486	3 854	3 286
Perte nette liée aux activités abandonnées attribuable aux actionnaires ordinaires	–	–	(30)	–	(51)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 445 238	1 445 489	1 441 761	1 445 366	1 440 493
Options sur actions (1)	2 285	2 084	2 165	2 189	1 774
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	92	203	407	148	467
Actions échangeables (2)	20 393	21 554	22 730	20 983	24 448
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 468 008	1 469 330	1 467 063	1 468 686	1 467 182
Bénéfice (perte) dilué par action					
Activités poursuivies (en dollars)	1,27 \$	1,36 \$	1,01 \$	2,62 \$	2,24 \$
Activités abandonnées (en dollars)	–	–	(0,02)	–	(0,03)
Total	1,27 \$	1,36 \$	0,99 \$	2,62 \$	2,21 \$

- (1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 30 avril 2013, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action (aucune option en cours au 31 janvier 2013; un nombre moyen d'options en cours de 41 124 ayant un prix d'exercice moyen de 57,90 \$ au 30 avril 2012). Pour le semestre clos le 30 avril 2013, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action (un nombre moyen d'options en cours de 7 609 443 ayant un prix d'exercice moyen de 53,97 \$ au 30 avril 2012).
- (2) Comprend les actions privilégiées échangeables et les titres de fiducie de capital.

Note 12 Garanties, engagements, actifs donnés en garantie et éventualités**Garanties et engagements**

Nous avons recours à des garanties et à d'autres instruments de crédit hors bilan afin de répondre aux besoins de financement de nos clients.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de notre risque maximal de pertes sur créances lié aux garanties et aux engagements que nous avons fournis à des tiers. Le risque de crédit maximal lié à une garantie est le risque maximal de perte en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance ou en raison d'actifs détenus en garantie ou affectés en garantie. Le risque maximal de crédit lié à un engagement de prêt correspond au montant intégral de l'engagement. Dans les deux cas, le risque maximal est considérablement plus élevé que le montant comptabilisé à titre de passif dans nos bilans consolidés.

(en millions de dollars canadiens)	Risque maximal de pertes sur créances			
	Au			
	30 avril 2013	31 janvier 2013	31 octobre 2012	30 avril 2012
Garanties financières				
Lettres de crédit de soutien financier	14 158 \$	15 030 \$	14 683 \$	12 806 \$
Engagements de crédit				
Facilités de garantie de liquidités	28 882	28 534	30 317	27 854
Rehaussements de crédit	3 647	3 652	3 708	3 561
Lettres de crédit documentaire	135	146	186	203
Autres engagements de crédit	102 984	100 854	94 198	84 185
Autres engagements				
Engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres (1)	60 592	61 372	56 141	55 709
Garanties de bonne fin	4 776	5 182	5 396	5 167

- (1) Pour les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres avant le 31 juillet 2012, une tranche de 50 % représentait notre risque de perte par l'intermédiaire de notre ancienne coentreprise, RBC Dexia.

Actifs donnés en garantie et actifs affectés en garantie

Dans le cours normal de nos activités, nous donnons en garantie des actifs et concluons des conventions d'affectation d'actifs en garantie conformément à des modalités qui sont habituelles pour nos activités régulières de prêt, d'emprunt et de négociation comptabilisées dans nos bilans consolidés. Voici des exemples des modalités générales liées aux actifs donnés en garantie et aux actifs affectés en garantie :

- Les risques et les avantages liés aux actifs donnés en garantie reviennent à l'emprunteur.
- Les actifs donnés en garantie sont réattribués à l'emprunteur lorsque les modalités obligatoires ont été respectées.
- Le droit du créancier de revendre les actifs ou de les affecter de nouveau en garantie dépend de l'entente particulière en vertu de laquelle l'actif est donné en garantie.
- S'il n'y a eu aucun manquement, le créancier doit redonner un actif comparable à l'emprunteur lorsque les obligations ont été respectées.

Nous sommes également tenus de fournir à la Banque du Canada des garanties intrajournalières lorsque nous utilisons le Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV), un système de transfert électronique télégraphique en temps réel qui traite en continu tous les paiements de grande valeur ou de classe critique libellés en dollars canadiens au cours de la journée. Les actifs donnés en garantie affectés aux activités du STPGV nous sont généralement remis à la fin du cycle de règlement quotidien. Par conséquent, le montant des actifs donnés en garantie n'est pas inclus dans le tableau ci-dessous. Pour le trimestre clos le 30 avril 2013, nous avons donné en moyenne des actifs de 3,4 milliards de dollars en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour (2,7 milliards au 31 janvier 2013; 3,4 milliards au 30 avril 2012). Pour le semestre clos le 30 avril 2013, nous avons donné en moyenne des actifs de 3,0 milliards de dollars en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour (3,4 milliards au 30 avril 2012).

Dans certaines rares occasions, nous devons obtenir une avance à un jour auprès de la Banque du Canada afin de répondre à un besoin de règlement, auquel cas une valeur équivalente des actifs donnés en garantie est utilisée pour garantir l'avance. Aucune avance à un jour n'avait été prise au 30 avril 2013, au 31 janvier 2013, au 31 octobre 2012 et au 30 avril 2012.

Les détails des actifs donnés en garantie de passifs et des actifs détenus ou donnés de nouveau en garantie sont présentés dans les tableaux ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	30 avril 2013	31 janvier 2013 (1)	31 octobre 2012 (1)	30 avril 2012 (1)
Sources d'actifs donnés en garantie et affectés en garantie				
Actifs de la Banque				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	129 \$	99 \$	94 \$	180 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	81	553	424	423
Garanties en espèces de titres empruntés	6 848	6 020	4 818	5 726
Prêts	66 347	63 521	65 077	60 932
Valeurs mobilières	50 179	36 881	38 438	39 966
Autres actifs	14 859	17 034	19 411	16 603
	138 443 \$	124 108 \$	128 262 \$	123 830 \$
Actifs des clients				
Biens reçus en garantie et disponibles à la vente ou à la remise en garantie	165 608 \$	161 551 \$	158 776 \$	151 335 \$
Moins : actifs non vendus ou qui n'ont pas été donnés de nouveau en garantie	(52 922)	(45 581)	(50 169)	(34 084)
	112 686 \$	115 970 \$	108 607 \$	117 251 \$
	251 129 \$	240 078 \$	236 869 \$	241 081 \$
Utilisations d'actifs donnés en garantie et affectés en garantie				
Titres prêtés	12 927 \$	11 472 \$	12 957 \$	14 046 \$
Titres empruntés	31 027	31 690	30 011	39 415
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	49 628	50 062	40 756	50 150
Engagements afférents à des titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat	65 044	56 643	58 943	49 903
Titrisation	53 765	50 829	51 959	50 621
Obligations couvertes	11 789	11 821	13 276	10 471
Transactions sur dérivés	19 705	21 130	22 124	19 403
Gouvernements étrangers et banques centrales	2 217	2 150	2 608	2 770
Systèmes de compensation, systèmes de paiements et dépositaires	5 027	4 281	4 235	3 960
Autres	—	—	—	342
	251 129 \$	240 078 \$	236 869 \$	241 081 \$

(1) Certains montants ont été révisés par rapport aux résultats présentés précédemment.

Litiges

Nous sommes une importante institution mondiale qui est soumise à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes. Par conséquent, la Banque Royale du Canada et ses filiales ont fait et font l'objet de différentes plaintes et enquêtes dans divers territoires. La direction revoit régulièrement l'état d'avancement de toutes les poursuites et exercera son jugement afin de les résoudre au mieux des intérêts de la Banque. Nos procédures judiciaires importantes sont décrites ci-dessous. Nous nous défendons vigoureusement dans chacun de ces litiges.

Enquêtes et litiges relatifs au LIBOR

Diverses autorités de réglementation et autorités en matière de concurrence et d'exécution de la loi dans le monde, y compris au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis, mènent des enquêtes liées à certaines soumissions effectuées dans le passé par un groupe de banques relativement à la fixation du taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) libellé en dollars américains. Étant donné que la Banque Royale du Canada est un membre de certains comités du LIBOR, y compris du comité du LIBOR libellé en dollars américains, nous avons fait l'objet de demandes d'information réglementaires et nous collaborons à ces enquêtes. En outre, la Banque Royale du Canada et d'autres banques du comité du LIBOR libellé en dollars américains ont été désignées comme défenderesses dans des litiges de droit privé engagés aux États-Unis concernant la fixation du LIBOR, y compris dans un certain nombre de recours collectifs qui ont été regroupés devant le tribunal de district des États-Unis du district sud de New York (le tribunal). Les plaintes dans ces actions font état de revendications à notre encontre et à l'encontre d'autres banques du comité en vertu de diverses lois américaines, y compris la législation antitrust américaine, la Commodity Exchange Act des États-Unis et la loi de l'État. En mars 2013, le tribunal a rejeté les plaintes pour fraude et violation des lois antitrust fédérales de certains demandeurs du comité du LIBOR libellé en dollars américains, ainsi

Note 12 Garanties, engagements, actifs donnés en garantie et éventualités (suite)

qu'une partie de leurs plaintes formulées en vertu de la Commodity Exchange Act (CEA). Le tribunal a refusé de rejeter certaines autres plaintes formulées en vertu de la CEA et a refusé d'exercer sa compétence à l'égard des plaintes en vertu de la common law et des lois de certains États. Les demandeurs auront la possibilité de plaider de nouveau certaines plaintes qui ont été rejetées. Selon les éléments connus à ce jour, il nous est impossible pour le moment de prédire la résolution de ces enquêtes réglementaires et de ces litiges de droit privé, ni le moment auquel ils seront réglés et l'incidence éventuelle sur la Banque Royale du Canada.

Litiges relatifs à la CFTC

La Banque Royale du Canada est devenue défenderesse dans une poursuite en responsabilité intentée par la Commodity Futures Trading Commission (CFTC) des États-Unis. Le libellé de la poursuite allègue que certaines transactions entre sociétés liées étaient en fait des transactions fictives inappropriées, qui ont été effectuées à l'abri de la concurrence. En outre, la plainte allègue que nous avons fait délibérément des déclarations fausses, fictives ou frauduleuses à la Chicago Mercantile Exchange quant à la manière dont nous prévoyions structurer ces transactions et à la manière dont nous l'avons fait. Il nous est impossible de prédire le dénouement de ces procédures, ni le moment auquel elles seront réglées. Cependant, nous réfutons totalement ces allégations. À l'heure actuelle, la direction estime que le règlement final de cette poursuite n'aura pas d'incidence défavorable importante sur notre situation financière ni sur nos résultats opérationnels consolidés.

Litige relatif aux districts scolaires du Wisconsin

La Banque Royale du Canada est défenderesse dans le cadre d'un recours relativement au rôle que nous avons joué dans des transactions portant sur des placements réalisés par un certain nombre de districts scolaires du Wisconsin dans certains titres garantis par des créances. Ces transactions ont également fait l'objet d'une enquête réglementaire. Bien que nous ayons conclu un accord avec la Securities and Exchange Commission en septembre 2011, dont le montant a été versé aux districts scolaires par l'intermédiaire d'un fonds d'indemnisation, le recours se poursuit. Il nous est impossible de prédire le dénouement de ces procédures, ni le moment auquel elles seront réglées. La direction estime toutefois que le règlement final de ce litige n'aura pas d'incidence défavorable importante sur notre situation financière ni sur nos résultats opérationnels consolidés.

Autres litiges

Nous sommes défenderesse dans un certain nombre d'autres poursuites qui allèguent que certaines de nos pratiques et mesures sont inappropriées. Les poursuites portent sur diverses questions complexes, et le moment auquel elles seront réglées demeure variable et incertain. La direction est d'avis que nous parviendrons, à terme, à résoudre ces poursuites, dans la mesure où nous pouvons les évaluer, sans subir d'incidence financière importante. Il s'agit, toutefois, de questions qui font dans une large mesure appel à l'exercice du jugement, et les obligations éventuelles pouvant découler de ces poursuites pourraient influencer de façon importante sur nos résultats opérationnels pour toute période donnée.

Nous faisons l'objet de diverses autres poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos autres pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel lié à ces autres poursuites, dans la mesure où nous pouvons l'évaluer, ne sera pas important à l'égard de notre situation financière ou de nos résultats opérationnels consolidés.

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2013						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurance	Services aux investisseurs et trésorerie (3)	Marchés des Capitaux (4)	Services de soutien généraux (4)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 272 \$	93 \$	– \$	162 \$	713 \$	(17)\$	3 223 \$
Revenus autres que d'intérêt	925	1 252	1 246	290	849	(16)	4 546
Total des revenus	3 197	1 345	1 246	452	1 562	(33)	7 769
Dotation à la provision pour pertes sur créances	254	(1)	–	–	40	(5)	288
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	938	–	–	–	938
Frais autres que d'intérêt	1 518	1 033	134	364	954	8	4 011
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 425	313	174	88	568	(36)	2 532
Charge (économie) d'impôt	368	88	8	21	182	(71)	596
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 057	225	166	67	386	35	1 936
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net							1 936 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	76 \$	33 \$	2 \$	13 \$	6 \$	123 \$	253 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–
Provisions pour restructuration	–	–	–	44	–	–	44
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	358 500 \$	21 300 \$	12 500 \$	80 700 \$	380 400 \$	14 100 \$	867 500 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées	–	–	–	–	–	–	–
Total de l'actif							867 500 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	357 400 \$	21 200 \$	12 500 \$	80 800 \$	380 300 \$	(32 700)\$	819 500 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées	–	–	–	–	–	–	–
Total du passif							819 500 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2013						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurance	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (4)	Services de soutien généraux (4)	
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 314 \$	96 \$	– \$	175 \$	738 \$	(38) \$	3 285 \$
Revenus autres que d'intérêt	931	1 244	1 021	275	1 169	(15)	4 625
Total des revenus	3 245	1 340	1 021	450	1 907	(53)	7 910
Dotation à la provision pour pertes sur créances	241	–	–	–	109	(1)	349
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	705	–	–	–	705
Frais autres que d'intérêt	1 493	1 023	135	341	1 051	8	4 051
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 511	317	181	109	747	(60)	2 805
Charge (économie) d'impôt	391	84	17	29	283	(69)	735
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 120	233	164	80	464	9	2 070
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							–
Bénéfice net							2 070 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	70 \$	34 \$	4 \$	15 \$	6 \$	118 \$	247 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	344 200 \$	20 500 \$	12 300 \$	84 300 \$	362 200 \$	14 100 \$	837 600 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total de l'actif							837 600 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	343 000 \$	20 400 \$	12 300 \$	84 400 \$	362 000 \$	(31 600) \$	790 500 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total du passif							790 500 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2012						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurance	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (4)	Services de soutien généraux (4)	
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 165 \$	98 \$	– \$	164 \$	661 \$	(57) \$	3 031 \$
Revenus autres que d'intérêt	863	1 121	926	118	895	(30)	3 893
Total des revenus	3 028	1 219	926	282	1 556	(87)	6 924
Dotation à la provision pour pertes sur créances	318	(1)	–	–	31	–	348
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	640	–	–	–	640
Frais autres que d'intérêt	1 444	941	126	378	968	–	3 857
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 266	279	160	(96)	557	(87)	2 079
Charge (économie) d'impôt	326	67	9	25	186	(97)	516
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	940	212	151	(121)	371	10	1 563
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							(30)
Bénéfice net							1 533 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	64 \$	33 \$	3 \$	11 \$	6 \$	110 \$	227 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	161	–	–	161
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	333 900 \$	23 800 \$	11 900 \$	70 800 \$	345 800 \$	13 900 \$	800 100 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées							300
Total de l'actif							800 400 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	332 800 \$	23 800 \$	11 900 \$	70 800 \$	345 700 \$	(27 800) \$	757 200 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total du passif							757 200 \$

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre clos le 30 avril 2013						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurance	Services aux investisseurs et trésorerie (3)	Marchés des Capitaux (4)	Services de soutien généraux (4)	
Revenu net d'intérêt (1), (2)	4 586 \$	189 \$	– \$	337 \$	1 451 \$	(55) \$	6 508 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 856	2 496	2 267	565	2 018	(31)	9 171
Total des revenus	6 442	2 685	2 267	902	3 469	(86)	15 679
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	495	(1)	–	–	149	(6)	637
Frais autres que d'intérêt	–	–	1 643	–	–	–	1 643
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	3 011	2 056	269	705	2 005	16	8 062
Charge (économie) d'impôt	2 936	630	355	197	1 315	(96)	5 337
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	759	172	25	50	465	(140)	1 331
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	2 177	458	330	147	850	44	4 006
Bénéfice net							4 006 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	146 \$	67 \$	6 \$	28 \$	12 \$	241 \$	500 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–
Provisions pour restructuration	–	–	–	44	–	–	44
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	358 500 \$	21 300 \$	12 500 \$	80 700 \$	380 400 \$	14 100 \$	867 500 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total de l'actif							867 500 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	357 400 \$	21 200 \$	12 500 \$	80 800 \$	380 300 \$	(32 700)\$	819 500 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total du passif							819 500 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre clos le 30 avril 2012						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurance	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (4)	Services de soutien généraux (4)	
Revenu net d'intérêt (1), (2)	4 368 \$	200 \$	– \$	344 \$	1 265 \$	(143)\$	6 034 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 746	2 207	2 476	263	1 754	18	8 464
Total des revenus	6 114	2 407	2 476	607	3 019	(125)	14 498
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	569	(1)	–	–	48	(1)	615
Frais autres que d'intérêt	–	–	1 851	–	–	–	1 851
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	2 898	1 880	255	592	1 898	5	7 528
Charge (économie) d'impôt	2 647	528	370	15	1 073	(129)	4 504
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	695	128	29	53	331	(171)	1 065
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	1 952	400	341	(38)	742	42	3 439
Bénéfice net							3 388 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	128 \$	67 \$	7 \$	29 \$	13 \$	213 \$	457 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	161	–	–	161
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	333 900 \$	23 800 \$	11 900 \$	70 800 \$	345 800 \$	13 900 \$	800 100 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées							300
Total de l'actif							800 400 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	332 800 \$	23 800 \$	11 900 \$	70 800 \$	345 700 \$	(27 800)\$	757 200 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total du passif							757 200 \$

(1) Le revenu intersectoriel et la quote-part des bénéfices des entreprises associées ne sont pas significatifs.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des frais d'intérêt, puisque la direction se fie essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(3) Au cours du trimestre, RBC Services aux investisseurs a constitué une provision au titre de la restructuration de 44 millions de dollars. La majeure partie de cette provision est liée à l'abandon de nos activités en Europe.

(4) Majoration au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 30 avril 2013 s'élève à 101 millions de dollars (90 millions au 31 janvier 2013; 118 millions au 30 avril 2012). La majoration au montant imposable équivalent pour le semestre clos le 30 avril 2013 s'élève à 191 millions de dollars (239 millions au 30 avril 2012).

Note 14 Gestion du capital**Capital réglementaire et ratios de capital**

Avec prise d'effet pour le premier trimestre de 2013, nous sommes tenus de calculer nos ratios de capital et notre coefficient actif-capital en nous fondant sur le cadre de l'accord de Bâle III. En vertu de l'accord de Bâle III, le capital réglementaire inclut les capitaux propres ordinaires de première catégorie, le capital de première catégorie et le capital de deuxième catégorie. Les capitaux propres ordinaires de première catégorie se composent essentiellement d'actions ordinaires, de bénéfices non distribués et d'autres composantes des capitaux propres. La portée des ajustements réglementaires en vertu de l'accord de Bâle III s'est élargie pour inclure la déduction intégrale des immobilisations incorporelles (en excluant les droits de service des prêts hypothécaires), de certains actifs d'impôt différé, des actifs et passifs des régimes de retraite à prestations définies et des participations non importantes dans des entités de services bancaires, financiers et d'assurance. Le capital de première catégorie a été redéfini et comprend essentiellement les capitaux propres ordinaires de première catégorie et d'autres éléments composés d'instruments de capital comme certaines actions privilégiées, ainsi que certaines participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales. Le capital de deuxième catégorie inclut les débetures subordonnées qui répondent à certains critères et certaines provisions pour pertes sur prêts. Le capital total représente la somme des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital de deuxième catégorie. Les ratios de capital réglementaire sont calculés au moyen de la division des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital total par l'actif pondéré en fonction des risques.

Le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) établit des objectifs précis pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. À l'heure actuelle, selon les objectifs, le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie doit être supérieur ou égal à 7 %, le ratio du capital de première catégorie doit être supérieur ou égal à 6 % et le ratio du capital total doit être supérieur ou égal à 8 %. De plus, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif-capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF. Au cours du deuxième trimestre de 2013, nous nous sommes conformés à toutes les exigences en matière de capital imposées par le BSIF.

	Bâle III		Bâle II	
	Au			
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	30 avril 2013	31 janvier 2013	31 octobre 2012	30 avril 2012
Capital				
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	28 288 \$	28 115 \$	s.o. \$	s.o. \$
Capital de première catégorie	34 942	34 769	36 807	35 151
Capital total	43 527	43 287	42 347	40 599
Actif pondéré en fonction des risques				
Risque de crédit	231 264 \$	223 318 \$	209 559 \$	197 075 \$
Risque de marché	37 850	38 099	30 109	28 960
Risque opérationnel	42 323	41 711	40 941	39 699
Ajustement transitoire prescrit par le BSIF	—	—	—	1 404
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	311 437 \$	303 128 \$	280 609 \$	267 138 \$
Ratios de capital et coefficients				
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,1 %	9,3 %	s.o.	s.o.
Ratio du capital de première catégorie	11,2 %	11,5 %	13,1 %	13,2 %
Ratio du capital total	14,0 %	14,3 %	15,1 %	15,2 %
Coefficient actif-capital (1)	16,6 X	16,2 X	16,7 X	16,8 X

(1) Avec prise d'effet pour le premier trimestre de 2013, le coefficient actif-capital est calculé sur une base transitoire en vertu des lignes directrices du BSIF. La méthode transitoire prévoit le calcul du capital en fonction de l'application progressive des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de capital non admissibles au cours de l'exercice considéré.

s.o. sans objet

Note 15 Événements postérieurs à la date du bilan**Remboursement des débetures subordonnées**

Le 1^{er} mai 2013, nous avons annoncé notre intention de rembourser la totalité de nos débetures subordonnées à 5 % échéant le 6 juin 2018 en circulation, d'un montant de 1 milliard de dollars, pour un prix équivalant à 100 % de leur capital, plus les intérêts courus à la date de remboursement. Le remboursement aura lieu le 6 juin 2013.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie
Computershare du Canada
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis)
ou 514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com\rbc

Co-agent des transferts
(États-Unis) :
Computershare Trust
Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 7NH
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la TSX.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter les divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie
Computershare du Canada
100 University Avenue, 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis) ou 514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(au Canada et aux États-Unis) ou 416-263-9394 (appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :
Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
9th Floor, South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806
Télécopieur : 416-974-3535

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
4th Floor, North Tower
Toronto (Ontario) M5J 2W7
Canada
Téléphone : 416-955-7802
Télécopieur : 416-955-7800
Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires de RBC; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie
Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

Dates de paiement des dividendes pour 2013

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AH, AJ, AL, AN, AP, AR, AT, AV et AX	22 janvier 23 avril 23 juillet 22 octobre	24 janvier 25 avril 25 juillet 24 octobre	22 février 24 mai 23 août 22 novembre

À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

Rachat d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Durant la période de un an commençant le 1^{er} novembre 2012, nous pourrions racheter aux fins d'annulation jusqu'à 30 millions de nos actions ordinaires sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminerons le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu conformément à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sous réserve d'une consultation préalable avec le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale torontoise.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2013

Premier trimestre	28 février
Deuxième trimestre	30 mai
Troisième trimestre	29 août
Quatrième trimestre	5 décembre

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC, RBC ASSURANCES et RBC SERVICES AUX INVESTISSEURS, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.